



RAPPORT SUR LES

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020

SOMMAIRE

Introduction	4
Les mesures relatives aux collectivités locales	6
Les mesures relatives à la crise sanitaire (COVID-19).....	10

BUDGET PRINCIPAL

Les dépenses de fonctionnement	14
Les données relatives aux ressources humaines.....	17
Les recettes de fonctionnement	34
La fiscalité directe locale	36
Les dotations.....	38
Les épargnes	40
L'état de la dette.....	41
Les dépenses d'investissement	44
Les recettes d'investissement	47
Le programme pluriannuel d'investissement.....	50

SERVICE DE L'EAU

Les dépenses de fonctionnement	59
Les recettes de fonctionnement	60
L'état de la dette.....	62
Les dépenses d'investissement	64
Les recettes d'investissement	65

SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Les dépenses de fonctionnement	67
Les recettes de fonctionnement	68
L'état de la dette.....	70
Les dépenses d'investissement	72
Les recettes d'investissement	73

PARC D'ACTIVITES DES DEUX VALLEES

Etat des parcelles de terrains vendues	75
--	----

CINEMA LE REX

Les dépenses de fonctionnement	77
Les recettes de fonctionnement	78
L'état de la dette.....	79

MARCHE COUVERT

Les dépenses de fonctionnement	82
Les recettes de fonctionnement	83
L'état de la dette.....	84

LES SCENES D'ABBEVILLE

Les dépenses de fonctionnement	87
Les recettes de fonctionnement	89
Les dépenses d'investissement	91

Références légales :

Extrait de l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. »

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe) indique que **le Débat d'Orientation Budgétaire doit faire l'objet d'une délibération du conseil municipal.**

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a pour vocation de présenter les grandes lignes de la politique budgétaire pour l'année d'exercice du budget à venir tout en précisant certains points particuliers comme la gestion de la dette, l'évolution du personnel ou les grandes dépenses/recettes en fonctionnement et en investissement.

En complément de la loi NOTRe, la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques 2018-2022 (LPPF) prévoit de nouvelles règles en la matière :

« A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :

1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes. »

INTRODUCTION

La présentation du débat d'orientation budgétaire 2020 s'inscrit dans le contexte particulier d'une année de renouvellement du conseil municipal. Ce qui amène à quelques ajustements dans la présentation des orientations, en particulier pour la partie relative aux investissements.

Au niveau national, l'Etat a bâti son budget 2020 sur un taux de croissance du PIB de +1,4% (+1,3% en 2019), un taux de croissance des prix à la consommation de +1,2% (idem à 2019), un déficit public de 2,2% du PIB et des économies réalisées sur la charge de la dette grâce au très bas niveau des taux d'intérêt.

La Loi de Finances (LFI) pour 2020 est marquée par le sujet de la **suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP)**.

Pour rappel, la LFI 2018 avait institué un dispositif de dégrèvement progressif des cotisations de THRP pour 80 % des foyers les moins aisés (30% des cotisations en 2018, 65% en 2019 et 100% en 2020). L'année 2020 sera donc la dernière au titre de laquelle la Commune percevra un produit de THRP. Une revalorisation forfaitaire des bases de TH de +0,9% est appliquée et le pouvoir de taux de TH est gelé.

La revalorisation de droit commun, fondée sur l'inflation, s'appliquera uniquement aux bases de taxes foncières et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) : +1,2% (au lieu de +2,2% en 2019).

Dès 2021 la THRP pour les 20% de contribuables restant assujettis sera perçue directement par l'Etat qui l'éteindra progressivement à hauteur de 30% en 2021, 65% en 2022 et 100 % en 2023.

Pour les communes, la suppression de la THRP sera donc effective dès 2021. Le produit de la THRP sera compensé par le transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). Une quote-part de TVA nationale sera affectée aux EPCI et aux départements.

Afin que le supplément de taxe foncière reçu coïncide avec le montant de TH perdu, le niveau de recettes de TFPB sera modulé à la hausse ou à la baisse par un coefficient correcteur. La ville d'Abbeville fera partie des communes surcompensées en raison d'un produit de foncier bâti départemental supérieur à la ressource de TH supprimée. Le produit perçu par la commune sera donc diminué de manière à redistribuer cette part de surcompensation aux communes sous-compensées.

Ce coefficient sera appliqué chaque année et le complément ou la minoration en résultant évoluera dans le temps selon la dynamique de la base d'imposition de cette taxe. Il n'affectera pas non plus le produit résultant de la dynamique du taux de TFPB. Ce dernier devient l'imposition "pivot" du système de lien entre les taux (CFE, TFNB, THRS).

Parmi les mesures issues de la LFI 2020, on peut noter le **bouleversement des indicateurs de richesse** (potentiels fiscaux et financiers) utilisés par l'Etat pour la répartition des dotations de péréquation. Les communes échangent un potentiel fiscal de TH contre un potentiel fiscal de TFPB. Les indicateurs étant calculés avec un an de décalage, les effets interviendront à partir de 2022. Un rapport du gouvernement est attendu sur les conséquences de cette réforme.

L'enveloppe de la DGF communale est à nouveau stable en 2020.

La LFI 2020 pourrait constituer un cadre important du futur dispositif de ressources des collectivités. La Loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP) 2018-2022 fixait déjà des objectifs de progression de la dépense locale, de besoin de financement et d'endettement.

Le document du DOB 2020 fait **l'analyse rétrospective** des finances communales sur la période 2014-2019, et donne les principaux éléments de prévision d'exécution pour l'exercice 2020.

Les écritures dites « réelles » sont extraites des documents budgétaires, neutralisant ainsi les écritures « d'ordre » (amortissements, écritures d'immobilisation,...).

L'analyse vise à évaluer la santé financière de la collectivité au regard des indicateurs principaux d'endettement, capacité d'autofinancement, niveau de la fiscalité, ..., permettant d'établir des éléments de prospective.

A l'approche des élections municipales, la prévision sera volontairement réduite pour la partie relative au programme d'investissement 2020 et le plan pluriannuel d'investissement présenté les années précédentes.

Ce document se limitera donc à présenter les engagements financiers passés, via les restes à réaliser.

LES PRINCIPALES MESURES RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

1 - Les prélèvements sur recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales

Eu égard aux prochaines élections municipales en mars 2020 et pour se concentrer sur sa **mesure phare**, la suppression de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales et la réforme fiscale engendrée, la LFI 2020 s'inscrit dans une relative stabilité des dotations et des mesures de soutien à l'investissement.

Elle porte principalement sur la réorganisation de la fiscalité pour les collectivités.

Ces principales mesures sont détaillées ci-après : celles impactant les dotations des collectivités, celles relatives à la péréquation, celles spécifiques à la fiscalité locale.

Les prélèvements sur recettes (PSR) de l'Etat en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'Etat.

Les PSR, qui s'élèvent à **41,247 milliards €**, sont en légère augmentation de **1,7 % par rapport à la LFI 2019**.

La DGF est stable en 2020 avec un montant de 26,8 milliards d'euros .

Les compensations d'exonérations de fiscalité locale progressent de nouveau avec la montée en charge de certaines mesures, notamment l'exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) pour les entreprises réalisant un très faible chiffre d'affaires.

Le FCTVA poursuit sa croissance (+ 6,2 %) grâce au regain d'investissement depuis 2017.

Ci-après, le tableau détaillant les prélèvements sur recettes.

A périmètre courant	LFI 2020 (en milliers €)	LFI 2019 (en milliers €)	Evolution LFI 2019 / LFI 2020
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	26 846 874	26 948 048	-0,4%
Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI)	8 250	11 028	-25,2%
Dotation de compensation des pertes de bases de contribution économique territoriale et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	50 000	73 500	-32,0%
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	6 000 000	5 648 866	6,2%
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	2 669 094	2 309 548	15,6%
Dotation particulière élu local (DPEL)	93 006	65 006	43,1%
Collectivité territoriale de Corse	62 897	40 976	53,5%
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	466 980	491 877	-5,1%
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326 317	326 317	0,0%
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661 186	661 186	0,0%
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES)	2 686	2 686	0,0%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	2 917 964	2 976 964	-2,0%
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	451 254	499 683	-9,7%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants	4 000	4 000	0,0%
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107 000	107 000	0,0%
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822	6 822	0,0%
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)	284 278	284 278	0,0%
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement de transport	48 021	90 575	-47,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	27 000	27 000	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	122 559	0	NC
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie Française	90 552	0	NC
TOTAL	41 246 740	40 575 360	1,7%

2 – Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)

L'article 80 de la Loi de Finances 2020 élargit l'éligibilité au FCTVA des dépenses de fonctionnement relatives aux dépenses d'entretien des réseaux à partir du 1^{er} janvier 2020.

Par ailleurs, l'entrée en vigueur de la mise en œuvre de l'automatisation du FCTVA est reportée d'un an soit au 1^{er} janvier 2021.

3- La péréquation verticale

L'enveloppe globale de l'Etat sur la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) est en hausse de 90 millions d'euros pour l'année 2020 (article 78 de la LFI).

4 – La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales

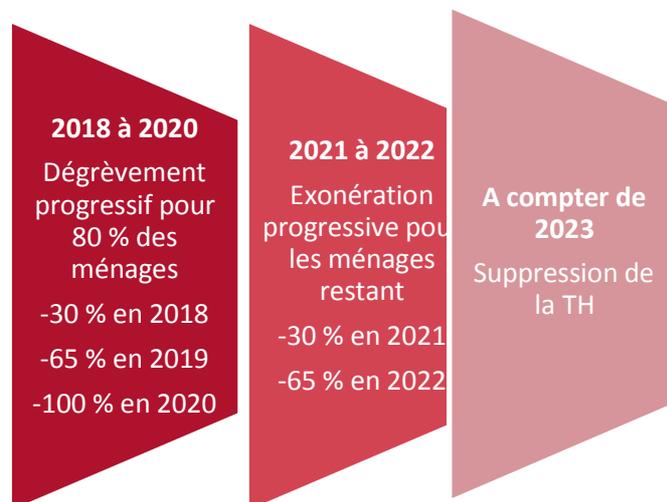
L'article 16 de la Loi de Finances fait suite à l'annonce du Président en novembre 2017, concernant la suppression de la taxe d'habitation après le dégrèvement de cette dernière pour 80% des ménages (sous conditions de revenus).

La TH sur les résidences secondaires et la taxe sur les logements vacants demeurent avec des modifications marginales liées à la suppression de la TH sur les résidences principales.

La LFI instaure quelques ajustements pour 2020, année de transition où le dégrèvement pour 80 % des ménages est pleinement mis en œuvre :

la base de TH (hors accroissement physique) est revalorisée de 0,9 % alors que le taux ainsi que les abattements de TH sont figés aux valeurs de 2019 pour calculer le montant versé par l'Etat au titre du dégrèvement et du produit de TH pour les 20 % des ménages restant soumis au paiement de la TH le produit lié aux hausses de taux de TH votées en 2018 et/ou 2019 est uniquement dû par les 20 % des ménages restant dès 2020, ce qui constitue une perte de recettes pour les collectivités concernées

Pour supprimer la TH, une exonération progressive est mise en place pour les 20 % de ménages encore soumis à son paiement.



La suppression de TH sur les résidences principales n'intervient donc qu'à compter de 2023 mais la réforme fiscale liée à cette mesure est mise en œuvre dès 2021.

5 - La réforme fiscale

Les communes et EPCI à FP ne percevront plus la TH dès 2021. Cette recette sera affectée au budget de l'Etat en 2021 et 2022.

► Pour les communes (hors ville de Paris)

La taxe foncière sur les propriétés bâties (FB) des départements est transférée aux communes. Ainsi en 2021, le taux de FB d'une commune sera égal à la somme du taux FB communal et départemental de 2020. Pour les années suivantes, les communes conservent leur pouvoir de vote de taux sur le FB sur la base de ce taux global.

Ce transfert crée des disparités car il ne compense pas parfaitement le produit de TH perdu par chaque commune prise individuellement.

Pour gérer ces déséquilibres, un coefficient correcteur est mis en place. Contrairement aux réformes fiscales précédentes, il ne s'agit pas d'un fonds spécifique mais d'un mécanisme de correction du produit de FB à percevoir par la commune.

De son mode de calcul ...

Ecart de produit entre TH supprimée et FB transféré
1 + Produit global (commune + département) de FB 2020

... résulte un coefficient correcteur
> 1 pour les communes sous-compensées,
< 1 pour les communes surcompensées.

Ce coefficient est figé mais le montant corrigé peut évoluer en fonction de la dynamique des bases de FB. En effet, il s'applique sur le produit global de FB hors évolution de taux sur le FB. Si ce mécanisme est insuffisant pour les communes sous compensées, un complément sera versé par l'Etat sous forme d'un abondement.

D'après une simulation 2018 effectuée par les services de la DGFIP, la commune d'Abbeville sera surcompensée comme le montre le tableau ci-dessous. Il est à noter que le coefficient a une valeur indicative, sa valeur définitive sera calculée début 2021.

Avant la réforme			Après la réforme			
Ressource de taxe d'habitation sur les résidences principales (1)	Produit du foncier bâti communal (2)	Ressource de taxe d'habitation et de produit foncier bâti communal (1+2)	Produit de foncier bâti départemental transféré à la commune (3)	Produit de foncier bâti (anciennes parts communale et départementale) après transfert (2+3)	Coefficient correcteur (1+2)/(2+3)	Produit du foncier bâti après application du coefficient (4)
4 495 321	7 954 605	12 449 926	5 850 289	13 804 894	0.9018487212	12 449 926

De la crise sanitaire à la crise économique

Suite à la prise de mesures de confinement pour contrôler la crise sanitaire, **les économies de nombreux pays, dont la France, ont été mises à l'arrêt entre fin mars et début mai**. Selon les estimations de l'Insee, **l'économie française aurait fonctionné à environ 35 % de la normale durant le confinement**. Après une baisse record du PIB de 5,8 % au 1er trimestre, la contraction sera encore plus marquée au 2eme trimestre (de l'ordre de 20 %) puisque ce dernier intègre un mois et demi de confinement. Par effet de base, avec le redémarrage graduel de certaines activités, le 3eme trimestre enregistrera une forte croissance du PIB. Mais le niveau de ce dernier restera très inférieur a celui observé fin 2019.

Au total, si l'épidémie reste maîtrisée, **le recul du PIB en moyenne annuelle en 2020 pourrait avoisiner 10 %**, avant que n'intervienne un net rebond l'an prochain.

Dans ce contexte très particulier, **les gouvernements et les banques centrales ont pris des mesures fortes de façon à préserver au mieux le tissu productif**. Il reste que **la crise va laisser des traces sur les bilans des entreprises, qui vont donc se montrer très prudentes dans les mois à venir en termes d'embauches et d'investissement**. Il est donc à craindre que **le chômage augmente très significativement** malgré un recours massif au chômage partiel au coeur de la crise.

Par ailleurs, au-delà des mesures de sauvegarde mises en oeuvre à court terme et des plans de relance à venir, **les finances publiques vont souffrir durablement d'un effet de ciseaux entre des dépenses qui vont augmenter aussi vite (voir plus vite pour certaines) qu'avant la crise sanitaire et un montant de recettes fiscales qui va être plus bas du fait d'un niveau du PIB qui sera durablement plus faible que ce qu'il n'aurait été sans la crise**.

A court terme **l'inflation devrait rester modérée** (pressions baissières sur les salaires suite a la dégradation du marché du travail, prix du pétrole bas). Par la suite **elle pourrait peut-être légèrement se raffermir si les entreprises réussissent à transmettre dans leurs prix de vente les hausses de coûts** liés aux changements dans les processus de production imposés par la crise sanitaire.

Des marchés financiers pour l'instant stabilisés et des taux d'intérêt toujours très bas

Le creusement des déficits publics suite à la récession constitue une pression haussière sur les taux d'intérêt des emprunts d'État, les investisseurs demandant plus de rendement pour couvrir un risque plus grand.

La BCE, comme la Réserve fédérale américaine, **a toutefois considérablement augmenté ses achats d'actifs** (surtout des obligations d'Etat) depuis mars dernier, un mouvement qui va se poursuivre dans les mois à venir. **L'objectif est double : stabiliser le système financier et peser sur les taux d'intérêt**.

En effet, une hausse marquée des taux d'intérêt freinerait le rebond attendu de l'économie en limitant le développement du crédit bancaire et, compte tenu de la hausse de l'endettement des Etats mais aussi des entreprises, alourdirait la charge de la dette des agents économiques.

Dans ce contexte, **le rendement de l'OAT 10 ans resterait proche de zéro fin 2020**.

Par ailleurs, grâce aux interventions de la BCE, contrairement à ce qui s'était produit en 2008, **le marché interbancaire n'a pas connu de tensions majeures jusqu'ici même si une certaine volatilité a été perceptible à certaines périodes**, ce qui s'est traduit par une petite hausse de l'Euribor 3 mois.

Comme il paraît peu probable que la BCE modifie ses taux directeurs à un horizon proche (le taux de la facilité de dépôt est de - 0,5 % depuis septembre 2019), **l'Eonia devrait finir l'année à environ - 0,45 % et l'Euribor 3 mois à - 0,35 %**, en supposant qu'il se détende un peu d'ici à la fin de l'année.

Loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

Report des dates limites des votes du budget 2020 et des comptes 2019 (article 4 de l'ordonnance 2020-330)

La date limite d'adoption du **budget primitif 2020** est fixée au **31 juillet 2020** (contre le 15 ou le 30 avril 2020 selon le niveau de collectivités lors d'une année classique).

L'obligation d'organiser un débat d'orientation budgétaire (DOB) est maintenue, ainsi que celle de présenter un rapport d'orientation budgétaire (ROB), mais l'ordonnance suspend le délai de deux mois maximum entre le DOB et le vote du budget : le vote du DOB pourra intervenir lors de la séance consacrée au vote du budget, à condition qu'il y ait deux délibérations distinctes ; et les DOB ayant éventuellement déjà eu lieu n'auront pas à être recommencés.

La date limite pour arrêter **le compte administratif 2019** est également reportée au **31 juillet 2020** (contre le 30 juin 2020 pour une année classique).

Le compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale est **transmis avant le 1er juillet 2020**.

Modifications dans le calendrier de vote des taux, taxes et redevances (articles 8 à 13 de l'ordonnance 2020-330)

La date limite **de vote des taux et tarifs des impôts locaux** par les collectivités territoriales (taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties, contribution foncière sur les entreprises, taxe d'enlèvement des ordures ménagères...) est reportée au **3 juillet 2020**. En l'absence de délibération, les taux et tarifs 2019 seront prorogés.

L'adoption du **coefficient de la taxe locale sur la consommation finale d'électricité (TCFE)** est reportée au **1er octobre 2020** (contre le 1^{er} juillet 2020).

La capacité d'action de l'exécutif adaptée (articles 3, 4 et 6 de l'ordonnance 2020-330)

Jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif peut engager, liquider et mandater **les dépenses d'investissement, dans la limite de la totalité des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent**, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette qui peut évidemment, être effectuée à son échéance contractuelle.

En outre, les crédits ouverts par chapitre en 2019 et qui servent de référence pour le calcul des montants ci-dessus peuvent être modifiés dans la limite de 15 % (sauf pour les dépenses de personnel).

Pour **les communes, les EPCI à fiscalité propre (hors métropoles) et les départements, le plafond du montant des dépenses imprévues est porté à 15 % des dépenses réelles de chaque section (contre 7,5 %)** et l'ordonnance permet de financer les dépenses inscrites en section d'investissement par emprunt.

Les délégations en matière d'emprunts ayant pris fin en 2020 ont été rétablies a compter de l'entrée en vigueur de l'ordonnance (le 27 mars) et restent valables jusqu'a la première réunion du conseil municipal.



BUDGET PRINCIPAL

EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2014-2019

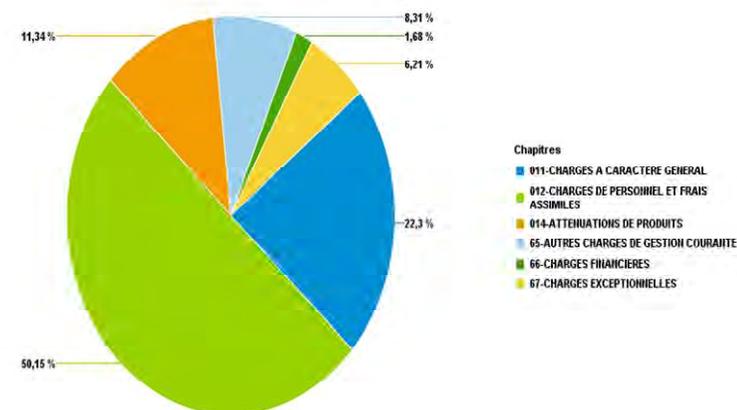
Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolut° 2014 2015	Evolut° 2015 2016	Evolut° 2016 2017	Evolut° 2017 2018	Evolut° 2018 2019	Evolut° moy annuelle 2017 2019
011 Charges à caractère général	6 586 515	6 827 351	6 446 707	5 126 485	5 095 818	5 416 893	3.66%	-5.58%	-20.48%	-0.60%	6.30%	2.83%
60 Achats (énergies, fournitures)	2 091 035	2 213 235	1 956 817	1 420 216	1 412 454	1 547 906	5.84%	-11.59%	-27.42%	-0.55%	9.59%	4.50%
61 Services extérieurs (prestations de service, locations, entretien, maintenance)	3 847 415	3 974 962	3 851 148	3 202 500	3 173 462	3 248 316	3.32%	-3.11%	-16.84%	-0.91%	2.36%	0.72%
62 Autres services extérieurs (honoraires, annonces, transports, affranchissements)	498 934	505 359	503 832	356 693	381 838	495 979	1.29%	-0.30%	-29.20%	7.05%	29.89%	19.52%
63 Impôts, taxes et versements assimilés	149 130	133 795	134 910	147 076	128 064	124 692	-10.28%	0.83%	9.02%	-12.93%	-2.63%	-7.61%
012 Charges de personnel	18 134 007	18 257 598	17 789 315	13 698 397	12 276 910	12 183 397	0.68%	-2.56%	-23.00%	-10.38%	-0.76%	-5.53%
014 Atténuations de produits	8 609	355 797		687 845	3 020 474	2 755 580	4032.85%	-100.00%		339.12%	-8.77%	150.31%
65 Autres charges de gestion courante	2 477 091	2 420 661	2 412 877	2 135 739	2 109 560	2 019 017	-2.28%	-0.32%	-11.49%	-1.23%	-4.29%	-2.73%
Total des dépenses de gestion courante	27 206 221	27 861 407	26 648 898	21 648 466	22 502 762	22 374 888	2.41%	-4.35%	-18.76%	3.95%	-0.57%	1.68%
66 Charges financières	1 533 214	1 548 156	5 423 242	677 546	426 483	408 805	0.97%	250.30%	-87.51%	-37.05%	-4.15%	-19.83%
67 Charges exceptionnelles	1 492 130	1 280 135	1 456 284	1 319 865	1 328 113	1 509 231	-14.21%	13.76%	-9.37%	0.62%	13.64%	7.17%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	30 231 565	30 689 698	33 528 425	23 645 877	24 257 358	24 292 924	1.52%	9.25%	-29.48%	2.59%	0.15%	1.37%

Total dépenses réelles en valeur/habitant :	1 215	1 228	1 366	976	1 014	1 018	1.07%	11.26%	-28.56%	3.84%	0.42%	2.14%
Population légale au 1 ^{er} janvier de l'année :	24 880	24 990	24 538	24 225	23 932	23 867						

Structure en % de l'ensemble des dépenses réelles

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
011 Charges à caractère général	21.79%	22.25%	19.23%	21.68%	21.01%	22.30%
60 Achats (énergies, fournitures)	6.92%	7.21%	5.84%	6.01%	5.82%	6.37%
61 Services extérieurs (prestations de service, locations, entretien, maintenance)	12.73%	12.95%	11.49%	13.54%	13.08%	13.37%
62 Autres services extérieurs (honoraires, annonces, transports, affranchissements)	1.65%	1.65%	1.50%	1.51%	1.57%	2.04%
63 Impôts, taxes et versements assimilés	0.49%	0.44%	0.40%	0.62%	0.53%	0.51%
012 Charges de personnel	59.98%	59.49%	53.06%	57.93%	50.61%	50.15%
014 Atténuations de produits	0.03%	1.16%		2.91%	12.45%	11.34%
65 Autres charges de gestion courante	8.19%	7.89%	7.20%	9.03%	8.70%	8.31%
Total des dépenses de gestion courante	89.99%	90.78%	79.48%	91.55%	92.77%	92.10%
66 Charges financières	5.07%	5.04%	16.18%	2.87%	1.76%	1.68%
67 Charges exceptionnelles	4.94%	4.17%	4.34%	5.58%	5.48%	6.21%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%

Structure des dépenses réelles de fonctionnement 2019 - Budget Principal



Evolution des charges de fonctionnement 2018 – 2019

Chapitre 011 – Les charges à caractère général

Evolution 2018-2019 : + 6.30 % soit en valeur + 320 000 €

Compte 60 : Achats, énergies, fournitures : + 9.59 %

Les charges d'électricité ont augmenté d'environ 70 000 € suite à un rattrapage de consommations sur l'éclairage public de 2018 de l'ordre de 53 000 € auprès de notre ancien prestataire et compte tenu aussi de l'évolution des tarifs d'électricité.

Les autres matières et fournitures ont augmenté de 75 000 €. Cette augmentation est due notamment à l'organisation de différentes manifestations sur l'année 2019 (carnaval, 75^e anniversaire de la libération d'Abbeville) et aussi divers chantiers menés par le service insertion (stand de tir Rouvroy ou encore par les services techniques pour des travaux au centre technique municipal).

Comptes 61 et 62 : Services extérieurs : + 5,32 %

La commune a du faire face à d'importants dégâts liés à la tempête (+ 29 000 €). Au sein de ces chapitres, il y a aussi des dépenses liées au carnaval (transport des structures), ainsi que le remboursement à la Communauté d'Agglomération Baie de Somme d'indemnités journalières que la ville a perçu au titre du personnel transféré (82 000 €).

Compte 65 : Autres charges de gestion courante : - 4.29 %

Cette diminution provient notamment :

Les indemnités des élus : - 24 000 €

La subvention versée au CCAS : - 37 000 € (réussite éducative)

Présentation synthétique du projet du Budget Primitif 2020 - Dépenses

DEPENSES - FONCTIONNEMENT

		2019	2020	Variation en %
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	6 090 808.02	5 842 014.55	-4.08%
	60 – Achats	1 742 998.62	2 039 367.15	17.00%
	61 – Services extérieurs	3 676 319.40	3 215 322.40	-12.54%
	62 – Autres services extérieurs	522 240.00	459 375.00	-12.04%
	63 – Impôts, taxes et versements assimilés	149 250.00	127 950.00	-14.27%
012	CHARGES DE PERSONNEL	12 460 250.00	12 642 800.00	1.47%
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	2 867 550.00	3 666 100.00	27.85%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES	2 081 040.00	2 374 836.00	14.12%
	Créances admises en non valeur	8 000.00	243 000.00	2937.50%
	C.C.A.S.	1 095 000.00	1 121 682.00	2.44%
	Subventions aux associations	655 490.00	665 604.00	1.54%
66	CHARGES FINANCIERES	411 183.84	350 321.47	-14.80%
	Intérêts de la dette	457 000.00	400 000.00	-12.47%
	Intérêts courus non échus	-45 816.16	-49 678.53	8.43%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 545 760.00	1 449 830.00	-6.21%
	Subventions exceptionnelles	52 760.00	59 830.00	13.40%
	Subventions aux budgets annexes	1 439 000.00	1 364 500.00	-5.18%
	TOTAL DES DEPENSES REELLES	25 456 591.86	26 325 902.02	3.41%
042	OPERATIONS D'ORDRE	865 630.00	861 000.00	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	843 000.00	900 000.00	
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	27 165 221.86	28 086 902.02	3.39%

Les dépenses réelles de fonctionnement 2020 évoluent de 3,41 %.

Les événements récents ont impacté les dépenses de fonctionnement afin de faire face à la crise sanitaire COVID19 que traverse le pays. Pour la commune, la ville prévoit une dépense supplémentaire de l'ordre de 150 000 € nécessaire à la protection des agents et de la population.

Néanmoins les dépenses à caractère général subissent une diminution de l'ordre de – 4,08 % consécutives au transfert à la Communauté d'Agglomération Baie de Somme de la contribution à la gestion des eaux pluviales (780 000 €). Cette somme est transférée au chapitre 014 - Atténuations de produits au travers du versement de l'attribution de compensation.

Les charges de personnel évoluent de 1,50 % (recrutement d'un développeur commercial – Action Cœur de Ville).

Dans un souci de prudence et suite aux multiples poursuites infructueuses menées par le comptable public, la commune doit constater en non valeur les titres non recouverts depuis plusieurs années concernant en partie les occupations de l'aire d'accueil des gens du voyage. Ces créances admises en non valeur seront budgétées à ce niveau sur 3 exercices.

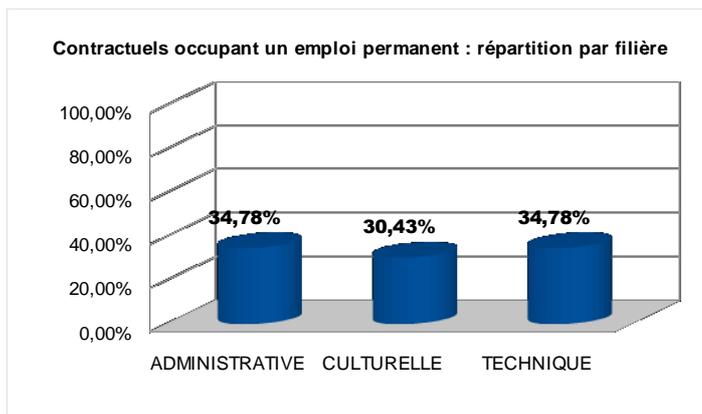
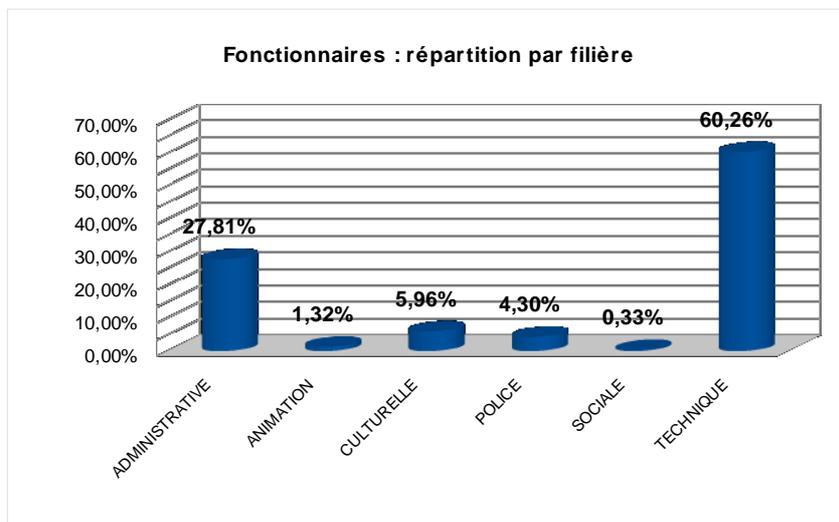
Les charges exceptionnelles subissent également une baisse de – 6,21 % qui s'explique par la réduction de la subvention d'équilibre versée au budget annexe des Scènes d'Abbeville de 73 000 € soit 1 177 000 € en 2020 contre 1 250 000 € en 2019.

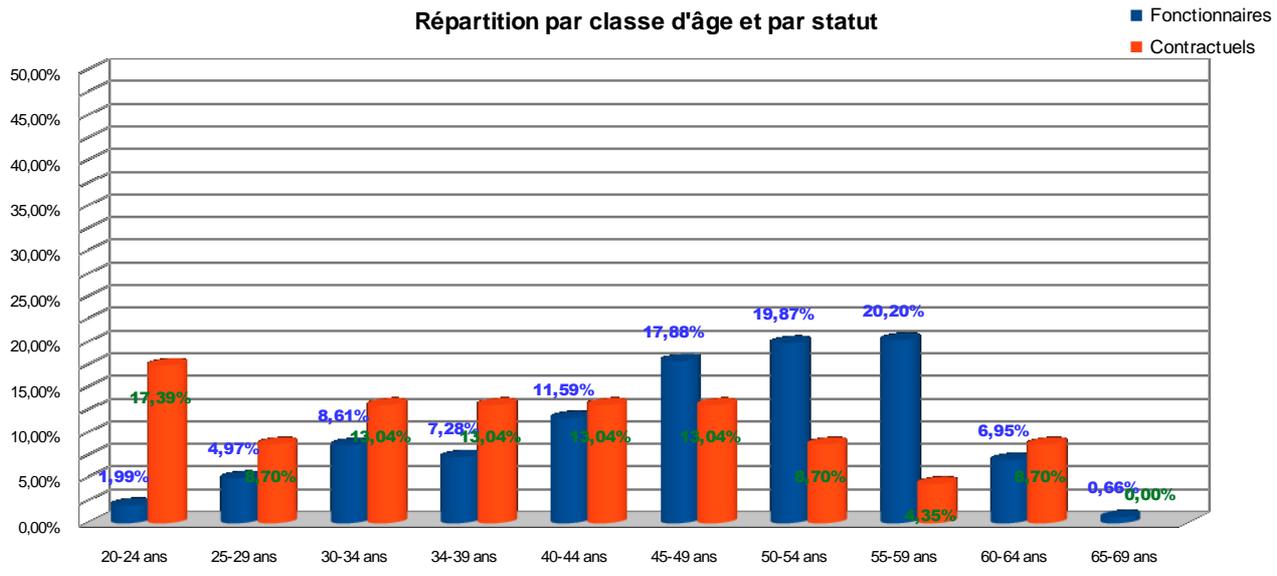
Données relatives aux Ressources Humaines

Effectifs

Evolution des effectifs par filière

FILIERES	2016		2017		2018		2019	
	Postes pourvus en nombre	Postes pourvus en %	Postes pourvus en nombre	Postes pourvus en %	Postes pourvus en nombre	Postes pourvus en %	Postes pourvus en nombre	Postes pourvus en %
EMPLOIS FONCTIONNELS	3	0,65 %	2	0,68 %	2	0,63 %	2	0,62%
ADMINISTRATIVE	122	26,24 %	83	28,04 %	92	28,93 %	93	28,62 %
ANIMATION	15	3,23 %	2	0,68 %	4	1,26 %	4	1,23%
CULTURELLE	18	3,87 %	19	6,42 %	18	5,66 %	23	7,08 %
MEDICO-SOCIALE	0	0,00 %	0	0,00 %	1	0,31 %	0	0,00 %
SOCIALE	20	4,30 %	0	0,00 %	0	0,00 %	1	0,31 %
POLICE	11	2,37 %	11	3,72 %	11	3,46 %	13	4,00 %
SPORTIVE	5	1,08 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
TECHNIQUE	271	58,28 %	179	60,47 %	190	59,75 %	189	58,15 %
TOTAL	465	100,00 %	296	100,00 %	318	100,00 %	325	100,00 %



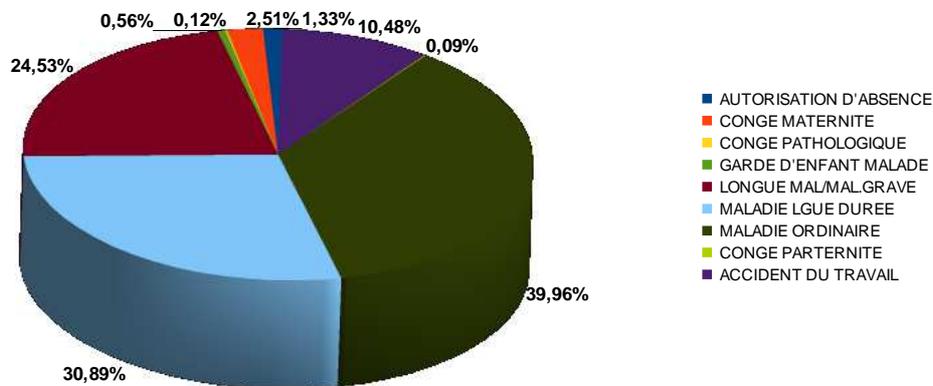


Absences au travail (agents occupant un emploi permanent, décompte en jours calendaires, hors absences syndicales).

Décompte des jours d'absence - Répartition par type d'absence

Type d'absence	Nbe de jours	Nbe de jours
AUTORISATION D'ABSENCE	156	1,33%
CONGE MATERNITE	294	2,51%
CONGE PATHOLOGIQUE	14	0,12%
GARDE D'ENFANT MALADE	65	0,56%
LONGUE MAL/MAL.GRAVE	2869	24,53%
MALADIE LONGUE DUREE	3612	30,89%
MALADIE ORDINAIRE	4673	39,96%
CONGE PARTERNITE	11	0,09%
ACCIDENT DU TRAVAIL	1225	10,48%
TOTAL	11694	100,00%

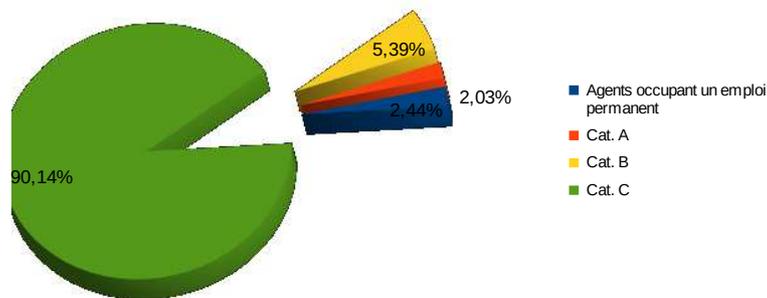
Absentéisme



Formation

- Nombre total de jours de formation (tous agents) : 965,5
- Nombre total de jours de formation (agents occupant un emploi permanent) : 24
- Nombre total de jours de formation (cat. A) : 20
- Nombre total de jours de formation (cat. B) : 53
- Nombre total de jours de formation (cat. C) : 886,5

Formations réalisées en 2019



Types de formation :

- Préparations aux concours et examens d'accès à la FPT 5,90 % du nombre total de jours de formation.
- Formation prévue par les statuts particuliers 5,59 % du nombre total de jours de formation
- Formation de perfectionnement 16,16 % du nombre total de jours de formation (hors CNFPT).
- Autres (agents non classables) :
 - Service civique : 6 jours de formation soit 0,62 % du nombre total de jours de formation
 - Salariés en CDD d'Insertion : 171 jours soit 17,71 % du nombre total de jours de formation.

Dépenses de formation - Évolution 2016 - 2019

Budget formation

2016		2017		2018		2019	
Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
49 300,00 €	19 162,02 €	52 170,00 €	43 561,00 €	41 720,00 €	18 546,00 €	74 322,00 €	55 554,50 €

Cotisation CNFPT

	2016	2017	2018	2019
Cotisation à la charge de la collectivité	91 179,62 €	67 611,57 €	62 173,48 €	63 135,33 €

Taux de cotisation à la charge de l'employeur constant : 0,90 %

Relations sociales

Réunions statutaires :

- Réunions du comité technique : 3

1ère séance : 24 janvier 2019

Point 1 : Arrêté fixant la nouvelle composition du Comité Technique

Point 2 : Arrêté de création du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

Point 3 : Arrêté fixant la nouvelle composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

Point 4 : Présentation pour adoption du règlement intérieur du Comité Technique

2ème séance : 28 mars 2019

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES

Point 1 : Approbation du procès-verbal du CHSCT du 16 novembre 2018

Point 2 : Approbation du procès-verbal du Comité technique du 29 novembre 2018

Point 3 : Approbation du procès-verbal du Comité Technique du 24 janvier 2019

Point 4 : modifications apportées au Compte Epargne Temps

Point 5 : Organigramme des services au 1er mai 2019

Point 6 : Organigramme et missions du Service de Prévention des Risques au 1er mai 2019

DIRECTION DES MOYENS, DES CARRIERES et DE L'EMPLOI

Point 7 : Organigramme et missions de la Direction de l'Emploi et de l'Insertion au 1er mai 2019

Point 8 : Etat des contrats d'apprentissage

Point 9 : Etat des contrats d'avenir et Parcours Emploi Compétences

Point 10 : Disponibilités et détachements

Point 11 : Temps partiels

Point 12 : Effectifs au 1er janvier 2019

3ème séance : 15 octobre 2019

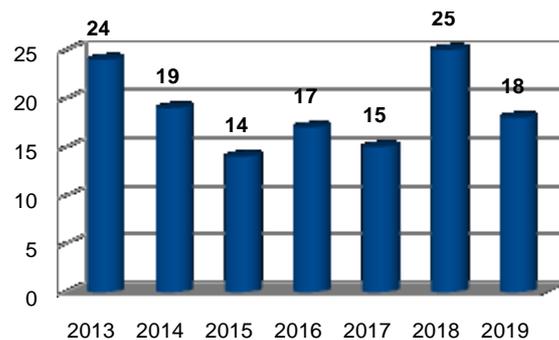
DIRECTION DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

- Point 1** : Approbation du compte rendu CT paritaire du 28 mars 2019
- Point 2** : Approbation du compte rendu du CHS du 18 juin 2019
- Point 3** : Bilan des congés de maladie pour le 1er semestre 2019
- Point 4** : Plan de formation 2020
- Point 5** : État des recrutements dans le domaine de l'apprentissage
- Point 6** : Installation de la vidéo surveillance hall d'entrée de l'Hôtel de Ville et sous sol
- Point 7** : Installation de la vidéo surveillance à l'Espace Saint Gilles
- Point 8** : Point RIFSEEP et calendrier
- Point 9** : Point sur la DSN (déclaration Sociale Nominative) au 01/01/2020
- Point 10** : Question(s) éventuelle(s) des représentants du personnel
- Point 11** : Questions diverses

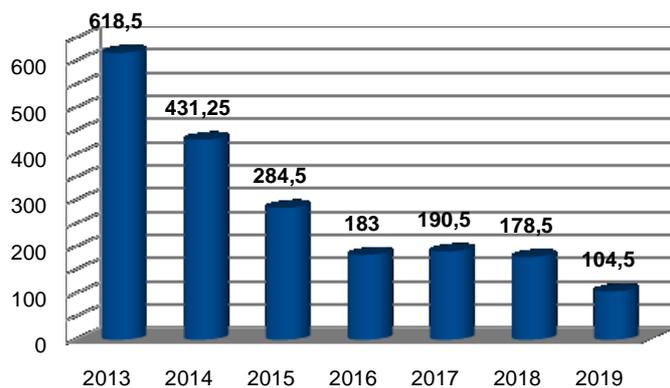
- Réunions des commissions administratives paritaires (CAP) : 3

Le Compte Épargne Temps (CET)

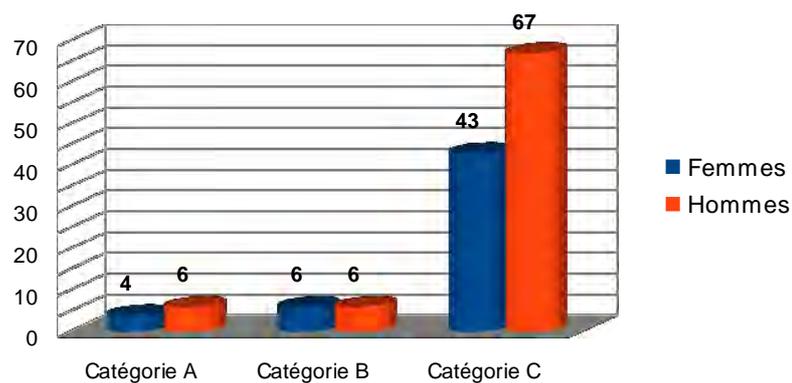
Années	Nbre de CET ouverts
2013	24
2014	19
2015	14
2016	17
2017	15
2018	25
2019	18
<i>Total</i>	132



Années	Nbre de jours épargnés
2013	618,5
2014	431,25
2015	284,5
2016	183
2017	190,5
2018	178,5
2019	104,5
<i>Total</i>	1990,75



Nombre d'agents ayant un CET selon le sexe et la catégorie hiérarchique

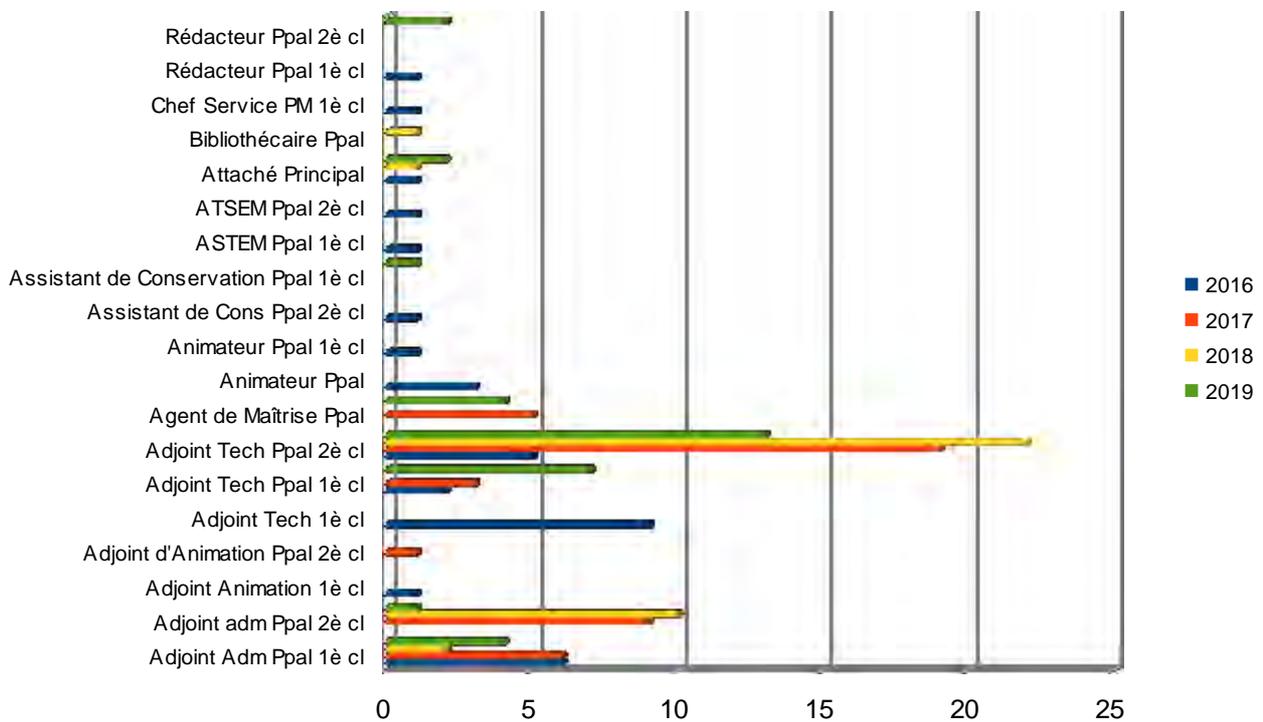


Carrière – Rémunération

Avancements de grade - Évolution 2016-2019

Grades d'avancement	2016	2017	2018	2019
Adjoint Adm Ppal 1è cl	6	6	2	4
Adjoint adm Ppal 2è cl	0	9	10	1
Adjoint Animation 1è cl	1	0	0	0
Adjoint d'Animation Ppal 2è cl	0	1	0	0
Adjoint Tech 1è cl	9	0	0	0
Adjoint Tech Ppal 1è cl	2	3	0	7
Adjoint Tech Ppal 2è cl	5	19	22	13
Agent de Maîtrise Ppal	0	5	0	4
Animateur Ppal	3	0	0	0
Animateur Ppal 1è cl	1	0	0	0
Assistant de Cons Ppal 2è cl	1	0	0	0
Assistant de Conservation Ppal 1è cl	0	0	0	1
ASTEM Ppal 1è cl	1	0	0	0
ATSEM Ppal 2è cl	1	0	0	0
Attaché Principal	1	0	1	2
Bibliothécaire Ppal	0	0	1	0
Chef Service PM 1è cl	1	0	0	0
Rédacteur Ppal 1è cl	1	0	0	0
Rédacteur Ppal 2è cl	0	0	0	2
Totaux	33	43	36	34

Avancements de grade sur la période 2016-2019



Promotion interne - Évolution 2016-2019

Grades de promotion	2016	2017	2018	2019
Agent de Maitrise	1	2	3	2
Animateur	0	0	1	1
Attaché	0	1	0	0
Rédacteur	1	0	0	0
Rédacteur Ppal de 2è cl	0	0	0	1
Tech Ppal de 2è cl	1	0	0	0
Totaux	3	3	4	4

Rémunération

Versée aux titulaires, stagiaires FPT, CDD sur emploi permanent à temps complet/imcomplet

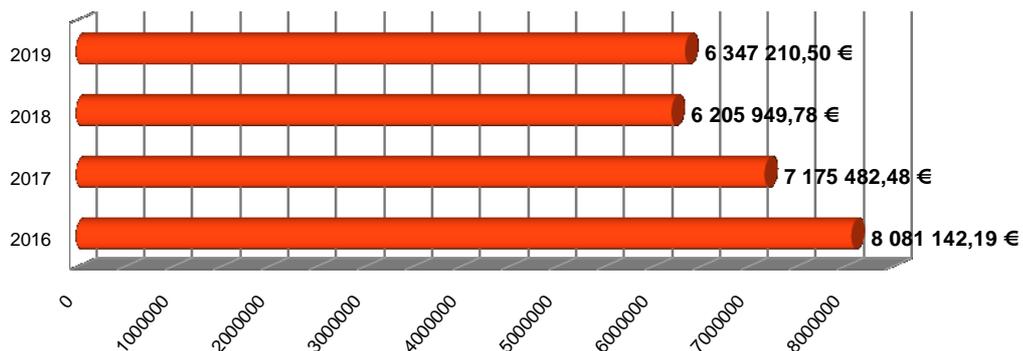
Traitement indiciaire		
Années	Coût annuel	Moyenne mensuelle
2016	8 081 142,19 €	673 428,52 €
2017	7 175 482,48 €	597 956,87 €
2018	6 205 949,78 €	517 162,48 €
2019	6 347 210,50 €	528 934,21 €

Traitement indiciaire par filière – 2016 à 2019

	2016	2017	2018	2019
Administrative	2 041 631,42 €	2 005 163,26 €	1 893 839,74 €	1 938 208,06 €
Animation	266 274,13 €	79 878,34 €	61 239,92 €	84 313,85 €
Culturelle	356 162,45 €	400 634,34 €	405 291,21 €	396 448,64 €
Medico-sociale	21 056,25 €	1 920,45 €	0,00 €	0,00 €
Police	246 161,87 €	260 596,52 €	268 930,34 €	286 832,20 €
Sociale	355 586,14 €	204 404,12 €	0,00 €	15 697,84 €
Sportive	89 886,29 €	9 507,13 €	0,00 €	0,00 €
Technique	4 704 383,64 €	4 213 378,32 €	3 576 648,57 €	3 625 709,91 €
<i>Totaux</i>	8 081 142,19 €	7 175 482,48 €	6 205 949,78 €	6 347 210,50 €

Traitement indiciaire

Coût annuel 2016 à 2019



Régime indemnitaire

Années	Coût annuel	Coût mensuel
2016	962 954,12 €	80 246,18 €
2017	879 191,34 €	73 265,95 €
2018	837 416,42 €	69 784,70 €
2019	865 092,43 €	72 091,04 €

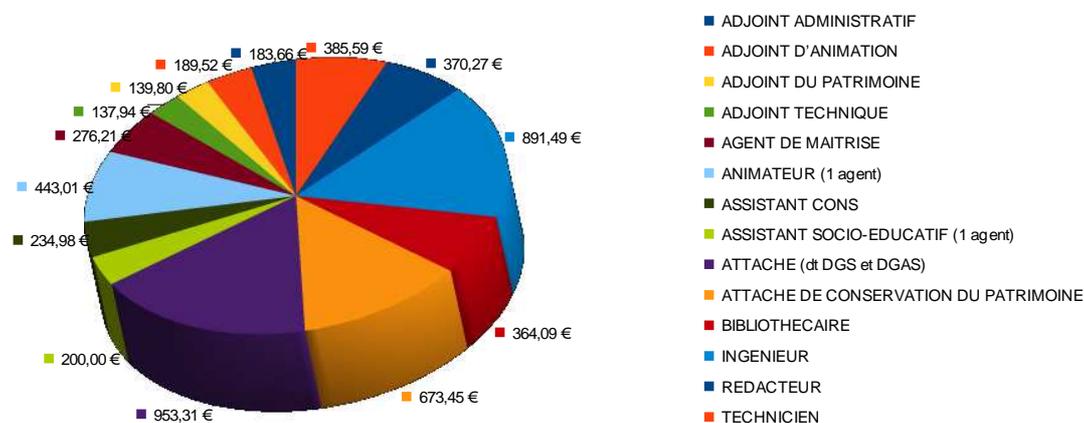
Le nouveau régime indemnitaire, prévu par le décret n°2014-513 du 20 mai 2014, est quasiment généralisé et a été mis en place par 75% des collectivités, un résultat en nette hausse depuis 2016 (+ 64 points et + 14 points par rapport à 2018). Il est à noter que les régions (100%), les communautés de communes (89%) et les communes de 3 500 à 20 000 habitants (83%) ont très majoritairement mis en place le RIFSEEP. La question de la rémunération s'est révélée prégnante dans le cadre des fusions, des mutualisations, de création de nouvelles entités ou tout simplement lors de réorganisations de services.

Dans la grande majorité des collectivités et EPCI ayant déjà délibéré, la mise en place du RIFSEEP se traduit par le maintien du régime indemnitaire des agents (61%)

Source HoRHizons

Moyenne de RI par cadre d'emploi en 2019

Cadre d'emplois	Moyenne mensuelle par cadre d'emplois	Moyenne annuelle par cadre d'emplois
ADJOINT ADMINISTRATIF	183,66 €	2 203,96 €
ADJOINT D'ANIMATION	189,52 €	2 274,20 €
ADJOINT DU PATRIMOINE	139,80 €	1 677,65 €
ADJOINT TECHNIQUE	137,94 €	1 655,27 €
AGENT DE MAITRISE	276,21 €	3 314,57 €
ANIMATEUR (1 agent)	443,01 €	5 316,12 €
ASSISTANT CONS	234,98 €	2 819,71 €
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF (1 agent)	200,00 €	2 400,00 €
ATTACHE (dt DGS et DGAS)	953,31 €	11 439,68 €
ATTACHE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	673,45 €	8 081,40 €
BIBLIOTHECAIRE	364,09 €	4 369,08 €
INGENIEUR	891,49 €	10 697,82 €
REDACTEUR	370,27 €	4 443,26 €
TECHNICIEN	385,59 €	4 627,04 €
CONSERVATEUR (2 agents en détachement)	0,00 €	0,00 €



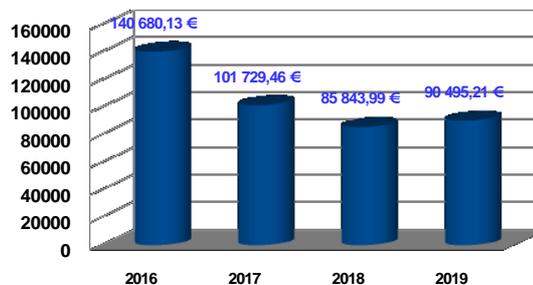
Heures supplémentaires

Heures supplémentaires		
Années	Nbre d'HS	Coût annuel
2016	5759,25	105 638,85 €
2017	5764,50	115 933,30 €
2018	5437,50	103 395,70 €
2019	6429,25	133 868,93 €



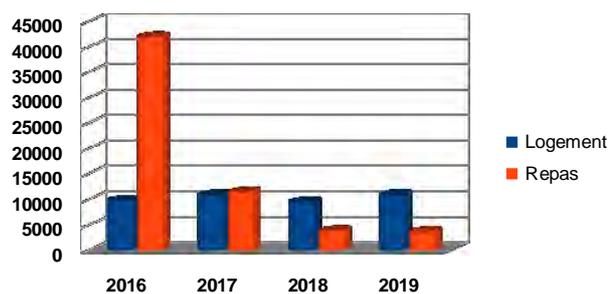
Nouvelle Bonification Indiciaire

NBI		
Années	Agents concernés	Coût annuel
2016	211	140 680,13 €
2017	201	101 729,46 €
2018	128	85 843,99 €
2019	128	90 495,21 €



Avantages en nature

Avantages en nature (Coût annuel)		
Années	Logement	Repas
2016	9 880,98 €	42 033,15 €
2017	11 015,18 €	11 549,55 €
2018	9 614,09 €	3 956,75 €
2019	11 035,23 €	3 790,15 €



TEMPS DE TRAVAIL

La thématique liée au temps de travail est abordée dans le cadre du règlement intérieur mis en place au sein de la collectivité. Le 1er chapitre est dédié à l'organisation du travail.

1,1 LES TEMPS DE PRESENCE

Article	1er	Le Travail effectif.....
Article	2	Le temps de travail hebdomadaire.....
Article	3	Le temps partiel.....
Article	4	Les horaires quotidiens – les amplitudes.....
Article	5	Les horaires en vigueur dans la collectivité.....
Article	6	L'annualisation du temps de travail.....
Article	7	Les heures effectuées, les heures payées, les heures supplémentaires.....
Article	8	Les astreintes et les permanences.....
Article	9	Le temps d'habillage et de déshabillage.....
Article	10	Les dimanches.....
Article	11	Les réunions.....
Article	12	Les jours fériés.....
Article	13	Le télétravail.....

1,2 LES TEMPS D'ABSENCE

1,2,1 LES ABSENCES POUR MOTIFS PERSONNELS

Article	14	Les congés annuels des agents de droit public.....
Article	15	Les congés annuels suite à maladie.....
Article	16	Le compte épargne temps.....
Article	17	Les congés annuels des agents de droit privé.....
Article	18	Les retards et les absences de service fait.....
Article	19	Les autorisations d'absence.....
Article	20	Les sorties pendant les heures de travail – les aménagements d'horaires.....
Article	21	La pause déjeuner et la pause méridienne.....
Article	22	Les temps de trajet.....
Article	23	Le droit à la formation.....
Article	24	Le droit syndical – la participation aux instances de dialogue social.....
Article	25	Le droit de grève.....

1,2,2, LES ABSENCES POUR RAISONS DE SANTE

Article	26	Le congé de maladie.....
Article	27	Le temps partiel thérapeutique.....
Article	28	Le congé pour accident de travail (de service) et de trajet.....
Article	29	La maladie professionnelle.....
Article	30	Le congé de maternité.....
Article	31	Le congé de paternité.....
Article	32	Le don de jour de repos.....

Retour sur quelques notions...

Durée annuelle du travail : Le temps de travail effectif annuel est fixé à 1607 heures au maximum. Peuvent s'y ajouter des heures supplémentaires. Dans cette durée de 1607 heures, ne sont pas compris les jours de congés annuels, les jours fériés légaux et les jours de repos de fin de semaine.

De même, les deux jours de congés supplémentaires (" jours de fractionnement ") qui peuvent, sous certaines conditions, être accordés aux agents, n'entrent pas en compte dans ces 1607 heures, venant ainsi diminuer d'autant la durée individuelle de travail effectif. Durée hebdomadaire du travail : La durée du travail effectif est fixée à 35 heures par semaine pour un emploi à temps complet. Le décompte du temps de travail s'effectue toutefois sur la base annuelle de 1607 heures.

Durée quotidienne du travail : La durée quotidienne du travail ne dépasse pas 10 heures, avec un repos minimum de 11 heures par jour, et une amplitude maximale de la journée de travail limitée à 12 heures. Une pause de 20 minutes est accordée aux agents par période de travail effectif de 6 heures dans la même journée.

Le jour de repos hebdomadaire est, en principe, le dimanche. Le travail de nuit est borné entre 22 heures et 5 heures ou d'une autre période de 7 heures consécutives entre 22 heures et 7 heures.

Extraits du règlement intérieur...

Article 5 - Les horaires en vigueur dans la collectivité

Selon que les services accueillent ou non du public, les horaires des services de la collectivité varient dans l'amplitude suivante :

- du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h (sauf le vendredi à 17 h 30).

Les services peuvent organiser des horaires différents sous réserve de respecter les plages d'accueil du public. Les agents organisent leur temps de travail selon les horaires pratiqués dans leur service d'affectation et en fonction des besoins du service et ce, après accord de leur chef de service, tout en respectant au maximum la règle des 50% de présence dans les créneaux précités.

Les chefs et directeurs de service peuvent être amenés à travailler au delà des bornes ci-dessus notées.

Article 6 - L'annualisation du temps de travail

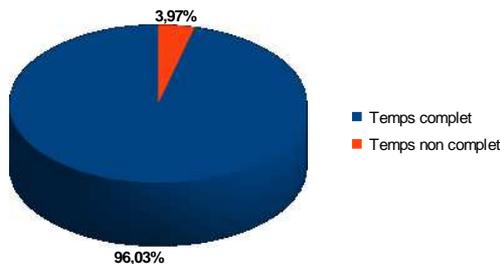
Dans certains services de la collectivité, l'annualisation du temps de travail a été mise en œuvre et s'applique d'office aux agents des services concernés. Cette pratique permet de gérer toutes les heures de travail et de non travail, en cycles différents de travail. L'avis du Comité technique est requis.

L'application des cycles de travail impose la mise en place de plannings de travail permettant ainsi de suivre le nombre d'heures travaillées sur l'année. Ainsi, un planning prévisionnel du temps de travail doit être remis à chaque agent par son chef de service. Le suivi régulier des heures faites doit être assuré.

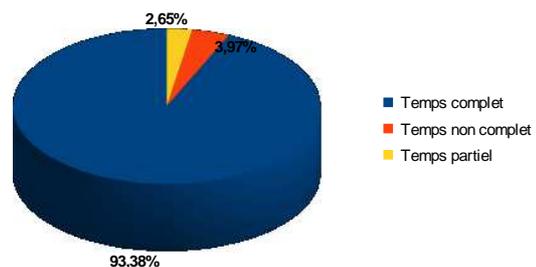
Une gestion automatisée des heures est mise en place dans les services qui pratiquent l'annualisation du temps de travail pour permettre le suivi, en temps réel, du cumul annuel des heures dues.

Quelques indicateurs :

Répartition des fonctionnaires par modalité d'exercice du temps de travail



Répartition des agents par temps de travail
 Temps complet, temps non complet et temps partiel



Les astreintes

Pendant une période d'astreinte, l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, est cantonné à son domicile ou à proximité, afin de pouvoir intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, si son employeur le lui demande

L'intervention et, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail sont considérés comme du temps de travail effectif.

Dans la collectivité, les astreintes sont les suivantes :

- Astreintes de décision

Huit directeurs et chefs de service sont volontaires pour assurer les astreintes de décision. Celles-ci débutent chaque vendredi à 17 h et durent une semaine complète.

- Astreintes d'exploitation

Huit agents techniques assistent les cadres, pour les mêmes périodes. Ils sont chargés des interventions sur le terrain. L'indemnisation des astreintes a été actée par délibération.

Les Permanences correspondent à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou un jour férié sans qu'il y ait travail effectif ou astreinte.

Les services mutualisés

Plusieurs services sont mutualisés :

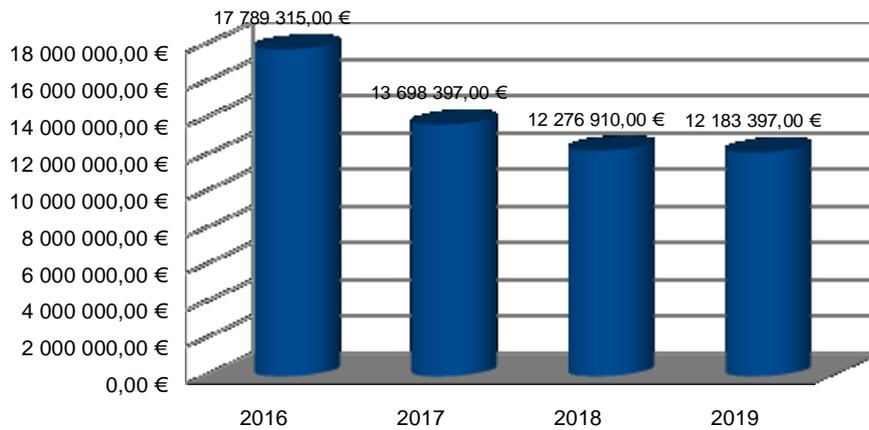
TRAVAUX EN REGIE AU BENEFICE DE L'INTERCOMMUNALITE – 2018

SERVICE	MONTANT CHARGE	MOYENNE DE TEMPS DE TRAVAIL au profit de la CABS	MONTANT CHARGE AU PROFIT DE LA CABS
COMMUNICATION	220 203,43 €	49,27 %	108 498,70 €
DIRECTION DES MARCHES PUBLICS	114 617,19 €	60%	68 770,31 €
DIRECTION INFORMATIQUE	102 941,23 €	30 %	30 882,37 €
UNITE ACHATS APPROVISIONNEMENT	190 251, 64 €	50%	95 125,82 €
SECRETARIAT DES SERVICES TECHNIQUES	100 266,15 €	0%	0 €
SERVICES TECHNIQUES BATIMENTS	120 293,02 €	39,75 %	47 819,76 €
ATELIERS MUNICIPAUX	137 115,81 €	45,44 %	62 311,51 €
PLOMBERIE	109 471,77 €	31,17 %	34 124,47 €
ELECTRICITE	156 527,54 €	35,15 %	55 020,69 €
MACONNERIE	95 394,66 €	40 %	38 157,86 €
MENUISERIE	114 327,82 €	40%	45 731,13 €
PEINTURE	166 895,44 €	40%	66 760,59 €
COUVERTURE	42 148,67 €	40%	16 859,47 €
SERVICE DE L'EAU	57 783,38 €	0%	0 €
SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT	74 108,97 €	0%	0 €
BUREAU D'ETUDES	85 218,09 €	25,34%	21 593,09 €

PERSPECTIVES 2020

Evolution du chapitre 012

Année	Masse salariale
2016	17 789 315,00 €
2017	13 698 397,00 €
2018	12 276 910,00 €
2019	12 183 397,00 €



La maîtrise des effectifs et de la masse salariale

L'ajustement au mieux des effectifs nécessite une anticipation des départs : une dizaine de départs à la retraite sont à prévoir sur l'année 2020.

Un équilibre doit être trouvé entre la source d'économies potentielles que peuvent constituer ces départs et la continuité du service à assurer.

Ainsi, afin de prendre en compte les évolutions au sein des services, il sera étudié la possibilité du non remplacement systématique des départs à la retraite. Une réflexion en collaboration avec les services concernés permettra d'envisager une rationalisation des missions et des postes ainsi qu'une éventuelle redistribution des tâches inter-services.

Une priorité sera donnée aux mobilités internes.

Agent	Affectation	Masse salariale mensuelle	Masse salariale annuelle	Date prévisionnelle de départ à la retraite	Remplacement à prévoir
2020					
1	Développement durable/Voirie	1 134,42 €	13 613,04 €	21/01/20	oui
2	Développement durable/Voirie	2 493,14 €	29 917,68 €	01/03/20	oui
3	Développement durable/Espaces verts	3 430,44 €	41 165,28 €	01/04/20	oui
4	Police municipale	4 725,20 €	56 702,40 €	01/04/20	oui
5	Restauration	3 354,66 €	40 255,92 €	01/06/20	oui
6	Cabinet du Maire	5 319,84 €	63 838,08 €	01/09/20	non
7	Développement durable/Voirie	3 604,33 €	43 251,96 €	01/10/20	oui
8	Patrimoine/Musée	2 448,79 €	29 385,48 €	01/10/20	non
9	Gestion Accueil Entretien Protocole	2 631,01 €	31 572,12 €	01/10/20	non
10	Restauration	2 969,42 €	35 633,04 €	31/12/20	oui

Agent	Affectation	Masse salariale mensuelle	Masse salariale annuelle	Date prévisionnelle de départ à la retraite
2021				
1	Police municipale	3 674,28 €	44 091,36 €	01/01/21
2	Gestion Accueil Entretien Protocole	1 067,66 €	12 811,92 €	01/01/21
3	Sports	3 058,59 €	36 703,08 €	01/06/21
4	Direction de l'Administration publique	3 377,17 €	40 526,04 €	01/06/21
5	Gestion Accueil Entretien Protocole	2 690,78 €	32 289,36 €	01/06/21
6	Evènementiel	4 108,36 €	49 300,32 €	01/07/21
7	Gestion Accueil Entretien Protocole	2 564,94 €	30 779,28 €	01/09/21
8	Gestion Accueil Entretien Protocole	2 114,19 €	25 370,28 €	01/10/21
9	Unité Achats approvisionnements	3 126,31 €	37 515,72 €	01/10/21
10	Gestion Accueil Entretien Protocole	2 507,12 €	30 085,44 €	01/10/21
11	Développement durable/Grands travaux	3 460,08 €	41 520,96 €	01/10/21
12	Culture/Espace culturel Saint André	2 574,00 €	30 888,00 €	01/11/21

Agent	Affectation	Masse salariale mensuelle	Masse salariale annuelle	Date prévisionnelle de départ à la retraite
2022				
1	Services techniques/Electricité	3 257,47 €	39 089,64 €	01/01/22
2	Direction Emploi Insertion	3 427,44 €	41 129,28 €	01/02/22
3	Services techniques/Peinture	3 616,08 €	43 392,96 €	01/08/22
4	Développement durable/Espaces verts	1 065,81 €	12 789,72 €	01/09/22
5	Culture/Espace culturel Saint André	2 786,33 €	33 435,96 €	01/09/22
6	Direction des Affaires Financières	5 487,26 €	65 847,12 €	01/12/22
7	Patrimoine/Musée	3 372,33 €	40 467,96 €	01/12/22

**Mise en oeuvre du RIFSEEP au 1er Juin 2020 (ou au-delà en fonction de la période de confinement)
Régime indemnitaire basé sur les fonctions, sujétions, expertise et l'engagement professionnel.**

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 a instauré un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel au sein de la FPE.

L'année 2020 voit l'aboutissement des réflexions menées dans le cadre de la mise en oeuvre du RIFSEEP. Le Conseil Municipal en a fixé les modalités d'application dans sa délibération n°2020.005 du 27 janvier 2020. Une décision du 24 avril 2020 a modifié certains points suite à des observations des services préfectoraux.

Cette refonte vise 3 objectifs principaux :

- simplifier le "paysage indemnitaire",
- garantir une équité entre les agents des différents ministères et entre ceux des trois fonctions publiques,
- faciliter la mobilité des fonctionnaires.

Le dispositif est fondé :

- Sur la nature des fonctions exercées par les agents et leur expérience professionnelle, donnant lieu au versement de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)

Et

- Sur la manière de servir et l'engagement professionnel donnant lieu au versement d'un Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

Ce nouveau régime indemnitaire rationalise et simplifie le système des **primes et indemnités** des fonctionnaires et **remplace la plupart des primes et indemnités**. Et ce, **sans perte de rémunération**.

Le RIFSEEP a vocation :

- à s'appliquer à tous les agents quels que soient leurs grades ou leurs filières,
- à remplacer toutes les primes et indemnités sauf celles limitativement énumérées par décret.

Toutefois, faute de corps de référence correspondants dans la fonction publique de l'État, le cadre d'emplois des agents de police municipale est exclu du Rifseep.

Le RIFSEEP comprend deux parts :

- **l'IFSE**, Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise, est **une part fixe** déterminée en appréciant la place au sein de l'organigramme et les spécificités de la fiche de poste,
Cette indemnité sera réexaminée :
 - en cas de changement de fonctions ;
 - au moins tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
 - en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.
- **le CI**, Complément Indemnitaire, est **une part facultative et variable** fixée au regard des critères d'évaluation établis pour l'entretien professionnel.

En principe, **le RIFSEEP est exclusif de tout autre régime indemnitaire** de même nature.

L'IFSE peut être cumulée avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées, comme les frais de déplacement,
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, etc.),
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes).

De plus, certaines primes et indemnités sont expressément cumulables avec le RIFSEEP (Arrêté du 27 août 2015), c'est le cas des indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail

Le Développement des compétences

Parmi les priorités de formation proposée aux agents, les principales relèveront:

- De l'obtention ou du renouvellement de compétences obligatoires ou règlementaires comme la conduite d'engins, les diverses habilitations, la formation professionnelle initiale.
- De l'accompagnement à la mobilité interne et à la promotion afin de faciliter la prise en charge de nouvelles responsabilités par les agents.
- De la maîtrise des outils informatiques et de gestion de données.

L'apprentissage

La formation d'apprentis aux métiers de la collectivité est un axe fort de la politique en ressources humaines portée par la collectivité pour soutenir réellement cette filière d'enseignement et favoriser le recrutement de jeunes femmes et de jeunes hommes.

L'effort initié sera maintenu en 2020 puisque 5 apprentis ont déjà été intégrés en 2018 et 1 en 2019. Le domaine concerné relève du service Développement durable.

Service Civique

Dans le cadre de la politique des RH de la Ville, il a été décidé d'accueillir au sein des directions culturelles trois volontaires du Service Civique :

- 1 volontaire au sein du service des Archives,
- 1 volontaire au sein des Bibliothèques,
- 1 volontaire au sein du Patrimoine.

Cette collaboration se poursuivra en 2020 avec l'accueil de trois volontaires.

EVOLUTION DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2014-2019

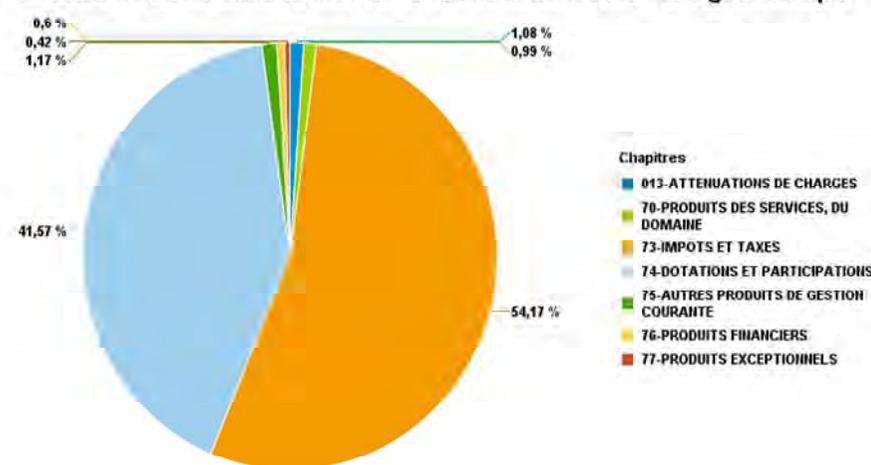
Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolut° 2014 2015	Evolut° 2015 2016	Evolut° 2016 2017	Evolut° 2017 2018	Evolut° 2018 2019	Evolut° moy annuelle 2017 2019
013 Atténuations de charges	307 919	381 501	269 354	303 465	292 228	280 282	23.90%	-29.40%	12.66%	-3.70%	-4.09%	-3.82%
70 Produits des services	981 997	886 736	903 721	276 190	293 230	256 617	-9.70%	1.92%	-69.44%	6.17%	-12.49%	-3.54%
73 Impôts et taxes	19 166 993	19 699 677	19 158 993	13 589 615	13 804 768	14 090 079	2.78%	-2.74%	-29.07%	1.58%	2.07%	1.84%
74 Dotations et participations	11 048 726	10 907 160	10 710 441	10 398 474	10 617 449	10 813 428	-1.28%	-1.80%	-2.91%	2.11%	1.85%	2.00%
75 Autres produits de gestion courante	283 603	240 918	207 297	279 489	239 691	303 104	-15.05%	-13.96%	34.83%	-14.24%	26.46%	4.22%
Total recettes de gestion courante	31 789 237	32 115 992	31 249 806	24 847 233	25 247 367	25 743 510	1.03%	-2.70%	-20.49%	1.61%	1.97%	1.80%
76 Produits financiers			3 137 928	228 802	155 917	155 917			-92.71%	-31.85%	0.00%	-15.93%
77 Produits exceptionnels	203 360	132 273	927 353	175 748	134 996	110 137	-34.96%	601.09%	-81.05%	-23.19%	-18.41%	-18.67%
Total des recettes réelles de fonctionnement	31 992 597	32 248 265	35 315 087	25 251 783	25 538 279	26 009 564	0.80%	9.51%	-28.50%	1.13%	1.85%	1.50%

Total recettes réelles en valeur/habitant :	1 286	1 290	1 439	1 042	1 067	1 090
Population légale au 1 ^{er} janvier de l'année :	24 880	24 990	24 538	24 225	23 932	23 867

Structure en % de l'ensemble des recettes réelles

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
013 Atténuations de charges	0.96%	1.18%	0.76%	1.20%	1.14%	1.08%
70 Produits des services	3.07%	2.75%	2.56%	1.09%	1.15%	0.99%
73 Impôts et taxes	59.91%	61.09%	54.25%	53.82%	54.06%	54.17%
74 Dotations et participations	34.54%	33.82%	30.33%	41.18%	41.57%	41.57%
75 Autres produits de gestion courante	0.89%	0.75%	0.59%	1.11%	0.94%	1.17%
Total recettes de gestion courante	99.36%	99.59%	88.49%	98.40%	98.86%	98.98%
76 Produits financiers	0.00%	0.00%	8.89%	0.91%	0.61%	0.60%
77 Produits exceptionnels	0.64%	0.41%	2.63%	0.70%	0.53%	0.42%
Total des recettes réelles de fonctionnement	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%

Structure des recettes réelles de fonctionnement 2019 - Budget Principal



Présentation synthétique du projet du Budget Primitif 2020 - Recettes

PROPOSITIONS BUDGET PRIMITIF 2020 RECETTES – FONCTIONNEMENT

		2019	2020	Variation en %
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	227 800.00	229 900.00	0.92%
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	256 600.00	301 546.00	17.52%
73	IMPOTS ET TAXES	14 014 333.00	14 211 129.00	1.40%
	<i>Fiscalité directe locale</i>	12 581 093.00	12 867 529.00	+2.28%
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	10 614 517.00	11 137 051.50	4.92%
	<i>D.G.F.</i>	3 633 000.00	3 584 089.00	-1.35%
	<i>Dotation de Solidarité Urbaine</i>	4 100 000.00	4 255 502.00	+3.79%
	<i>Compensations TH, TF, TP</i>	979 432.00	977 565.00	-0.19%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION CORRIANTE	232 930.00	365 214.00	56.79%
76	PRODUITS FINANCIERS	156 000.00	156 000.00	
	<i>Fonds de soutien Sortie des emprunts à risque</i>	156 000.00	156 000.00	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	13 000.00	11 000.00	-15.38%
	TOTAL DES RECETTES REELLES	25 515 180.00	26 411 840.50	3.51%
042	OPERATIONS D'ORDRE	61 500.00	173 000.00	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	1 588 541.86	1 502 061.52	
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	27 165 221.86	28 086 902.02	3.39%

Les recettes réelles de fonctionnement sont en augmentation de 3,51 %.

Le poste « Impôts et taxes » représente 53,80 % des recettes réelles, la fiscalité directe locale c'est près de 49 % de ces recettes.

Le poste « Dotations et participations » représente 42,17 % des recettes réelles, les dotations c'est près de 33 % de ces recettes.

Les deux postes (Impôts et Dotations) représente près de **96 % des recettes réelles** de la section de fonctionnement.

Fiscalité directe locale

Fiscalité directe locale	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evol moy bases	Notification 2020
Bases nettes (en €)								
Taxe Habitation	24 810 179	25 746 045	24 992 452	25 085 197	25 159 354	25 978 800	0,94%	
Taxe Foncier bâti	21 789 869	22 144 090	22 330 462	22 722 890	23 171 427	24 037 764	2,06%	24 500 000
Taxe Foncier non bâti	148 117	151 272	163 209	157 826	154 144	152 995	0,66%	153 800

Taux							
TH	16,61%	16,61%	16,61%	16,61%	16,61%	16,61%	16,61%
TFB	34,32%	34,32%	34,32%	34,32%	34,32%	34,32%	34,32%
TFNB	53,68%	53,68%	53,68%	53,68%	53,68%	53,68%	53,68%

Produit (en €)							
TH	4 120 971	4 276 418	4 151 246	4 166 651	4 178 969	4 315 079	4 376 569
En €/hab.	166	171	169	172	175	181	187
TFB	7 478 283	7 599 852	7 663 815	7 798 496	7 952 434	8 249 761	8 408 400
En €/hab.	301	304	312	322	332	346	360
TFNB	79 509	81 203	87 611	84 721	82 744	82 128	82 560
En €/hab.	3	3	4	3	3	3	4

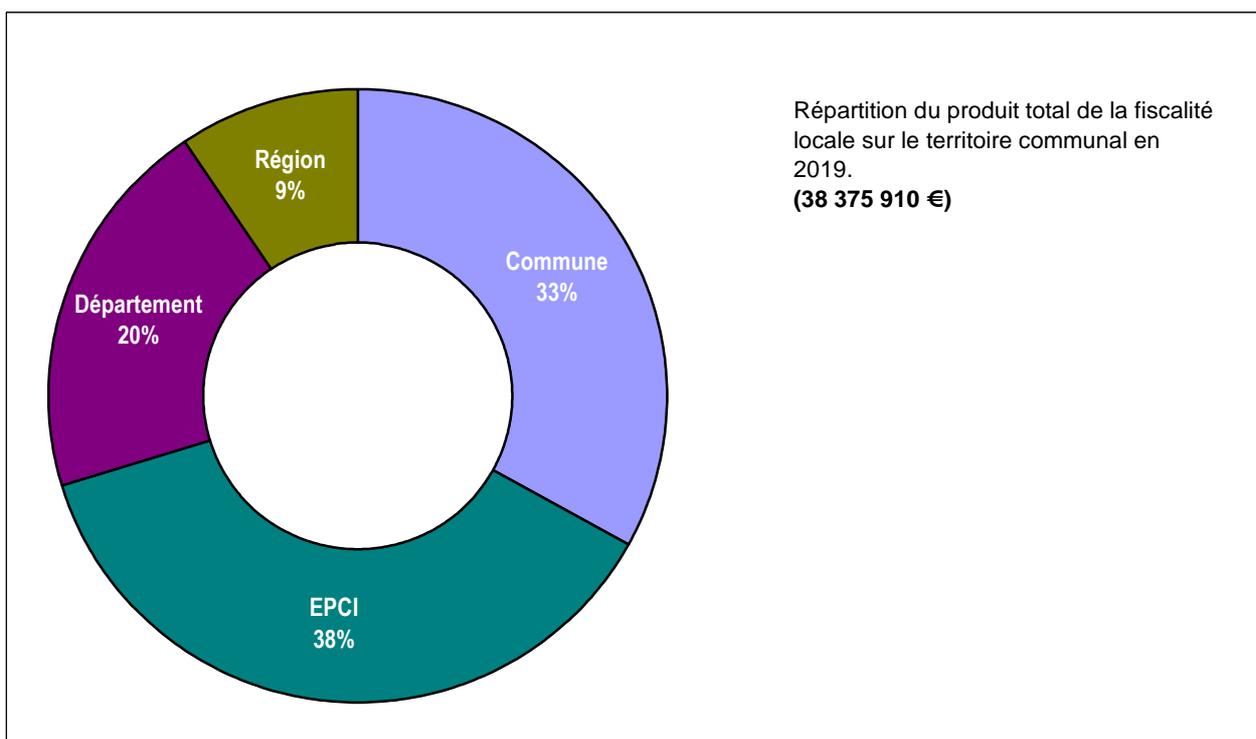
TOTAL produits 3 taxes (en €)	11 678 763	11 957 473	11 902 671	12 049 868	12 214 147	12 646 967	12 867 529
Evolution du produit en %		2,39%	-0,46%	1,24%	1,36%	3,54%	1,74%
Rôle supp	21 516	34 658	149 274	27 252	65 902	44 616	0
AC	6 366 588	6 366 588	5 997 076	-457 062	-3 016 608	-2 755 580	-3 662 000
Total fiscalité (en €)	18 066 867	18 358 719	18 049 021	11 620 058	9 263 441	9 936 003	9 205 529
Pop. INSEE au 01/01	24 880	24 990	24 538	24 225	23 932	23 867	23 358
Total/hab	726	735	736	480	387	416	394

Répartition de la fiscalité directe locale sur le territoire communal :

Fiscalité directe locale	Commune		EPCI		Département		Région	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Taxe Habitation	4 178 969	4 315 079	3 750 565	3 866 375				
Taxe Foncier Bâti	7 952 434	8 249 761	751 012	766 422	5 850 334	6 039 350		
Taxe Foncier non Bâti	82 744	82 128	9 788	9 838				
TAFNB			18 629	16 972				
CFE			2 585 228	2 604 443				
DCRTP			166 593	166 593				
Garantie Individuelle de Ressources			883 077	883 753				
CVAE			1 574 709	1 928 408	1 397 165	1 710 128	2 971 785	3 638 550
IFER			56 956	63 217	14 373	17 319		
TEOM			3 249 242	3 379 600				
TASCOM			574 714	637 974				
Total	12 214 147	12 646 968	13 620 513	14 323 595	7 261 872	7 766 797	2 971 785	3 638 550

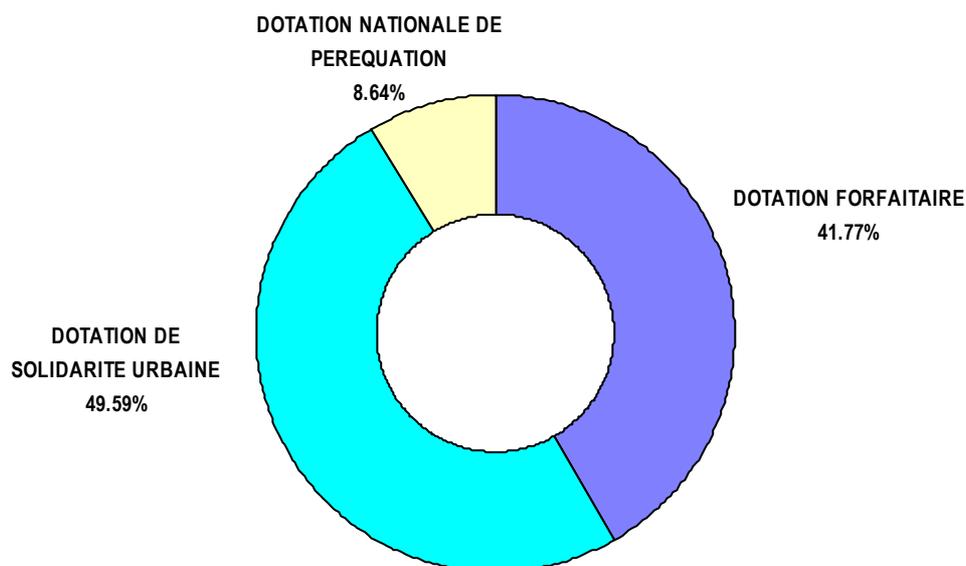
3.54%

5.16%

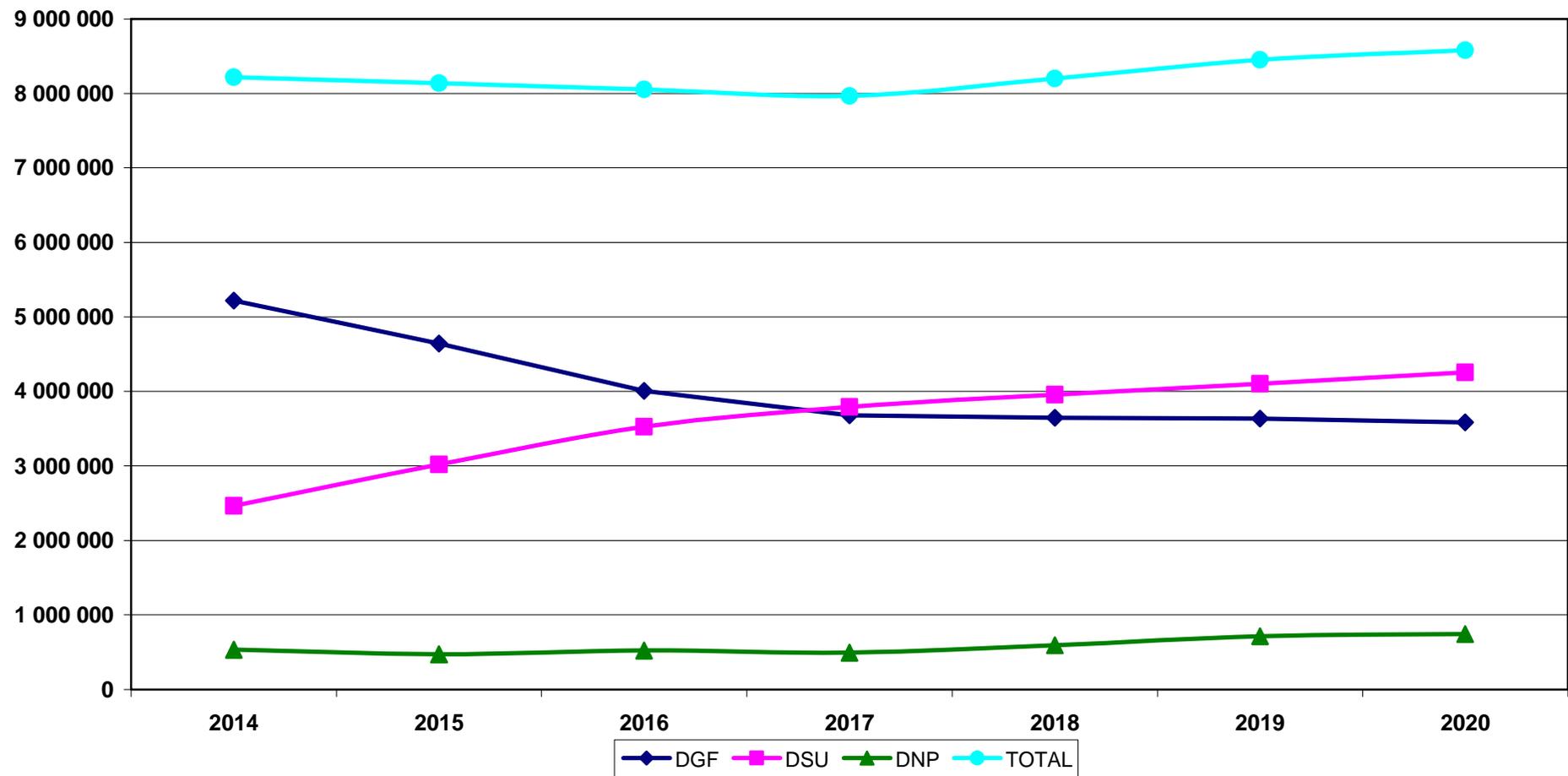


LES DOTATIONS

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution moyenne 2014-2020
DOTATION FORFAITAIRE	5 218 342	4 645 708	4 007 698	3 678 593	3 646 926	3 635 356	3 584 089	-6.07%
Variation en valeur		-572 634	-638 010	-329 105	-31 667	-11 570	-51 267	
Variation en pourcentage		-10.97%	-13.73%	-8.21%	-0.86%	-0.32%	-1.41%	
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	2 467 688	3 019 966	3 525 022	3 791 229	3 958 887	4 104 636	4 255 502	9.51%
Variation en valeur		552 278	505 056	266 207	167 658	145 749	150 866	
Variation en pourcentage		22.38%	16.72%	7.55%	4.42%	3.68%	3.68%	
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	533 643	470 652	521 763	494 286	593 143	711 771	741 715	5.64%
Variation en valeur		-62 991	51 111	-27 477	98 857	118 628	29 944	
Variation en pourcentage		-11.80%	10.86%	-5.27%	20.00%	20.00%	4.21%	
TOTAL DGF	8 219 673	8 136 326	8 054 483	7 964 108	8 198 956	8 451 763	8 581 306	0.72%
Variation en valeur		-83 347	-81 843	-90 375	234 848	252 807	129 543	
Variation en pourcentage		-1.01%	-1.01%	-1.12%	2.95%	3.08%	1.53%	

REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2020

EVOLUTION DES DOTATIONS D. G. F. - D. S. U. - D. N. P.



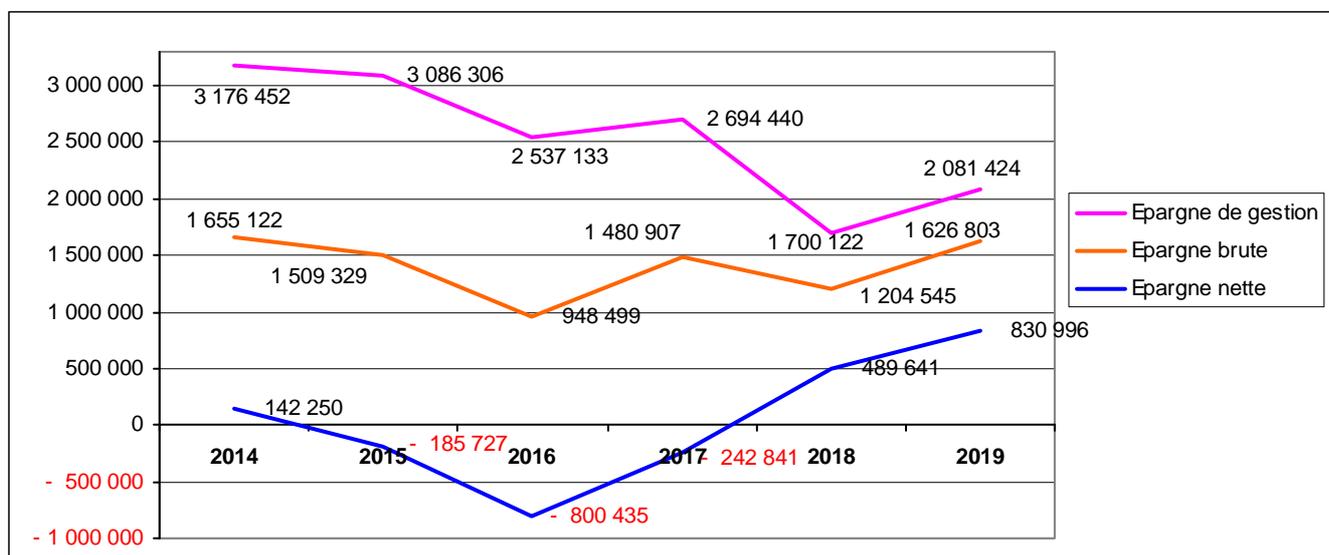
Autofinancement / Epargne issue de la section de fonctionnement

Les données indiquées dans cette partie relative à l'autofinancement ont été « retraitées » de manière à :

- Neutraliser les dépenses et recettes d'ordre (écritures comptables non « réelles »)
- Déplacer les recettes de cession sur les recettes d'investissement

DEFINITIONS	
EPARGNE DE GESTION =	C'est l'excédent réel de fonctionnement, avant frais financiers (intérêts de la dette). Il s'agit d'un solde naturel, sans prise en compte de l'endettement de la collectivité.
EPARGNE BRUTE =	Excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, y compris les intérêts de la dette.
EPARGNE NETTE =	Epargne brute moins annuité en capital des emprunts. Elle permet d'autofinancer les projets d'investissement.

CHAINE DE L'EPARGNE	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<i>Recettes réelles de fonctionnement</i>	31 992 597	32 248 265	35 315 087	25 251 783	25 538 279	26 009 564
<i>Dépenses réelles de fonctionnement</i>	30 231 565	30 689 698	33 528 425	23 645 877	24 257 358	24 292 924
Recettes de fonctionnement courantes (hors cessions)	31 886 687	32 199 028	34 476 923	25 126 784	25 461 903	25 919 725
Dépenses de fonctionnement courantes (hors intérêts de la dette)	28 710 235	29 112 722	31 939 789	22 432 344	23 761 781	23 838 301
Epargne de gestion	3 176 452	3 086 306	2 537 133	2 694 440	1 700 122	2 081 424
Intérêts de la dette	1 521 330	1 576 977	1 588 635	1 213 533	495 577	454 621
Epargne brute	1 655 122	1 509 329	948 499	1 480 907	1 204 545	1 626 803
Remboursement capital de la dette	1 512 872	1 695 056	1 748 934	1 723 748	714 904	795 807
Epargne nette	142 250	- 185 727	- 800 435	- 242 841	489 641	830 996

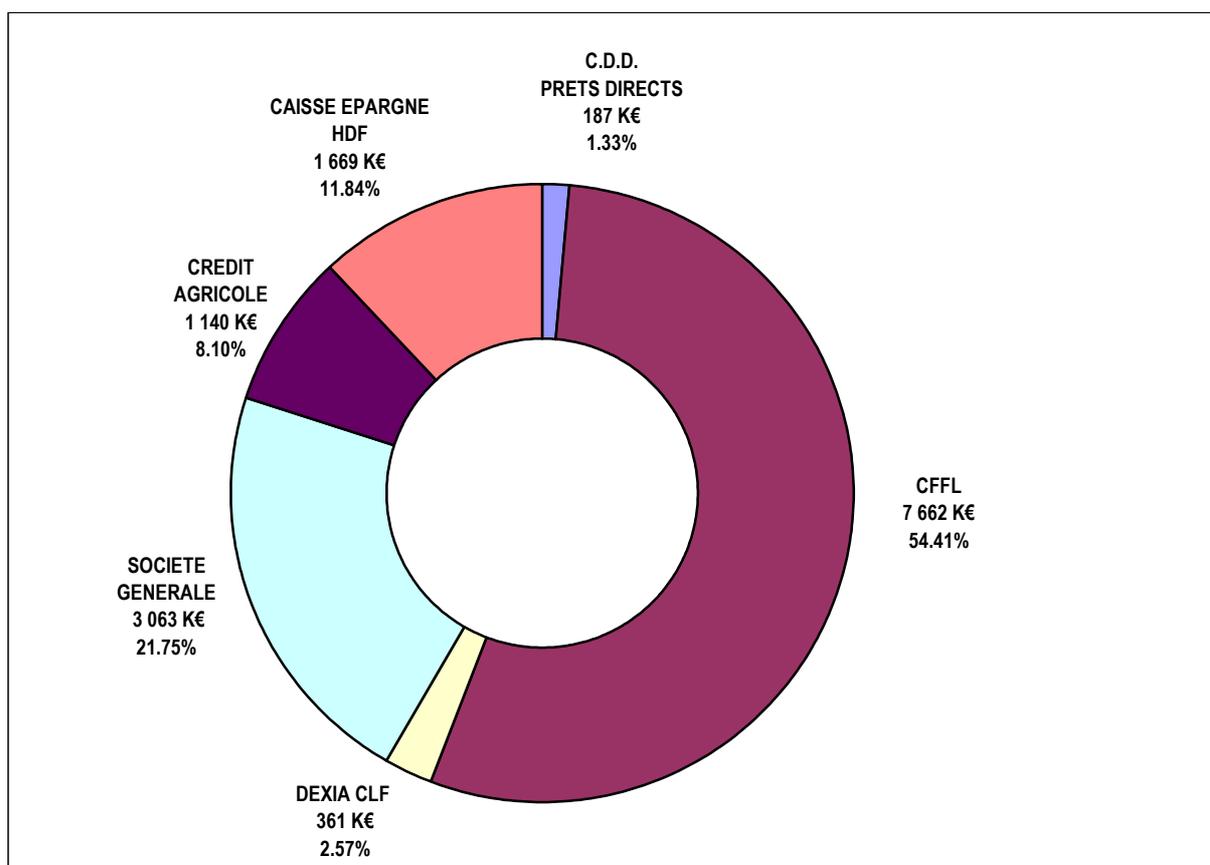


Etat d'endettement de la commune

	Avant transfert			Après transfert			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Annuité de la dette	3 034 202	3 272 033	3 337 569	2 937 281	1 210 481	1 250 429	1 179 494
Capital	1 512 872	1 695 056	1 748 934	1 723 748	714 904	795 808	781 807
Intérêts	1 521 330	1 576 977	1 588 635	1 213 533	495 577	454 621	397 687
Encours de la dette au 31/12/N	38 017 766	38 822 710	45 984 173	16 492 741	14 556 164	14 082 365	13 300 558

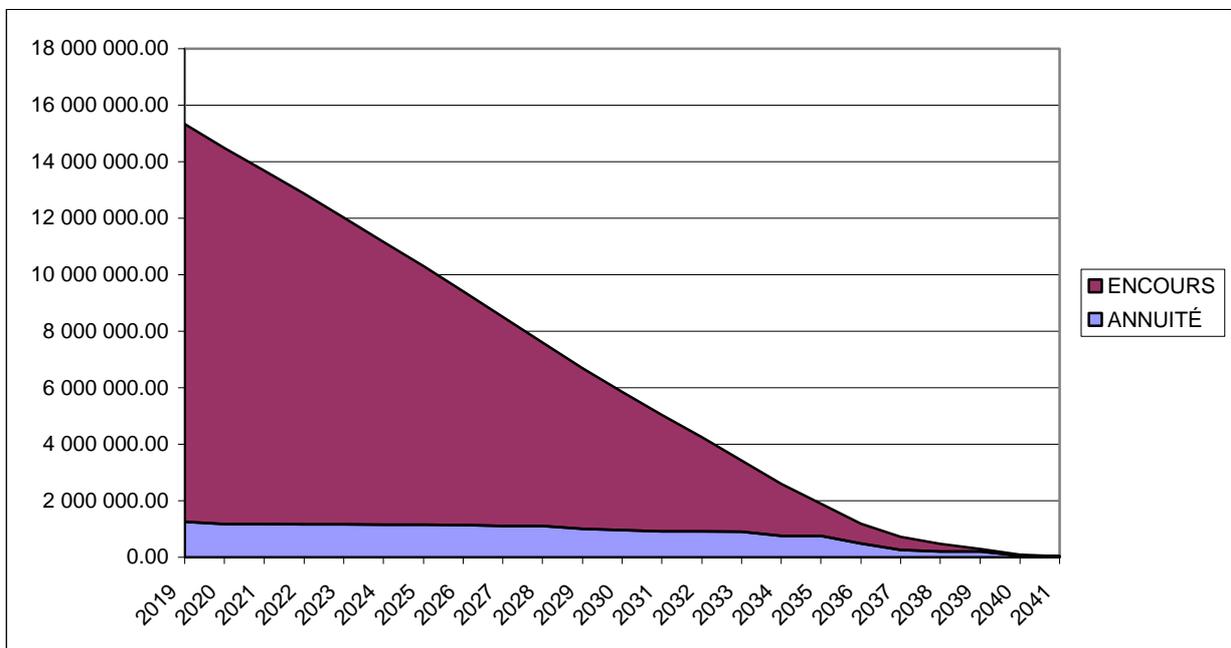
La structure de la dette au 1^{er} janvier 2020 est composée de 20 contrats de prêts dont 3 à taux variable simple (Euribor 12 mois) et 2 à taux variables indexés sur le Livret A.

Répartition de l'encours de la dette au 31/12 par prêteur



Profil d'extinction de la dette

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2019	795 807.81	454 621.37	1 250 429.18	14 082 364.68
2020	781 806.97	397 687.16	1 179 494.13	13 300 557.94
2021	797 119.43	377 706.50	1 174 825.93	12 503 438.51
2022	813 065.82	355 347.98	1 168 413.80	11 690 372.69
2023	829 675.82	333 545.52	1 163 221.34	10 860 696.87
2024	846 975.95	310 703.79	1 157 679.74	10 013 720.92
2025	865 001.71	288 843.88	1 153 845.59	9 148 719.21
2026	883 778.28	263 986.87	1 147 765.15	8 264 940.93
2027	872 305.35	239 229.06	1 111 534.41	7 392 635.58
2028	892 684.57	215 002.75	1 107 687.32	6 499 951.01
2029	814 283.79	190 012.29	1 004 296.08	5 685 667.22
2030	795 812.45	167 860.97	963 673.42	4 889 854.77
2031	774 559.67	146 424.02	920 983.69	4 115 295.10
2032	795 954.32	125 843.45	921 797.77	3 319 340.78
2033	797 133.64	104 289.30	901 422.94	2 522 207.14
2034	680 805.83	82 069.25	762 875.08	1 841 401.31
2035	695 638.37	60 756.58	756 394.95	1 145 762.94
2036	448 738.12	38 767.96	487 506.08	697 024.82
2037	232 410.53	23 895.07	256 305.60	464 614.29
2038	184 144.02	16 106.91	200 250.93	280 470.27
2039	189 104.52	10 200.75	199 305.27	91 365.75
2040	53 645.51	4 078.53	57 724.04	37 720.24
2041	37 720.24	1 651.26	39 371.50	0.00
TOTAL	14 878 172.72	4 208 631.22	19 086 803.94	



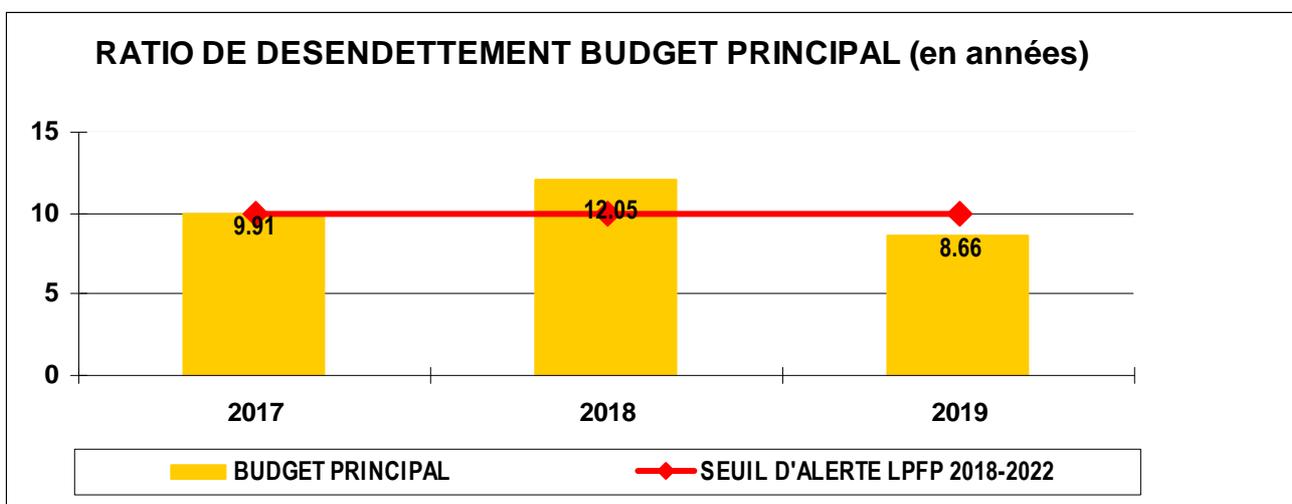
Evolution des ratios de dette du Budget Principal

Annuité de la dette		
Année 2019	52 €	/hab
Année 2020	50 €	/hab
Moy. strate	133 €	/hab

Encours de la dette		
Encours de la dette au 31/12/2019	590 €	/hab
Moy. strate	1 036 €	/hab

Taux de charge de la dette (annuité / ressources de Fonctionnement)			
Année	RR courantes de Fonct.	Annuité	Taux charge de la dette
2018	25 461 903 €	1 210 481 €	4.75 %
2019	25 919 725 €	1 250 429 €	4.82 %
Projection 2020	26 220 842 €	1 179 494 €	4.50 %
Moy. strate			9.13 %

Capacité de désendettement			
<i>Nombre d'années nécessaires pour amortir l'encours de la dette si la commune consacre l'intégralité de son autofinancement brut. Zone d'alerte > 10</i>			
Année	Epargne brute	Encours de la dette	Capacité de désendettement (en années)
2017	1 480 908 €	14 680 354 €	9.91
2018	1 207 544 €	14 556 164 €	12.05
2019	1 626 804 €	14 082 365 €	8.66



Section d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement 2014-2019

			2014	2015	2016	2017	2018	2019
10	10226	TAXE D'AMENAGEMENT		14 792.00	9 464.49			627.00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES		0.00	14 792.00	9 464.49	0.00	0.00	627.00
			2014	2015	2016	2017	2018	2019
20	202	FRAIS LIES A LA REALISATION DES DOCS URBANISME ET A LA NUMERISATION DU CADASTRE	5 375.81	3 661.46				
20	2031	FRAIS D'ETUDES		9 600.00	107 813.18	3 132.00		6 000.00
20	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	29 014.97	22 742.40	45 022.38	30 675.49	34 683.91	7 746.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		34 390.78	36 003.86	152 835.56	33 807.49	34 683.91	13 746.00
			2014	2015	2016	2017	2018	2019
204	2041512	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	82 193.12					
204	2041621	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES			22 050.00	9 450.00		
204	2041622	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	13 948.47	23 921.40				
204	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES			8 400.00	8 400.00	8 400.00	8 400.00
204	2046	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION D'INVESTISSEMENT						600 000.00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES		96 141.59	23 921.40	30 450.00	17 850.00	8 400.00	608 400.00
			2014	2015	2016	2017	2018	2019
21	2111	TERRAINS NUS			41 159.00	24 112.73	4 519.60	
21	2121	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	2 239.60		6 201.22		4 059.00	1 166.00
21	2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	7 526.64				3 305.40	
21	21311	HOTEL DE VILLE	4 079.80	2 790.76	1 980.59	35 541.17	3 711.26	192 521.47
21	21312	BATIMENTS SCOLAIRES	1 874 688.37	3 103 193.95	724 585.45	171 982.19	1 857.02	
21	21316	EQUIPEMENTS DU CIMETIERE			1 100.00			
21	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	15 767.22	29 534.53	69 959.26	145 067.54	119 326.80	112 923.65
21	2135	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGTS DES CONSTRUCTIONS	101 801.94	251 147.85	41 083.00	64 204.09	56 121.78	17 290.13
21	2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	7 372.97	138 830.18	275 082.89	155 121.15	404 917.56	325 958.76

			2014	2015	2016	2017	2018	2019
21	2152	INSTALLATION DE VOIRIE	156 615.89	132 963.31	2 016.00	169 312.05	146 757.91	
21	21534	RESEAUX D'ELECTRIFICATION	17 450.88	6 693.78		76 880.80		113 434.76
21	21538	AUTRES RESEAUX				111 396.11	40 788.06	
21	21568	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE	1 816.58	4 502.30	6 465.11	7 453.38	9 433.79	4 615.44
21	21571	MATERIEL ROULANT		6 240.00	111 471.25	53 515.84	59 764.01	
21	21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	110 974.71	66 634.82	49 230.53	89 331.83	124 583.39	89 802.34
21	2161	OEUVRES ET OBJET D'ART				5 000.00		10 420.60
21	2162	FONDS ANCIENS DES BIBLIOTHEQUES ET MUSEES						606.15
21	2181	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES INSTAL GENERALE, AGENCE. ET AMENAGE.	4 980.00					
21	2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	139 657.99	74 768.26			1 500.00	196 365.06
21	2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	65 751.11	82 990.39	146 767.72	33 911.35	79 570.91	79 842.91
21	2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	23 169.47	54 079.95	58 410.86	17 109.66	2 008.30	4 678.96
21	2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	90 509.85	133 857.94	122 189.15	179 435.73	134 610.05	86 666.95
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 626 417.02	4 090 243.02	1 659 718.03	1 341 392.62	1 198 852.84	1 238 312.18
			2014	2015	2016	2017	2018	2019
23	2313	CONSTRUCTION	239 572.85	79 458.00	33 071.96	23 852.24	118 305.60	1 146 994.68
23	2315	INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	3 807 396.90	2 106 289.46	1 645 345.15	1 139 180.26	940 059.01	621 573.25
23	2316	RESTAURATION DES COLLECTIONS ET OEUVRES D ART	3 600.60	21 241.22	8 021.70	58 821.11	5 928.00	15 375.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS		4 050 570.35	2 206 988.68	1 686 438.81	1 221 853.61	1 064 292.61	1 783 942.93
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT (hors rbt du capital)			6 807 519.74	6 371 948.96	3 538 906.89	2 614 903.72	2 306 229.36	3 645 028.11

Principales opérations réalisées en 2019

- Programme d'éclairage public : 584 964.73 €
- Effacement de réseaux : 113 434.76 €
- Construction Halle de sport : 1 146 994.68 €
- Travaux bâtiment Prélude : 228 041.91 €
- Travaux Mairie (réfection du Beffroi, vidéo protection, verrière) : 192 521.47 €
- Mise en accessibilité des bâtiments : 36 423 €
- Etanchéité de la toiture de la salle des fêtes : 57 239.37 €
- Travaux dans les logements : 21 942.46 €
- Eclairage LEDS gymnase ponthieu : 17 290.13 €
- Aménagement du musée : 14 522 €
- Attribution de compensation versée à la CABS (voirie) : 600 000 €
- Acquisition de véhicules : 191 865.06 €
- Acquisition de matériel : 201 262.96 €

Restes à réaliser 2019 : 2 395 645.91 € dont :

- Acquisition de matériel : 48 800.19 €
- Construction Halle de sport : 1 402 395.38 €
- Amélioration du patrimoine : 312 290 €
- Eclairage public : 376 712.92 €
- Extension et effacement de réseaux : 117 929.99 €
- Restauration d'œuvres d'art : 29 112.40 €
- Aménagement de l'espace culturel St Pierre : 18 000 €

Les recettes réelles d'investissement 2014-2019

			2014	2015	2016	2017	2018	2019
10	10222	F.C.T.V.A.	408 561.04	1 056 817.10	958 569.39	506 928.05	449 612.81	340 740.71
10	10223	T.L.E.	17 978.39	126.00				
10	10226	TAXE D'AMENAGEMENT	74 775.66	94 498.40	178 105.78	135 959.17	195 070.11	126 102.33
10	1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	421 613.15	3 607 475.80		1 801 196.71	1 641 360.00	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES		922 928.24	4 758 917.30	1 136 675.17	2 444 083.93	2 286 042.92	466 843.04

			2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	1311	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	11 462.79	36 453.93	11 460.98	14 644.00	5 575.89	14 791.00
13	1312	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES REGIONS			7 750.00	32 724.99	4 511.37	
13	1318	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES AUTRES						5 006.40
13	1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX	40 715.00	5 427.00	21 054.00	6 021.00	43 546.80	244 697.00
13	1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS	294 087.39	255 018.68	24 448.70			89 008.55
13	1323	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS	58 378.00	18 556.00	665.00	2 013.00		226 385.00
13	1328	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES	366.20	299 874.50		46 145.30	51 117.87	58 512.89
13	1342	PRODUIT DES AMENDES DE POLICE	131 407.00	99 546.00	85 171.00	78 173.00	106 940.00	115 062.00
13	1346	PARTICIPATION POUR VOIRIE & RESEAUX		156 090.56	323 737.13		323 737.15	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		536 416.38	870 966.67	474 286.81	179 721.29	535 429.08	753 462.84

Envoyé en préfecture le 24/07/2020

Reçu en préfecture le 24/07/2020

Affiché le



ID : 080-218000016-20200716-DL2020_33-DE

			2014	2015	2016	2017	2018	2019
21	21312	BATIMENTS SCOLAIRES				23 460.04		
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					23 460.04		
			2014	2015	2016	2017	2018	2019
16	1641	EMPRUNTS EN EUROS	2 500 000.00	2 500 000.00	5 000 000.00		1 822 500.00	1 470 000.00
16	165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	4 061.83	7 800.00	2 473.85	951.70	287.19	1 142.30
16	16871	AUTRES DETTES ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX					60 593.60	305 750.00
16	16878	AUTRES DETTES AUTRES ORGANISMES						18 294.19
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		2 504 061.83	2 507 800.00	5 002 473.85	951.70	1 883 380.79	1 795 186.49
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT			3 963 406.45	8 137 683.97	6 613 435.83	2 648 216.96	4 704 852.79	3 015 492.37

Restes à réaliser 2019 : 748 355.63 € dont :

- Participation Conseil Régional construction Halle de sport : 114 491.45 €
- Participation Conseil Départemental construction Halle de sport : 278 790 €
- Participation CAF travaux locaux Prélude : 34 924.18 €
- Participation DRAC travaux église St Gilles : 296 383 €
- Participation DRAC travaux Chapelle St Pierre : 23 767 €

Evolution du Fonds de roulement

Définition du Fonds de roulement (FDR) : Excédent de ressources dont dispose la collectivité dans son haut de bilan après avoir financé l'ensemble de ses investissements.

Si le résultat de l'année ou la variation du FDR est négatif, cela signifie que la collectivité a mobilisé ses réserves pour financer ses investissements.

Si le résultat de l'année ou la variation du FDR est positif, cela signifie que la collectivité a mobilisé plus de ressources que ses besoins. Elle a donc reconstitué son FDR.

CALCUL DU FONDS DE ROULEMENT	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Epargne nette	142 250	-185 727	-800 435	-242 841	489 641	830 996
+ Recettes d'invest. Hors emprunt	1 041 793	2 030 208	1 647 277	847 020	1 180 399	1 545 492
+ Cessions	105 910	49 237	838 164	124 998	76 377	89 837
= Total Financement de l'investissement	1 289 953	1 893 718	1 685 006	729 177	1 746 417	2 466 325
- Dépenses d'invest. Hors dette	6 809 447	6 376 439	3 539 565	2 613 505	2 307 211	3 643 596
= Besoin de financement	-5 519 494	-4 482 721	-1 854 559	-1 884 328	-560 794	-1 177 271
+ EMPRUNT et assimilés	2 500 000	2 500 000	5 000 000		1 883 094	1 470 000
= Variation FDR	-3 019 494	-1 982 721	3 145 441	-1 884 328	1 322 300	292 729

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
FOND DE ROULEMENT (FDR) au 31/12/n	2 255 931	273 210	3 418 651	1 534 323	2 856 623	3 149 352

Il est à signaler que le niveau des restes à réaliser (2 395 645 €) va fortement impacter la trésorerie sur le premier semestre 2020.

Le niveau de mobilisation de la trésorerie dépendra du rythme de réalisation des opérations projetées et du délai de versement des subventions.

Programme pluriannuel d'investissement

Libellé	Total	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
op 100 - ACQUISITION DE MATERIEL et VEHICULES	2 984 051	286 278	324 645	393 128	330 000	350 000	350 000	350 000	300 000	300 000
Dépenses	2 984 051	286 278	324 645	393 128	330 000	350 000	350 000	350 000	300 000	300 000
Etat	15 132	10 621	4 511	0	0	0	0	0	0	0
Région	37 236	32 725	4 511	0	0	0	0	0	0	0
Divers	16 447	4 023	1 064	5 360	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
FCTVA	505 694	65 402	46 961	53 255	64 489	54 133	57 414	57 414	57 414	49 212
Total recettes	574 509	112 771	57 047	58 615	65 489	55 133	58 414	58 414	58 414	50 212
op 200 - TRAVAUX EDIFICES CULTUELS	1 719 389	55 312	11 963	5 294	73 820	593 000	770 000	70 000	70 000	70 000
- Eglise Rouvroy	15 000	0	0	0	10 000	5 000	0	0	0	0
- Eglise Saint Sépulcre	160 294	0	0	5 294	5 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
- Eglise Saint Gilles	1 254 720	0	0	0	36 720	518 000	700 000	0	0	0
- Collégiale Saint Vulfran	222 100	0	0	0	22 100	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
- AUTRES	67 275	55 312	11 963	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses	1 719 389	55 312	11 963	5 294	73 820	593 000	770 000	70 000	70 000	70 000
DRAC	307 336	0	13 250	0	120 000	100 000	74 079	7	0	0
FCTVA	273 184	2 618	9 073	1 962	868	12 109	97 276	126 311	11 483	11 483
Total recettes	580 520	2 618	22 323	1 962	120 868	112 109	171 355	126 318	11 483	11 483

Envoyé en préfecture le 24/07/2020

Reçu en préfecture le 24/07/2020

Affiché le



ID : 080-218000016-20200716-DL2020_33-DE

Libellé	Total	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
op 400 - TRAVAUX AMELIORATIONS URBAINES	7 575 806	558 828	622 027	778 111	936 879	984 314	950 647	915 000	915 000	915 000
- Extensions des réseaux électriques	264 104	0	0	0	40 000	24 104	50 000	50 000	50 000	50 000
- Mobilier urbain	199 146	0	0	44 196	29 950	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
-Eclairage Public	6 342 009	558 828	587 316	615 865	580 000	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000
- Poteaux incendie	190 615	0	0	4 615	61 000	50 000	30 000	15 000	15 000	15 000
- Matériel de signalisation	138 000	0	0	0	25 000	13 000	25 000	25 000	25 000	25 000
- Boulevard Vauban	12 000	0	0	0	12 000	0	0	0	0	0
- Parking Place des Jacobins	81 210	0	0	0	50 000	31 210	0	0	0	0
- Sonorisation rue Jean de Ponthieu	82 647	0	0	0	21 000	41 000	20 647	0	0	0
- Extension réseau Aire Accueil	37 946	0	0	0	37 946	0	0	0	0	0
Effacement réseaux ERDF	193 418	0	0	113 435	79 983	0	0	0	0	0
Opération 400	34 711	0	34 711	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses	7 575 806	558 828	622 027	778 111	936 879	984 314	950 647	915 000	915 000	915 000
Agence de l'eau	519 775	0	0	519 775	0	0	0	0	0	0
Communauté Agglomération Baie de Somme	10 540	0	0	0	10 540	0	0	0	0	0
Région	24 795	0	0	0	6 300	12 300	6 195	0	0	0
Dotation Politique de la Ville	105 664	0	0	0	60 000	45 664	0	0	0	0
Divers	37 416	19 879	0	1 337	8 700	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
FISAC	20 302	0	0	0	10 000	10 302	0	0	0	0
Département	29 515	0	0	0	10 105	14 250	5 160	0	0	0
FCTVA	1 196 245	103 607	91 670	102 037	127 641	153 686	161 467	155 944	150 097	150 097
Total recettes	1 944 252	123 486	91 670	623 149	233 286	237 702	174 322	157 444	151 597	151 597

Libellé	Total	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Op 401 - AMENAGEMENT ZONE SUCRERIE - JUSTICE	1 059 405	700 955	352 743	5 707						
Dépenses	1 059 405	700 955	352 743	5 707						
Agence de l'eau	80 920	0	80 920	0						
Divers	374 611	20 286	354 034	291						
FCTVA	355 464	181 679	114 985	57 864	936					
Total recettes	810 995	201 965	549 939	58 155	936					
op 41 - AMENAGEMENT DANS LES QUARTIERS	316 070	169 312	146 758	0	0					
Dépenses	316 070	169 312	146 758	0	0					
FDE	25 612	0	25 612	0	0					
FCTVA	52 179	331	27 774	24 074						
Total recettes	77 791	331	53 386	24 074	0					
op 52 - CONSTRUCTION ECOLE ROUVROY	185 617	171 982	1 857	6 000	5 778	0				
Dépenses	185 617	171 982	1 857	6 000	5 778	0				
Divers	23 460	23 460	0	0	0	0				
FCTVA	152 317	121 869	28 212	305	984	948				
Total recettes	175 777	145 329	28 212	305	984	948				

Libellé	Total	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
op 600 - ENVIRONNEMENT	961 252	23 400	30 532	25 320	80 000	330 000	421 000	17 000	17 000	17 000
- Pont de Béthune	744 000	0	0	0	30 000	310 000	404 000	0	0	0
- Opération 600	79 252	23 400	30 532	25 320	0	0	0	0	0	0
- Extension columbarium	32 000	0	0	0	7 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
- Cimetière La Chapelle	31 000	0	0	0	31 000	0	0	0	0	0
- Plantations arbres	51 000	0	0	0	8 000	11 000	8 000	8 000	8 000	8 000
- Mobilier urbain	24 000	0	0	0	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Dépenses	961 252	23 400	30 532	25 320	80 000	330 000	421 000	17 000	17 000	17 000
Département	147 000	0	0	0	0	70 000	77 000	0	0	0
FCTVA	154 895		3 839	5 008	4 153	13 123	54 133	69 061	2 789	2 789
Total recettes	301 895	0	3 839	5 008	4 153	83 123	131 133	69 061	2 789	2 789
op 900 - EQUIPEMENTS CULTURELS	762 043	132 593	16 025	40 923	177 202	151 300	61 000	61 000	61 000	61 000
- Archives	46 000	0	0	0	30 000	12 000	1 000	1 000	1 000	1 000
- Acquisition oeuvres d art	66 026	0	0	11 026	5 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
- Médiathèque Jacques Darras	29 776	0	0	0	4 776	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
- Aménagement Musée	104 822	0	0	14 522	15 300	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
- Restauration Oeuvres d art	268 675	0	0	15 375	70 000	83 300	25 000	25 000	25 000	25 000
- Autres	148 618	132 593	16 025	0	0	0	0	0	0	0
-CHAPELLE ST PIERRE	18 000	0	0	0	18 000	0	0	0	0	0
- Bibliothèque Robert Mallet	32 000	0	0	0	7 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
- Carmel Etude technique ERP	30 000	0	0	0	15 000	15 000	0	0	0	0
- Carmel Aménagements	18 126	0	0	0	12 126	6 000	0	0	0	0
Dépenses	762 043	132 593	16 025	40 923	177 202	151 300	61 000	61 000	61 000	61 000
DRAC	89 133	6 021	0	25 109	38 340	19 663	0	0	0	0
Région	3 500	0	0	3 500	0	0	0	0	0	0
Divers	54 246	5 980	2 400	14 186	15 000	16 680	0	0	0	0
Département	5 290	2 013	0	0	427	2 850	0	0	0	0
FCTVA	122 394	7 395	21 751	2 629	6 713	29 068	24 819	10 006	10 006	10 006
Total recettes	274 563	21 409	24 151	45 424	60 480	68 261	24 819	10 006	10 006	10 006

Libellé	Total	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
op 92 - MUSEE BOUCHER DE PERTHES	6 060 000	0	0	0	60 000	1 500 000	2 000 000	2 000 000	500 000	
- Agrandissement Salle Manessier	6 060 000	0	0	0	60 000	1 500 000	2 000 000	2 000 000	500 000	
Dépenses	6 060 000	0	0	0	60 000	1 500 000	2 000 000	2 000 000	500 000	
DRAC	2 320 000	0	0	20 000	0	400 000	700 000	700 000	500 000	
Région	1 400 000	0	0	0	0	300 000	500 000	500 000	100 000	
FCTVA	994 082					9 842	246 060	328 080	328 080	82 020
Total recettes	4 714 082	0	0	20 000	0	709 842	1 446 060	1 528 080	928 080	82 020
op 10 - EQUIPEMENTS SPORTIFS	3 953 138	108 720	302 649	1 172 434	1 472 040	497 295	210 000	110 000	40 000	40 000
- Club Hippique	558 936	13 548	63 574	3 974	27 840	250 000	150 000	50 000	0	0
- Gymnase Ponthieu	120 193	0	22 903	17 290	0	40 000	10 000	10 000	10 000	10 000
- Construction Salle de Gymnastique	2 831 016	23 420	118 306	1 146 995	1 400 000	142 295	0	0	0	0
- Boulodromes	10 000	0	0	0	10 000	0	0	0	0	0
- Centre omnisports	25 000	0	0	0	10 000	15 000	0	0	0	0
- Salle du rivage	24 046	20 046	0	0	4 000	0	0	0	0	0
- Centre Robert Viarre	5 200	0	0	0	5 200	0	0	0	0	0
- Stades	229 175	0	0	4 175	15 000	50 000	50 000	50 000	30 000	30 000
- Divers	149 572	51 706	97 866	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses	3 953 138	108 720	302 649	1 172 434	1 472 040	497 295	210 000	110 000	40 000	40 000
Région	200 000	0	0	85 509	114 491	0	0	0	0	0
Département	505 175	0	0	226 385	278 790	0	0	0	0	0
FCTVA	647 393	5 482	17 834	49 647	192 326	241 473	81 576	34 448	18 044	6 562
Total recettes	1 352 568	5 482	17 834	361 541	585 607	241 473	81 576	34 448	18 044	6 562

Envoyé en préfecture le 24/07/2020

Reçu en préfecture le 24/07/2020

Affiché le

SLO

ID : 080-218000016-20200716-DL2020_33-DE

Libellé	Total	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
op 11 - RESTAURATION COLLECTIVE	180 046	113 072	33 350	3 624	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Opération 11	38 260	38 260	0	0	0	0	0	0	0	0
Materiel Cuisine	141 786	74 812	33 350	3 624	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Dépenses	180 046	113 072	33 350	3 624	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
FCTVA	36 010	7 296	18 548	5 471	594	820	820	820	820	820
Total recettes	36 010	7 296	18 548	5 471	594	820	820	820	820	820
op 14 - AMELIORATION DU PATRIMOINE	3 715 217	281 503	453 261	603 437	1 027 016	700 000	295 000	135 000	135 000	85 000
Locaux associatifs	63 500	0	0	0	30 000	33 500	0	0	0	0
Serres Emonville	150 360	0	0	360	50 000	100 000	0	0	0	0
Espace Saint Gilles	86 500	0	0	0	40 000	46 500	0	0	0	0
Immeuble Vauban	11 400	0	0	0	11 400	0	0	0	0	0
- Vestiaires Emonville	90 000	0	0	0	45 000	45 000	0	0	0	0
- Travaux Logements	188 142	0	0	21 942	41 200	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
- Autres	739 111	281 503	453 261	1 747	2 600	0	0	0	0	0
- Salles Thuisson	55 868	0	0	35 868	20 000	0	0	0	0	0
- Travaux Locaux Prélude	230 473	0	0	228 042	2 431	0	0	0	0	0
- Réfection facade Huisseries Mairie	974 766	0	0	192 521	372 245	250 000	160 000	0	0	0
- Salle des fêtes	141 739	0	0	57 239	24 500	20 000	10 000	10 000	10 000	10 000
- Centre Technique Municipal	219 294	0	0	29 294	110 000	80 000	0	0	0	0
- Mise en accessibilité	586 424	0	0	36 424	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	50 000
Dépenses	3 715 217	281 503	453 261	603 437	1 027 016	700 000	295 000	135 000	135 000	85 000
Abbeville Fondation du Patrimoine	150 000	0	0	0	50 000	80 000	20 000	0	0	0
Communauté Agglomération Baie de Somme	60 000	0	0	0	40 000	20 000	0	0	0	0
Dotation Politique de la Ville	45 300	0	0	0	20 000	25 300	0	0	0	0
Caisse d'Allocations Familiales	95 893	0	0	60 993	34 900	0	0	0	0	0
FCTVA	645 905	50 405	46 178	74 353	98 988	168 472	114 828	48 392	22 145	22 145
Total recettes	997 098	50 405	46 178	135 346	243 888	293 772	134 828	48 392	22 145	22 145

Envoyé en préfecture le 24/07/2020

Reçu en préfecture le 24/07/2020

Affiché le



ID : 080-218000016-20200716-DL2020_33-DE

Libellé	Total	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
204 - SUBVENTIONS D EQUIPEMENT	10 391 600	8 400	8 400	608 400	674 400	2 158 400	2 058 400	2 158 400	1 758 400	958 400
- Autres	75 600	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400
- Opération ANRU CABS	5 866 000	0	0	0	16 000	1 500 000	1 400 000	1 500 000	1 100 000	350 000
- OPAH Rénovation urbaine					50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	
- Attribution compensation voirie CABS	4 200 000	0	0	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Dépenses	10 391 600	8 400	8 400	608 400	674 400	2 158 400	2 058 400	2 158 400	1 758 400	958 400
Total dépenses programme	39 863 634	2 610 355	2 304 210	3 642 378	4 842 135	7 269 309	7 121 047	5 821 400	3 801 400	2 451 400
Total recettes programme	11 840 062	671 091	913 127	1 339 050	1 316 287	1 803 184	2 223 328	2 032 984	1 203 379	337 634
Coût annuel	28 023 572	1 939 264	1 391 083	2 303 328	3 525 848	5 466 125	4 897 719	3 788 416	2 598 021	2 113 766

SYNTHESE DES PROGRAMMES

Libellé	Total	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
op 100 - ACQUISITION DE MATERIEL et VEHICULES	2 984 051	286 278	324 645	393 128	330 000	350 000	350 000	350 000	300 000	300 000
op 200 - TRAVAUX EDIFICES CULTUELS	1 719 389	55 312	11 963	5 294	73 820	593 000	770 000	70 000	70 000	70 000
op 400 - TRAVAUX AMELIORATIONS URBAINES	7 575 806	558 828	622 027	778 111	936 879	984 314	950 647	915 000	915 000	915 000
Op 401 - AMENAGEMENT ZONE SUCRERIE - JUSTICE	1 059 405	700 955	352 743	5 707						
op 41 - AMENAGEMENT DANS LES QUARTIERS	316 070	169 312	146 758	0	0					
op 52 - CONSTRUCTION ECOLE ROUVROY	185 617	171 982	1 857	6 000	5 778	0				
op 600 - ENVIRONNEMENT	961 252	23 400	30 532	25 320	80 000	330 000	421 000	17 000	17 000	17 000
op 900 - EQUIPEMENTS CULTURELS	762 043	132 593	16 025	40 923	177 202	151 300	61 000	61 000	61 000	61 000
op 92 - MUSEE BOUCHER DE PERTHES	6 060 000	0	0	0	60 000	1 500 000	2 000 000	2 000 000	500 000	
op 10 - EQUIPEMENTS SPORTIFS	3 953 138	108 720	302 649	1 172 434	1 472 040	497 295	210 000	110 000	40 000	40 000
op 11 - RESTAURATION COLLECTIVE	180 046	113 072	33 350	3 624	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
op 14 - AMELIORATION DU PATRIMOINE	3 715 217	281 503	453 261	603 437	1 027 016	700 000	295 000	135 000	135 000	85 000
204 - SUBVENTIONS D EQUIPEMENT	10 391 600	8 400	8 400	608 400	674 400	2 158 400	2 058 400	2 158 400	1 758 400	958 400
Total dépenses programme	39 863 634	2 610 355	2 304 210	3 642 378	4 842 135	7 269 309	7 121 047	5 821 400	3 801 400	2 451 400
Total recettes programme	11 840 064	671 091	913 127	1 339 050	1 316 287	1 803 184	2 223 328	2 032 984	1 203 379	337 634
Coût annuel	28 023 570	1 939 264	1 391 083	2 303 328	3 525 848	5 466 125	4 897 719	3 788 416	2 598 021	2 113 766

ESTIMATION DU BESOIN DE FINANCEMENT (Article 13 de la LPFP)

Emprunt nouveau Budget principal (Estimation)	Emprunt nouveau Budgets annexes (Estimation)	Emprunt nouveau total (Estimation)	Remboursement en capital Budget principal	Remboursement en capital Budgets annexes	Remboursement en capital total	Besoin de financement total (Estimation)
1 520 000 €	800 000 €	2 320 000 €	781 807 €	582 559 €	1 364 366 €	955 634 €



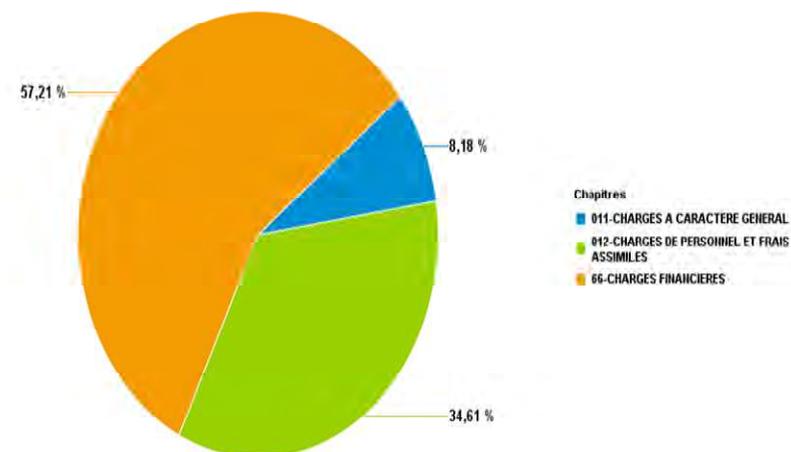
LE SERVICE DE L'EAU

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement 2014-2019

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolut° 2014 2015	Evolut° 2015 2016	Evolut° 2016 2017	Evolut° 2017 2018	Evolut° 2018 2019	Evolut° moy annuelle 2014 2019
011 Charges à caractère général	26 955	32 103	25 385	18 497	22 730	22 337	19.10%	-20.93%	-27.13%	22.88%	-1.73%	-3.43%
60 Achats (énergies, fournitures)	777											
61 Services extérieurs (prestations de service, locations, entretien, maintenance)	6 580	10 911	2 762	875	2 979	1 308	65.82%	-74.69%	-68.32%	240.46%	-56.09%	-16.02%
62 Autres services extérieurs (honoraires, annonces, transports, affranchissements)	2 369	3 745	5 059		1 930	2 651	58.08%	35.09%	-100.00%		37.36%	
63 Impôts, taxes et versements assimilés	17 228	17 447	17 564	17 622	17 821	18 378	1.27%	0.67%	0.33%	1.13%	3.13%	1.34%
012 Charges de personnel	108 140	108 893	109 957	99 603	91 670	94 492	0.70%	0.98%	-9.42%	-7.96%	3.08%	-2.52%
65 Autres charges de gestion courante						3						
Total des dépenses de gestion courante	135 095	140 996	135 342	118 100	114 400	116 832	4.37%	-4.01%	-12.74%	-3.13%	2.13%	-2.70%
66 Charges financières	133 514	127 966	331 125	138 898	153 811	156 186	-4.16%	158.76%	-58.05%	10.74%	1.54%	3.40%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	268 609	268 962	466 467	256 998	268 211	273 018	0.13%	73.43%	-44.91%	4.36%	1.79%	0.33%

Structure en % de l'ensemble des dépenses réelles						
Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
011 Charges à caractère général	10.04%	11.94%	5.44%	7.20%	8.47%	8.18%
60 Achats (énergies, fournitures)	0.29%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
61 Services extérieurs (prestations de service, locations, entretien, maintenance)	2.45%	4.06%	0.59%	0.34%	1.11%	0.48%
62 Autres services extérieurs (honoraires, annonces, transports, affranchissements)	0.88%	1.39%	1.08%	0.00%	0.72%	0.97%
63 Impôts, taxes et versements assimilés	6.41%	6.49%	3.77%	6.86%	6.64%	6.73%
012 Charges de personnel	40.26%	40.49%	23.57%	38.76%	34.18%	34.61%
65 Autres charges de gestion courante	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
Total des dépenses de gestion courante	50.29%	52.42%	29.01%	45.95%	42.65%	42.79%
66 Charges financières	49.71%	47.58%	70.99%	54.05%	57.35%	57.21%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%

Structure des dépenses réelles de fonctionnement 2019 - Service de l'Eau



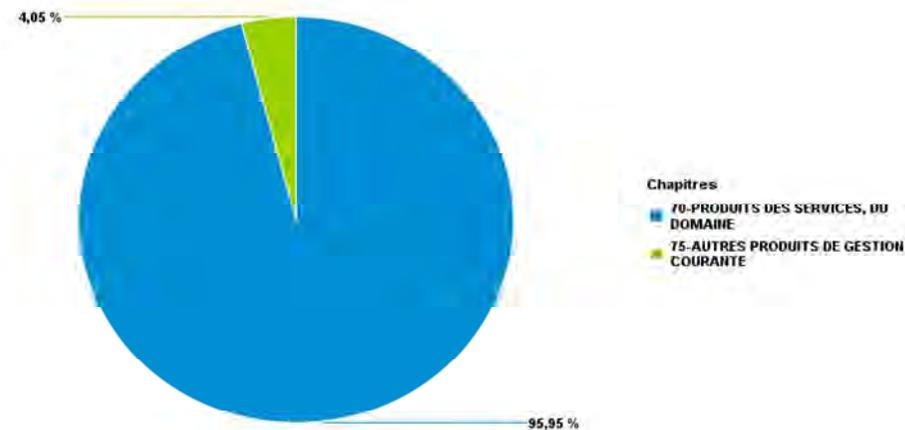
Evolution des recettes réelles de fonctionnement 2014-2019

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolut° 2014 2015	Evolut° 2015 2016	Evolut° 2016 2017	Evolut° 2017 2018	Evolut° 2018 2019	Evolut° moy annuelle 2014 2019
70 Produits des services	379 126	355 402	563 891	537 318	453 523	510 706	-6.26%	58.66%	-4.71%	-15.60%	12.61%	6.94%
75 Autres produits de gestion courante	15 123	20 305	20 375	20 611	21 072	21 546	34.27%	0.34%	1.16%	2.24%	2.25%	8.49%
Total recettes de gestion courante	394 249	375 707	584 266	557 929	474 595	532 252	-4.70%	55.51%	-4.51%	-14.94%	12.15%	7.00%
76 Produits financiers			179 879						-100.00%			
77 Produits exceptionnels		10 495	641	5 119				-93.89%	698.60%	-100.00%		
Total des recettes réelles de fonctionnement	394 249	386 202	764 786	563 048	474 595	532 252	-2.04%	98.03%	-26.38%	-15.71%	12.15%	7.00%

Structure en % de l'ensemble des recettes réelles

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
70 Produits des services	96.16%	92.02%	73.73%	95.43%	95.56%	95.95%
75 Autres produits de gestion courante	3.84%	5.26%	2.66%	3.66%	4.44%	4.05%
Total recettes de gestion courante	100.00%	97.28%	76.40%	99.09%	100.00%	100.00%
76 Produits financiers			23.52%			
77 Produits exceptionnels		2.72%	0.08%	0.91%		
Total des recettes réelles de fonctionnement	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%

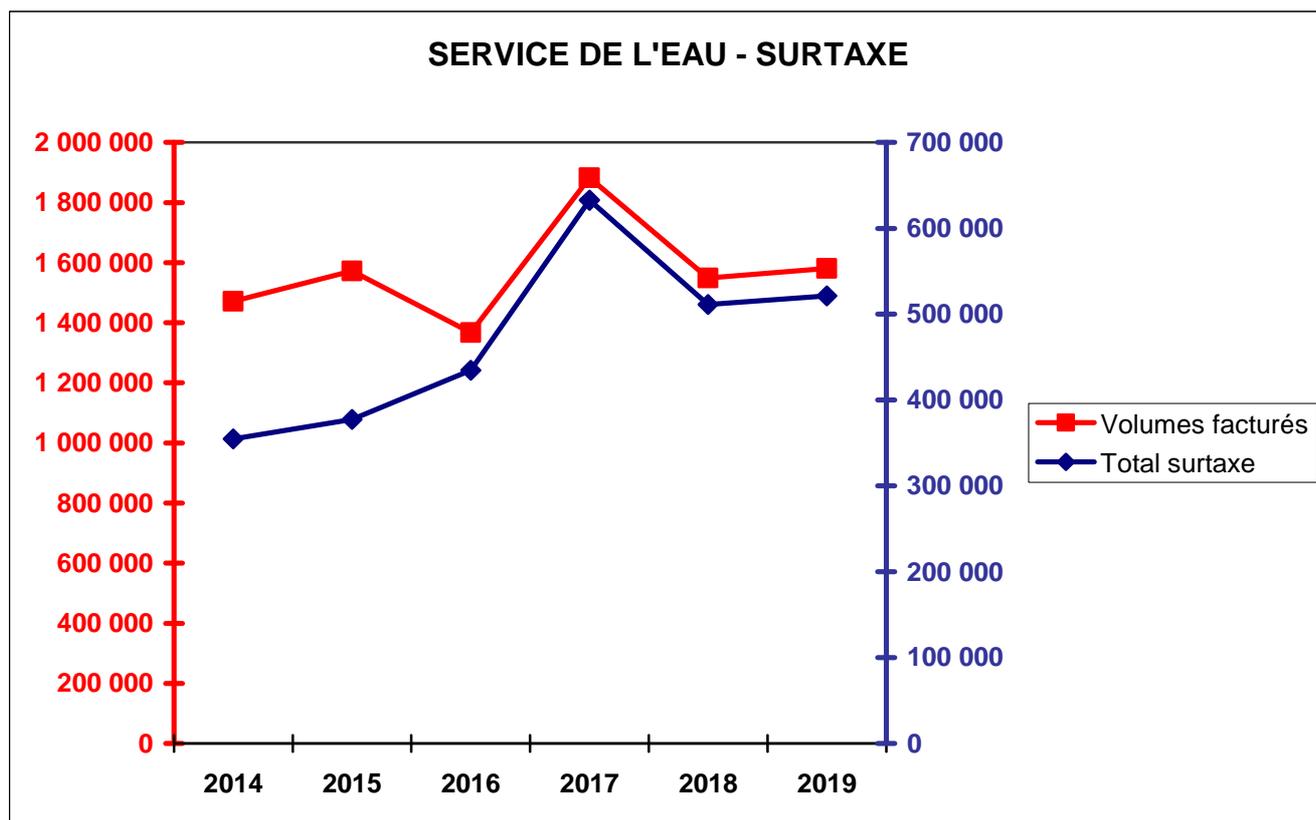
Structure des recettes réelles de fonctionnement 2019 - Service de l'Eau



Service de l'Eau – Surtaxe et volumes d'eau facturés

SERVICE DE L'EAU - SURTAXE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
VOLUMES FACTURES						
1er Semestre	677 999	669 712	456 008	732 741	338 231	326 778
2ème Semestre	793 090	902 636	911 188	1 148 787	1 210 754	1 253 672
Volumes facturés	1 471 089	1 572 348	1 367 196	1 881 528	1 548 985	1 580 450
SURTAXE						
1er Semestre	154 666.36	155 269.80	141 710.72	244 666.70	115 590.01	115 077.45
2ème Semestre	200 131.81	222 180.52	292 651.12	387 933.20	395 628.77	406 379.22
Total surtaxe	354 798.17	377 450.32	434 361.84	632 599.90	511 218.78	521 456.67

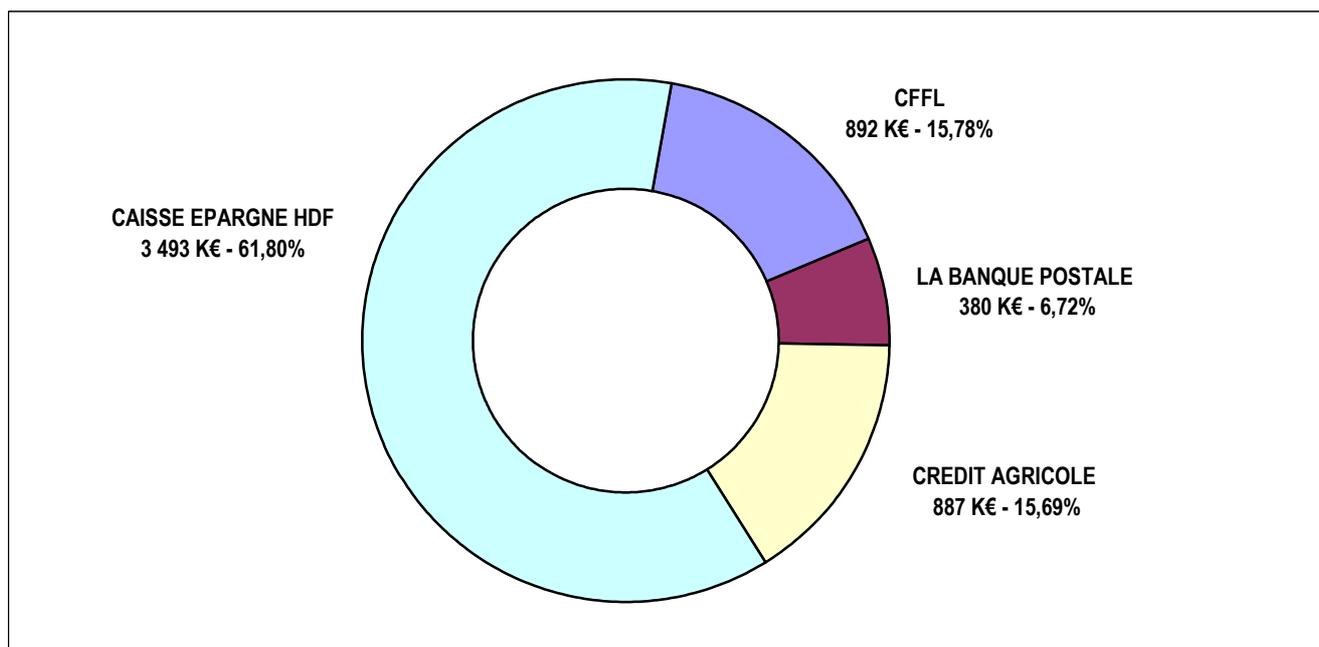


Etat d'endettement du service de l'Eau

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Annuité de la dette	216 755	216 718	347 710	345 535	343 973	409 139	431 410
Capital	84 217	87 730	191 391	195 205	199 180	256 571	283 237
Intérêts	132 538	128 988	156 319	150 330	144 793	152 568	148 173
Encours de la dette au 31/12/N	3 069 841	4 982 111	4 790 720	4 595 515	5 461 335	5 651 763	5 368 526

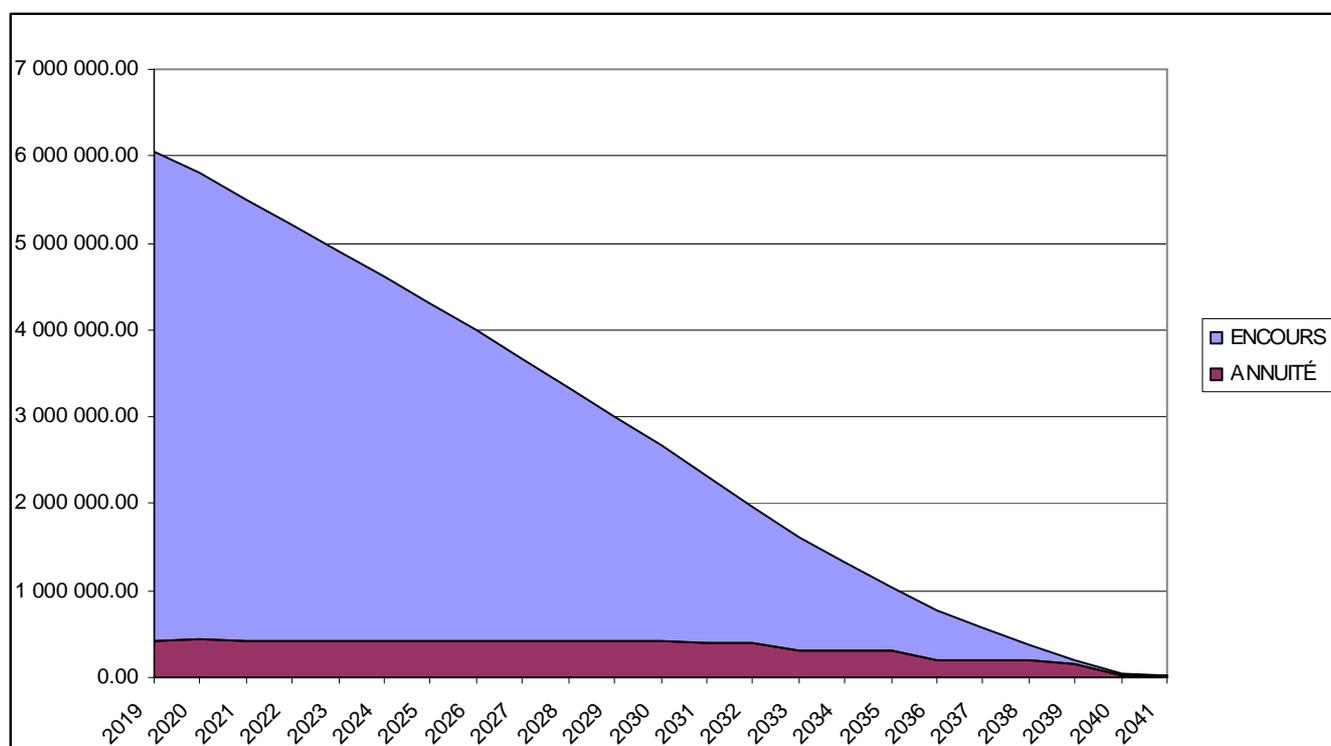
La structure de la dette pour le service de l'Eau au 1^{er} janvier 2020 est composée de 8 contrats de prêts dont 2 contrats à taux variables indexés sur le Livret A.

Répartition de l'encours de la dette au 31/12 par prêteur



Profil d'extinction de la dette

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2019	256 571.41	152 567.73	409 139.14	5 651 763.36
2020	283 237.10	148 172.86	431 409.96	5 368 526.26
2021	287 734.23	137 344.58	425 078.81	5 080 792.03
2022	292 420.45	130 570.26	422 990.71	4 788 371.58
2023	297 303.83	123 596.81	420 900.64	4 491 067.75
2024	302 392.64	118 589.67	420 982.31	4 188 675.11
2025	307 695.64	113 455.86	421 151.50	3 880 979.47
2026	313 221.84	105 528.42	418 750.26	3 567 757.63
2027	318 980.78	97 365.99	416 346.77	3 248 776.85
2028	324 982.25	89 078.57	414 060.82	2 923 794.60
2029	331 236.58	80 295.96	411 532.54	2 592 558.02
2030	337 754.47	71 367.12	409 121.59	2 254 803.55
2031	344 547.10	62 160.89	406 707.99	1 910 256.45
2032	351 626.05	52 744.04	404 370.09	1 558 630.40
2033	268 976.98	42 868.59	311 845.57	1 289 653.42
2034	272 866.69	36 556.58	309 423.27	1 016 786.73
2035	276 920.50	30 077.33	306 997.83	739 866.23
2036	181 145.48	23 457.39	204 602.87	558 720.75
2037	185 548.90	17 855.55	203 404.45	373 171.85
2038	190 138.41	12 097.80	202 236.21	183 033.44
2039	141 672.03	6 142.32	147 814.35	41 361.41
2040	20 324.00	1 451.79	21 775.79	21 037.41
2041	21 037.41	738.38	21 775.79	0.00
TOTAL	5 908 334.77	1 654 084.49	7 562 419.26	



Les dépenses réelles d'investissement 2014-2019 - Service de l'Eau

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
1641	EMPRUNTS EN EUROS	84 217.07	87 730.18	191 390.82	195 205.20	199 179.80	256 571.41
1687	AUTRES DETTES						1 218.00
16 - Emprunts et dettes assimilées		84 217.07	87 730.18	191 390.82	195 205.20	199 179.80	257 789.41
		2014	2015	2016	2017	2018	2019
2031	FRAIS D'ETUDES	12 880.70	3 240.00				
20 - Immobilisations incorporelles		12 880.70	3 240.00	0.00	0.00	0.00	0.00
		2014	2015	2016	2017	2018	2019
2111	TERRAINS NUS						44 588.00
2128	AUTRES TERRAINS				3 815.73		9 841.87
21351	BATIMENTS D'EXPLOITATION	190.49	16 719.61		5 976.00		7 279.78
21531	RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU	785 435.46	748 376.58	854 461.11	633 381.33	285 863.50	480 025.67
21561	SERVICE DE DISTRIBUTION				1 784.33		
21 - Immobilisations corporelles		785 625.95	765 096.19	854 461.11	644 957.39	285 863.50	541 735.32
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT		882 723.72	856 066.37	1 045 851.93	840 162.59	485 043.30	799 524.73

Les recettes réelles d'investissement 2014-2019 - Service de l'Eau

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
1068	AUTRES RESERVES	9 651.35	11 527.02		180 597.58	158 990.14	
	10 - Dotations, fonds divers et réserves	9 651.35	11 527.02	0.00	180 597.58	158 990.14	0.00
13111	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX - AGENCE DE L'EAU	16 266.00	10 446.00		22 356.00	11 317.00	
	13 - Subventions d'investissement	16 266.00	10 446.00	0.00	22 356.00	11 317.00	0.00
1641	EMPRUNTS EN EUROS		2 000 000.00			1 065 000.00	447 000.00
1687	AUTRES DETTES				12 180.00	36 390.00	
	16 - Emprunts et dettes assimilées	0.00	2 000 000.00	0.00	12 180.00	1 101 390.00	447 000.00
2762	CREANCE SUR TRANSFERT DE DROITS A DEDUCTION DE TVA	132 730.16	128 040.38	142 410.19	107 492.89	47 643.93	82 857.89
	27 - Autres immobilisations financières	132 730.16	128 040.38	142 410.19	107 492.89	47 643.93	82 857.89
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT		158 647.51	2 150 013.40	142 410.19	322 626.47	1 319 341.07	529 857.89



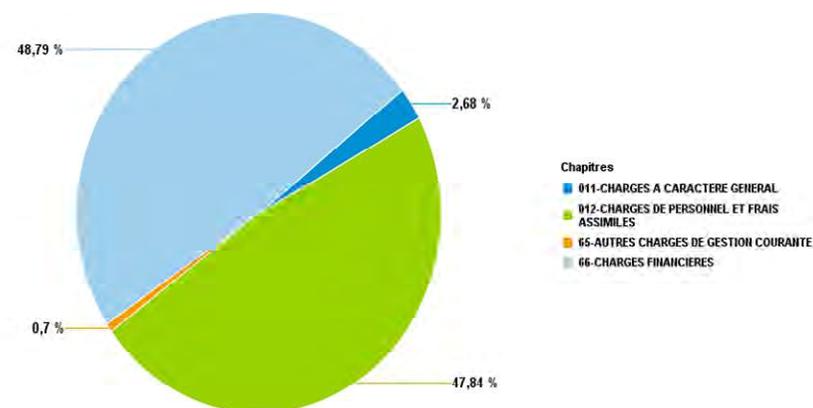
LE SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement 2014-2019

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolut° 2014 2015	Evolut° 2015 2016	Evolut° 2016 2017	Evolut° 2017 2018	Evolut° 2018 2019	Evolut° moy annuelle 2014 2019
011 Charges à caractère général	31 588	39 637	25 541	7 350	5 302	6 327	25,48%	-35,56%	-71,22%	-27,86%	19,33%	-15,99%
60 Achats (énergies, fournitures)	153	40	268	186	342	50	-73,86%	570,00%	-30,60%	83,87%	-85,38%	-13,46%
61 Services extérieurs (prestations de service, locations, entretien, maintenance)	28 701	38 703	22 566	5 664	4 960	5 848	34,85%	-41,69%	-74,90%	-12,43%	17,90%	-15,92%
62 Autres services extérieurs (honoraires, annonces, transports, affranchissements)	2 528	894	2 707	1 500		429	-64,64%	202,80%	-44,59%	-100,00%		-16,61%
63 Impôts, taxes et versements assimilés	206						-100,00%					
012 Charges de personnel	127 595	130 597	130 628	118 751	110 664	113 055	2,35%	0,02%	-9,09%	-6,81%	2,16%	-2,28%
65 Autres charges de gestion courante	1 288	1 026	500	2 339	789	1 647	-20,34%	-51,27%	367,80%	-66,27%	108,75%	5,57%
Total des dépenses de gestion courante	160 471	171 260	156 669	128 440	116 755	121 029	6,72%	-8,52%	-18,02%	-9,10%	3,66%	-4,92%
66 Charges financières	143 406	131 846	748 452	84 803	161 325	115 310	-8,06%	467,67%	-88,67%	90,24%	-28,52%	-3,92%
67 Charges exceptionnelles	1 428	2 714	5 291	422			90,06%	94,95%	-92,02%	-100,00%		-20,00%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	305 305	305 820	910 412	213 665	278 080	236 339	0,17%	197,70%	-76,53%	30,15%	-15,01%	-4,52%

Structure en % de l'ensemble des dépenses réelles						
Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
011 Charges à caractère général	10,35%	12,96%	2,81%	3,44%	1,91%	2,68%
60 Achats (énergies, fournitures)	0,05%	0,01%	0,03%	0,09%	0,12%	0,02%
61 Services extérieurs (prestations de service, locations, entretien, maintenance)	9,40%	12,66%	2,48%	2,65%	1,78%	2,47%
62 Autres services extérieurs (honoraires, annonces, transports, affranchissements)	0,83%	0,29%	0,30%	0,70%	0,00%	0,18%
63 Impôts, taxes et versements assimilés	0,07%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
012 Charges de personnel	41,79%	42,70%	14,35%	55,58%	39,80%	47,84%
65 Autres charges de gestion courante	0,42%	0,34%	0,05%	1,09%	0,28%	0,70%
Total des dépenses de gestion courante	52,56%	56,00%	17,21%	60,11%	41,99%	51,21%
66 Charges financières	46,97%	43,11%	82,21%	39,69%	58,01%	48,79%
67 Charges exceptionnelles	0,47%	0,89%	0,58%	0,20%	0,00%	0,00%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Structure des dépenses réelles de fonctionnement 2019 - Service de l'Assainissement



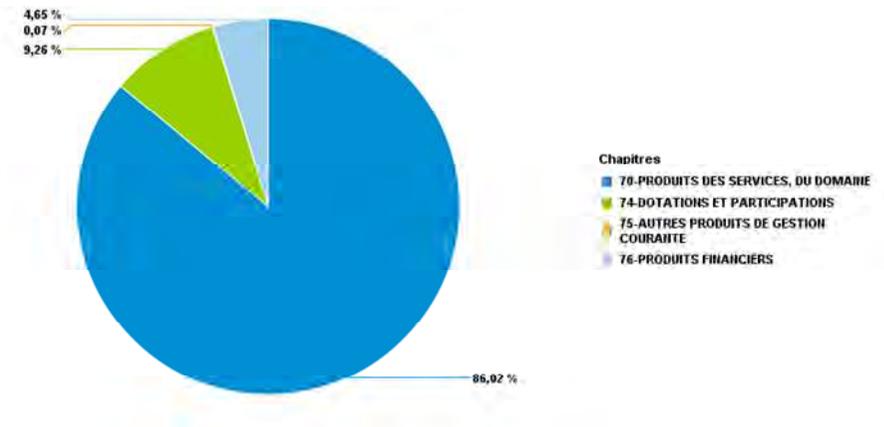
Evolution des recettes réelles de fonctionnement 2014-2019

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolut° 2014 2015	Evolut° 2015 2016	Evolut° 2016 2017	Evolut° 2017 2018	Evolut° 2018 2019	Evolut° moy annuelle 2014 2019
70 Produits des services	601 996	563 974	783 100	416 707	519 329	505 116	-6,32%	38,85%	-46,79%	24,63%	-2,74%	-3,22%
74 Dotations et participations	63 254	117 782	251 110	233 347	176 044	54 349	86,20%	113,20%	-7,07%	-24,56%	-69,13%	-2,82%
75 Autres produits de gestion courante		619	215			434		-65,27%	-100,00%			
Total recettes de gestion courante	665 250	682 375	1 034 425	650 054	695 373	559 899	2,57%	51,59%	-37,16%	6,97%	-19,48%	-3,17%
76 Produits financiers			516 311	27 286	27 286	27 286			-94,72%	0,00%	0,00%	
Total des recettes réelles de fonctionnement	665 250	682 375	1 550 736	677 340	722 659	587 185	2,57%	127,26%	-56,32%	6,69%	-18,75%	-2,35%

Structure en % de l'ensemble des recettes réelles

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
70 Produits des services	90,49%	82,65%	50,50%	61,52%	71,86%	86,02%
74 Dotations et participations	9,51%	17,26%	16,19%	34,45%	24,36%	9,26%
75 Autres produits de gestion courante	0,00%	0,09%	0,01%	0,00%	0,00%	0,07%
Total recettes de gestion courante	100,00%	100,00%	66,71%	95,97%	96,22%	95,35%
76 Produits financiers	0,00%	0,00%	33,29%	4,03%	3,78%	4,65%
Total des recettes réelles de fonctionnement	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

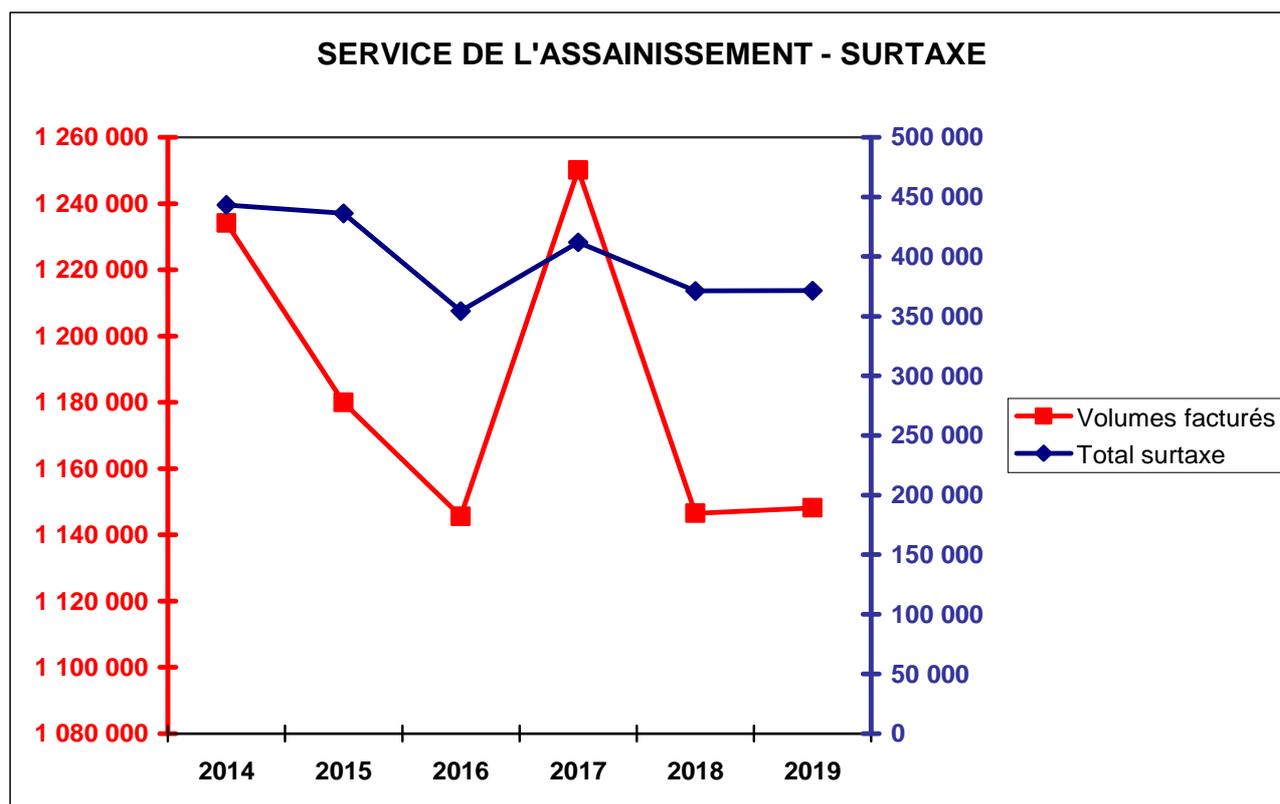
Structure des recettes réelles de fonctionnement 2019 - Service de l'Assainissement



Service de l'Assainissement – Surtaxe et volumes d'eau facturés

SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - SURTAXE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
VOLUMES FACTURES						
1er Semestre	514 600	430 654	387 256	433 343	375 371	369 852
2ème Semestre	719 564	749 233	758 314	816 778	771 091	778 246
Volumes facturés	1 234 164	1 179 887	1 145 570	1 250 121	1 146 462	1 148 098
SURTAXE						
1er Semestre	191 215.66	159 232.15	116 918.17	151 320.95	123 576.21	121 459.67
2ème Semestre	252 087.85	277 095.97	237 314.82	260 727.26	247 686.06	250 078.89
Total surtaxe	443 303.51	436 328.12	354 232.99	412 048.21	371 262.27	371 538.56

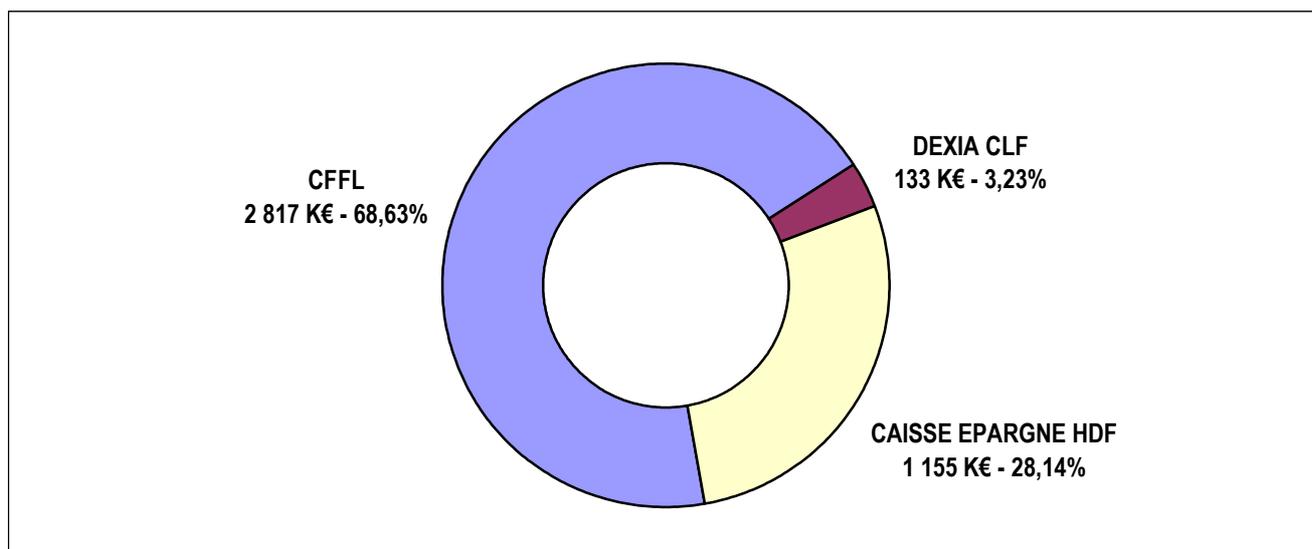


Etat d'endettement du service de l'Assainissement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Annuité de la dette	304 631	303 148	298 898	299 683	360 571	360 784	361 629
Capital	156 898	164 907	162 280	180 918	233 506	240 971	248 779
Intérêts	147 733	138 241	136 618	118 765	127 065	119 813	112 850
Encours de la dette au 31/12/N	3 559 003	3 394 097	3 760 843	4 579 926	4 346 420	4 105 449	3 856 670

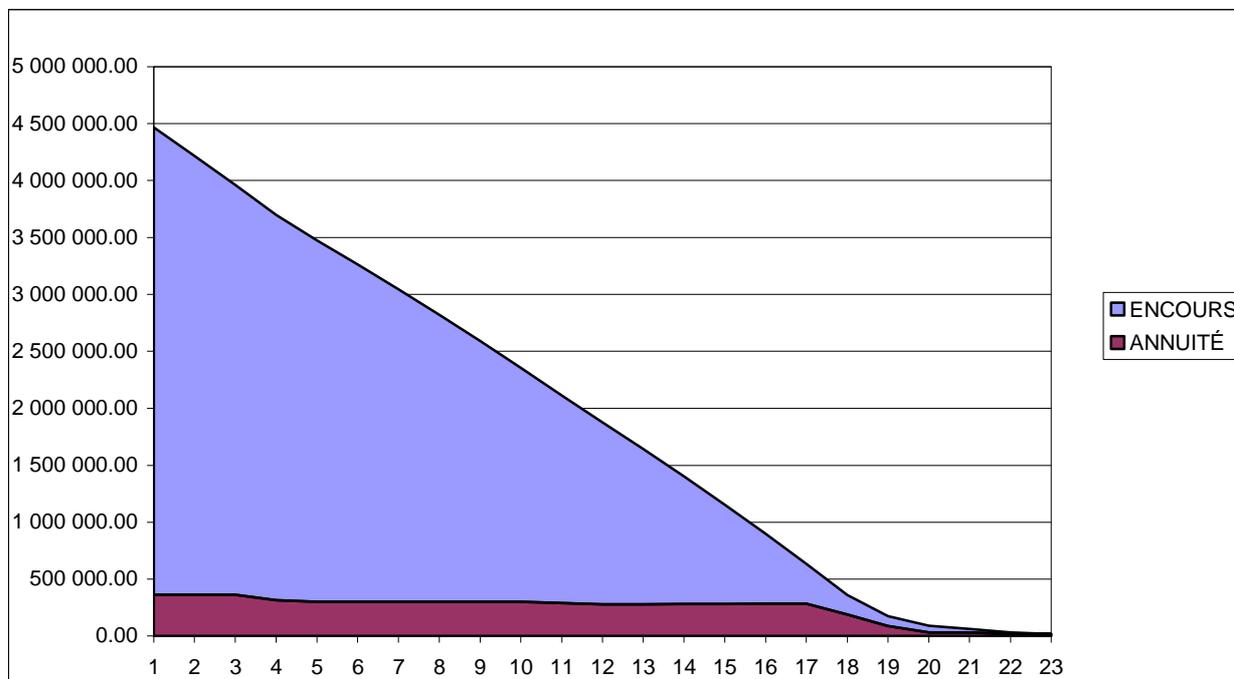
La structure de la dette pour le service de l'Assainissement au 1^{er} janvier 2020 est composée de 6 contrats de prêts dont 1 contrat à taux indexé sur le Livret A.

Répartition de l'encours de la dette au 31/12 par prêteur



Profil d'extinction de la dette

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2019	240 970.87	119 812.70	360 783.57	4 105 448.93
2020	248 779.07	112 450.10	361 229.17	3 856 669.86
2021	256 947.37	104 568.35	361 515.72	3 599 722.49
2022	217 534.92	96 899.25	314 434.17	3 382 187.57
2023	206 171.44	94 093.00	300 264.44	3 176 016.13
2024	211 916.91	88 563.69	300 480.60	2 964 099.22
2025	217 891.13	82 693.96	300 585.09	2 746 208.09
2026	224 103.89	76 594.09	300 697.98	2 521 104.20
2027	230 565.57	70 393.64	300 959.21	2 291 538.63
2028	237 286.91	64 086.20	301 373.11	2 054 251.72
2029	230 733.88	57 455.89	288 189.77	1 823 517.84
2030	225 791.65	50 979.89	276 771.54	1 597 726.19
2031	233 361.61	44 743.99	278 105.60	1 364 364.58
2032	241 239.41	38 327.51	279 566.92	1 123 125.17
2033	249 438.51	31 599.41	281 037.92	873 686.66
2034	257 972.90	24 604.47	282 577.37	615 713.76
2035	266 857.38	17 379.70	284 237.08	348 856.38
2036	179 351.92	9 890.70	189 242.62	169 504.46
2037	82 262.21	4 960.80	87 223.01	87 242.25
2038	27 593.55	3 238.61	30 832.16	59 648.70
2039	28 627.57	2 183.61	30 811.18	31 021.13
2040	15 243.00	1 088.84	16 331.84	15 778.13
2041	15 778.13	553.71	16 331.84	0.00
TOTAL	4 346 419.80	1 197 162.11	5 543 581.91	



Les dépenses réelles d'investissement 2014-2019 - Service de l'Assainissement

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
1641	EMPRUNTS EN EUROS	156 898.01	164 906.78	162 279.84	180 917.83	233 505.78	240 970.87
1678	AUTRES EMPRUNTS & DETTES ASSORTIES DE CONDITIONS PARTICULIERES	23 050.81	24 081.68	29 281.68	31 547.28	34 073.20	44 739.70
16 - Emprunts et dettes assimilées		179 948.82	188 988.46	191 561.52	212 465.11	267 578.98	285 710.57

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
21532	RESEAUX D'ASSAINISSEMENT	1 627 266.50	699 275.24	1 056 707.48	751 434.38	655 087.05	653 975.32
2154	MATERIEL INDUSTRIEL	1 037.40	13 800.00				
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	5 919.73					
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE			461.80			
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER		3 422.40				
21 - Immobilisations corporelles		1 634 223.63	716 497.64	1 057 169.28	751 434.38	655 087.05	653 975.32

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
238	AVANCES ET ACOMPTE VERSES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS CORPORELLES	154 129.20	137 244.05	136 174.32	34 793.37	112 321.19	113 340.16
23 - Immobilisations en cours		154 129.20	137 244.05	136 174.32	34 793.37	112 321.19	113 340.16

TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT		1 968 301.65	1 042 730.15	1 384 905.12	998 692.86	1 034 987.22	1 053 026.05
--	--	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	---------------------	---------------------

Les recettes réelles d'investissement 2014-2019 - Service de l'Assainissement

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
1068	AUTRES RESERVES	1 494 218.50	32 634.98	674 186.12	668 557.63		148 301.57
	10 - Dotations, fonds divers et réserves	1 494 218.50	32 634.98	674 186.12	668 557.63	0.00	148 301.57
13111	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX - AGENCE DE L'EAU	84 254.63	41 427.45	12 500.00	145 682.56	70 875.00	18 000.00
	13 - Subventions d'investissement	84 254.63	41 427.45	12 500.00	145 682.56	70 875.00	18 000.00
1641	EMPRUNTS EN EUROS				1 000 000.00		
1678	AUTRES EMPRUNTS & DETTES ASSORTIES DE CONDITIONS PARTICULIERES	105 000.00	76 883.23		269 945.10	141 750.00	36 000.00
	16 - Emprunts et dettes assimilées	105 000.00	76 883.23	0.00	1 269 945.10	141 750.00	36 000.00
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 403.68	58 439.26	35 107.96	204 051.03	73 853.87	17 861.42
	23 - Immobilisations en cours	13 403.68	58 439.26	35 107.96	204 051.03	73 853.87	17 861.42
2762	CREANCE SUR TRANSFERT DE DROITS A DEDUCTION DE TVA	267 925.01	109 106.01	170 266.60	91 230.55	96 872.19	106 018.98
	27 - Autres immobilisations financières	267 925.01	109 106.01	170 266.60	91 230.55	96 872.19	106 018.98
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT		1 964 801.82	318 490.93	892 060.68	2 379 466.87	383 351.06	326 181.97



PARC D'ACTIVITES DES DEUX VALLEES

En 2019, aucune écriture comptable n'a été passée. Début 2020, la Ville a vendu 2 parcelles de terrains d'une surface totale de 5 446 m².

Le tableau ci-dessous récapitule les surfaces vendues depuis la création du budget « Parc d'activités des 2 vallées ».

ANNEE	SURFACE DES PARCELLES VENDUES (M²)
2001	15 210
2002	9 788
2004	13 972
2005	64 204
2006	41 133
2007	12 308
2008	20 768
2009	8 101
2010	6 372
2013	2 650
2016	2 360
2017	2 317
2020	5 446
TOTAL EN M²	204 629



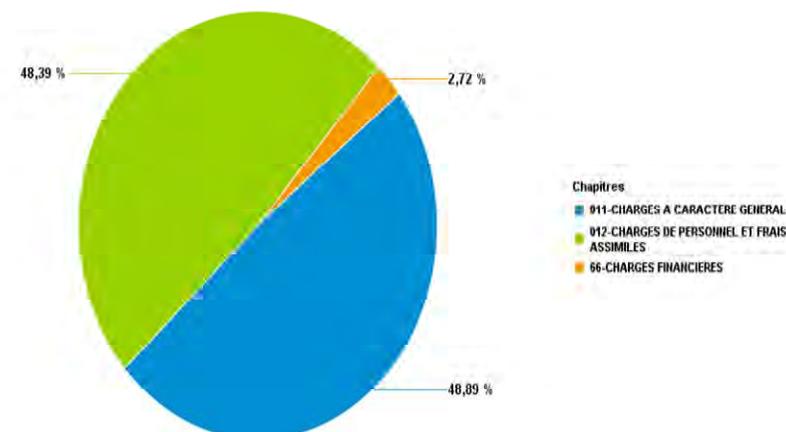
CINEMA LE REX

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement 2014-2019

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evoluf 2014 2015	Evoluf 2015 2016	Evoluf 2016 2017	Evoluf 2017 2018	Evoluf 2018 2019	Evoluf moy annuelle 2014 2019
011 Charges à caractère général	5 674	5 479	6 031	5 041	61 705	105 112	-3.44%	10.07%	-16.42%	1124.06%	70.35%	350.50%
60 Achats (énergies, fournitures)					13 463	17 065					26.75%	
61 Services extérieurs (prestations de service, locations, entretien, maintenance)	1 273	1 066	1 532	589	41 371	75 428	-16.26%	43.71%	-61.55%	6923.94%	82.32%	1165.04%
62 Autres services extérieurs (honoraires, annonces, transports, affranchissements)	157	75	116	50	2 376	3 154	-52.23%	54.67%	-56.90%	4652.00%	32.74%	381.78%
63 Impôts, taxes et versements assimilés	4 244	4 338	4 383	4 402	4 495	9 465	2.21%	1.04%	0.43%	2.11%	110.57%	24.60%
012 Charges de personnel					46 920	104 037					121.73%	
65 Autres charges de gestion courante	0		0	0	0	1						
Total des dépenses de gestion courante	5 674	5 479	6 031	5 041	108 625	209 150	-3.44%	10.07%	-16.42%	2054.83%	92.54%	717.22%
66 Charges financières	9 064	7 932	53 165	6 796	6 324	5 845	-12.49%	570.26%	-87.22%	-6.95%	-7.57%	-7.10%
67 Charges exceptionnelles					40 000							
Total des dépenses réelles de fonctionnement	14 738	13 411	59 196	11 837	154 949	214 995	-9.00%	341.40%	-80.00%	1209.02%	38.75%	271.76%

Structure en % de l'ensemble des dépenses réelles						
Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
011 Charges à caractère général	38.50%	40.85%	10.19%	42.59%	39.82%	48.89%
60 Achats (énergies, fournitures)	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	8.69%	7.94%
61 Services extérieurs (prestations de service, locations, entretien, maintenance)	8.64%	7.95%	2.59%	4.98%	26.70%	35.08%
62 Autres services extérieurs (honoraires, annonces, transports, affranchissements)	1.07%	0.56%	0.20%	0.42%	1.53%	1.47%
63 Impôts, taxes et versements assimilés	28.80%	32.35%	7.40%	37.19%	2.90%	4.40%
012 Charges de personnel	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	30.28%	48.39%
65 Autres charges de gestion courante	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
Total des dépenses de gestion courante	38.50%	40.85%	10.19%	42.59%	70.10%	97.28%
66 Charges financières	61.50%	59.15%	89.81%	57.41%	4.08%	2.72%
67 Charges exceptionnelles	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	25.81%	0.00%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%

Structure des dépenses réelles de fonctionnement 2019 - Cinéma le Rex



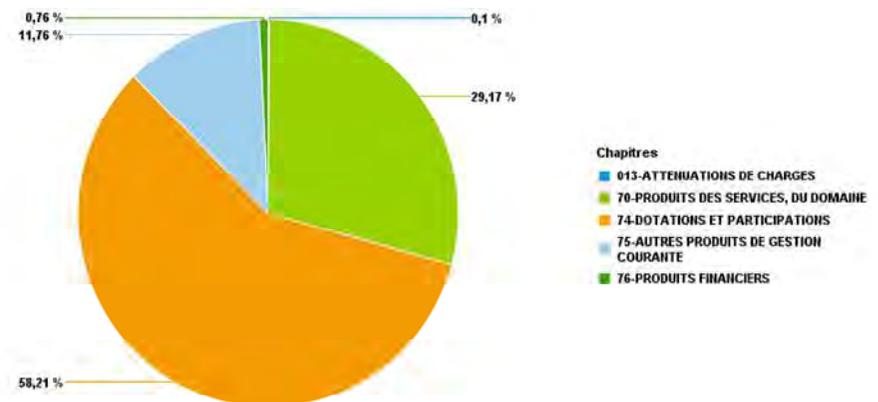
Evolution des recettes réelles de fonctionnement 2014-2019

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolut° 2014 2015	Evolut° 2015 2016	Evolut° 2016 2017	Evolut° 2017 2018	Evolut° 2018 2019	Evolut° moy annuelle 2014 2019
013 Atténuations de charges					44	242					450.00%	
70 Produits des services					35 127	73 273					108.59%	
74 Dotations et participations	39 700	26 100		3 000	132 641	146 226	-34.26%	-100.00%		4321.37%	10.24%	53.67%
75 Autres produits de gestion courante	19 789	21 311	56 012	45 555	26 869	29 538	7.69%	162.83%	-18.67%	-41.02%	9.93%	9.85%
Total recettes de gestion courante	59 489	47 411	56 012	48 555	194 681	249 279	-20.30%	18.14%	-13.31%	300.95%	28.04%	63.81%
76 Produits financiers			31 445	1 906	1 906	1 906			-93.94%	0.00%	0.00%	
Total des recettes réelles de fonctionnement	59 489	47 411	87 457	50 461	196 587	251 185	-20.30%	84.47%	-42.30%	289.58%	27.77%	64.45%

Structure en % de l'ensemble des recettes réelles

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
013 Atténuations de charges	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.02%	0.10%
70 Produits des services	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	17.87%	29.17%
74 Dotations et participations	66.74%	55.05%	0.00%	5.95%	67.47%	58.21%
75 Autres produits de gestion courante	33.26%	44.95%	64.05%	90.28%	13.67%	11.76%
Total recettes de gestion courante	100.00%	100.00%	64.05%	96.22%	99.03%	99.24%
76 Produits financiers	0.00%	0.00%	35.95%	3.78%	0.97%	0.76%
Total des recettes réelles de fonctionnement	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%

Structure des recettes réelles de fonctionnement 2019 - Cinéma le Rex

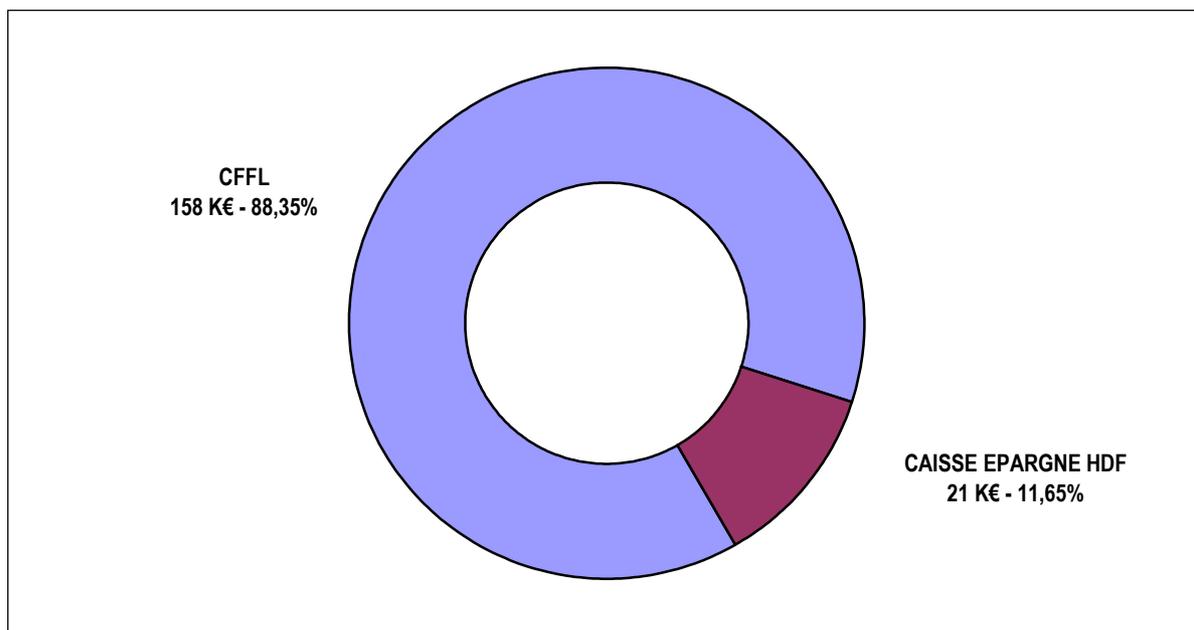


Etat d'endettement du Budget Cinéma le Rex

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Annuité de la dette	22 005	21 735	20 467	20 011	19 958	19 907	19 869
Capital	12 664	13 289	12 633	13 032	13 447	13 880	14 330
Intérêts	9 341	8 446	7 834	6 979	6 511	6 027	5 539
Encours de la dette au 31/12/N	200 980	187 691	218 984	205 952	192 505	178 625	164 295

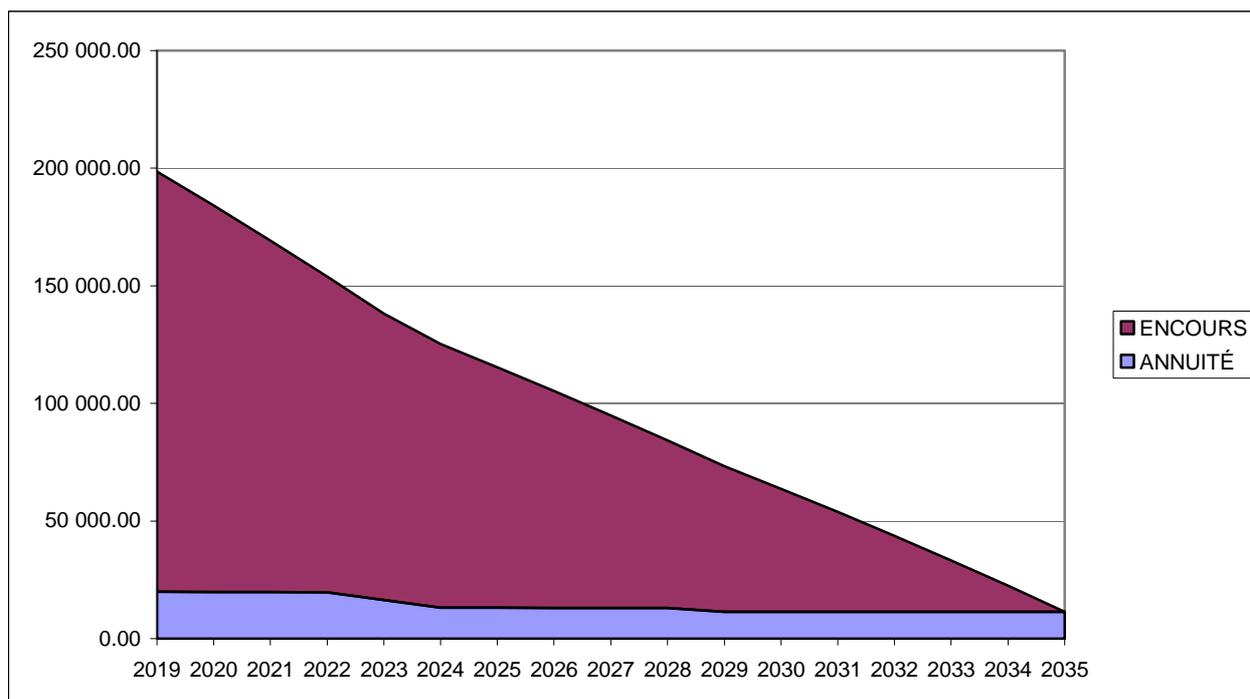
La structure de la dette pour le Cinéma le Rex au 1^{er} janvier 2020 est composée de 2 contrats de prêts à taux fixe.

Répartition de l'encours de la dette au 31/12 par prêteur



Profil d'extinction de la dette

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2019	13 879.79	6 027.09	19 906.88	178 625.20
2020	14 330.11	5 538.95	19 869.06	164 295.09
2021	14 799.02	5 007.69	19 806.71	149 496.07
2022	15 287.32	4 470.97	19 758.29	134 208.75
2023	12 542.81	3 933.85	16 476.66	121 665.94
2024	9 594.25	3 611.85	13 206.10	112 071.69
2025	9 833.48	3 317.94	13 151.42	102 238.21
2026	10 081.09	3 026.82	13 107.91	92 157.12
2027	10 337.38	2 728.35	13 065.73	81 819.74
2028	10 602.62	2 428.96	13 031.58	71 217.12
2029	9 269.95	2 108.42	11 378.37	61 947.17
2030	9 554.09	1 833.98	11 388.07	52 393.08
2031	9 848.17	1 551.14	11 399.31	42 544.91
2032	10 152.56	1 263.02	11 415.58	32 392.35
2033	10 467.58	959.00	11 426.58	21 924.77
2034	10 793.65	649.10	11 442.75	11 131.12
2035	11 131.12	329.54	11 460.66	0.00
TOTAL	192 504.99	48 786.67	241 291.66	





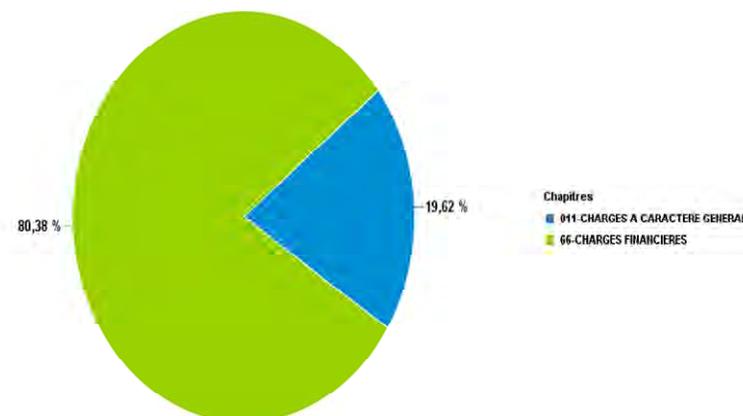
MARCHE COUVERT

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement 2014-2019

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolut° 2014 2015	Evolut° 2015 2016	Evolut° 2016 2017	Evolut° 2017 2018	Evolut° 2018 2019	Evolut° moy annuelle 2014 2019
011 Charges à caractère général	4 960	4 683	4 524	5 092	5 847	4 772	-5.58%	-3.40%	12.56%	14.83%	-18.39%	-0.76%
60 Achats (énergies, fournitures)	390	115	219	634	1 270		-70.51%	90.43%	189.50%	100.32%	-100.00%	-20.00%
61 Services extérieurs (prestations de service, locations, entretien, maintenance)	1 209	1 133	834	798	690	756	-6.29%	-26.39%	-4.32%	-13.53%	9.57%	-7.49%
63 Impôts, taxes et versements assimilés	3 361	3 435	3 471	3 660	3 887	4 016	2.20%	1.05%	5.45%	6.20%	3.32%	3.90%
Total des dépenses de gestion courante	4 960	4 683	4 524	5 092	5 847	4 772	-5.58%	-3.40%	12.56%	14.83%	-18.39%	-0.76%
66 Charges financières	26 738	25 430	23 996	22 629	21 125	19 550	-4.89%	-5.64%	-5.70%	-6.65%	-7.46%	-5.38%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	31 698	30 113	28 520	27 721	26 972	24 322	-5.00%	-5.29%	-2.80%	-2.70%	-9.83%	-4.65%

Structure en % de l'ensemble des dépenses réelles						
Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
011 Charges à caractère général	15.65%	15.55%	15.86%	18.37%	21.68%	19.62%
60 Achats (énergies, fournitures)	1.23%	0.38%	0.77%	2.29%	4.71%	0.00%
61 Services extérieurs (prestations de service, locations, entretien, maintenance)	3.81%	3.76%	2.92%	2.88%	2.56%	3.11%
63 Impôts, taxes et versements assimilés	10.60%	11.41%	12.17%	13.20%	14.41%	16.51%
Total des dépenses de gestion courante	15.65%	15.55%	15.86%	18.37%	21.68%	19.62%
66 Charges financières	84.35%	84.45%	84.14%	81.63%	78.32%	80.38%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%

Structure des dépenses réelles de fonctionnement 2019 - Marché couvert



En 2019, outre les intérêts de la dette, les dépenses à caractère général comprennent la taxe foncière et l'assurance du bâtiment.

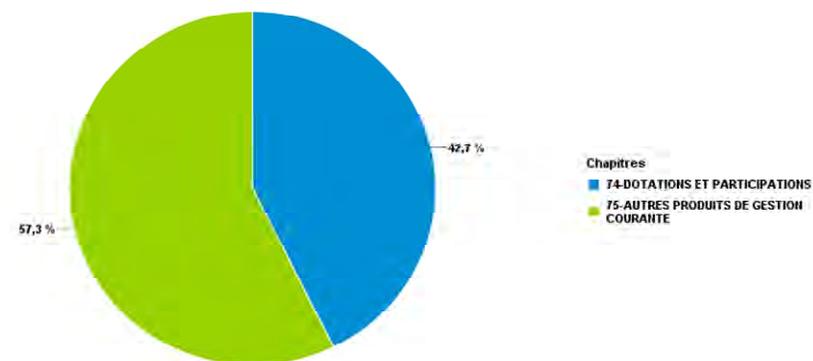
Evolution des recettes réelles de fonctionnement 2014-2019

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolut° 2014 2015	Evolut° 2015 2016	Evolut° 2016 2017	Evolut° 2017 2018	Evolut° 2018 2019	Evolut° moy annuelle 2014 2019
74 Dotations et participations	30 600	30 200	28 600	27 500	27 500	24 500	-1.31%	-5.30%	-3.85%	0.00%	-10.91%	-3.99%
75 Autres produits de gestion courante	32 876	32 876	32 876	33 476	32 876	32 876	0.00%	0.00%	1.83%	-1.79%	0.00%	0.00%
Total des recettes réelles de fonctionnement	63 476	63 076	61 476	60 976	60 376	57 376	-0.63%	-2.54%	-0.81%	-0.98%	-4.97%	-1.92%

Structure en % de l'ensemble des recettes réelles

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
74 Dotations et participations	48.21%	47.88%	46.52%	45.10%	45.55%	42.70%
75 Autres produits de gestion courante	51.79%	52.12%	53.48%	54.90%	54.45%	57.30%
Total des recettes réelles de fonctionnement	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%

Structure des recettes réelles de fonctionnement 2019 - Marché couvert



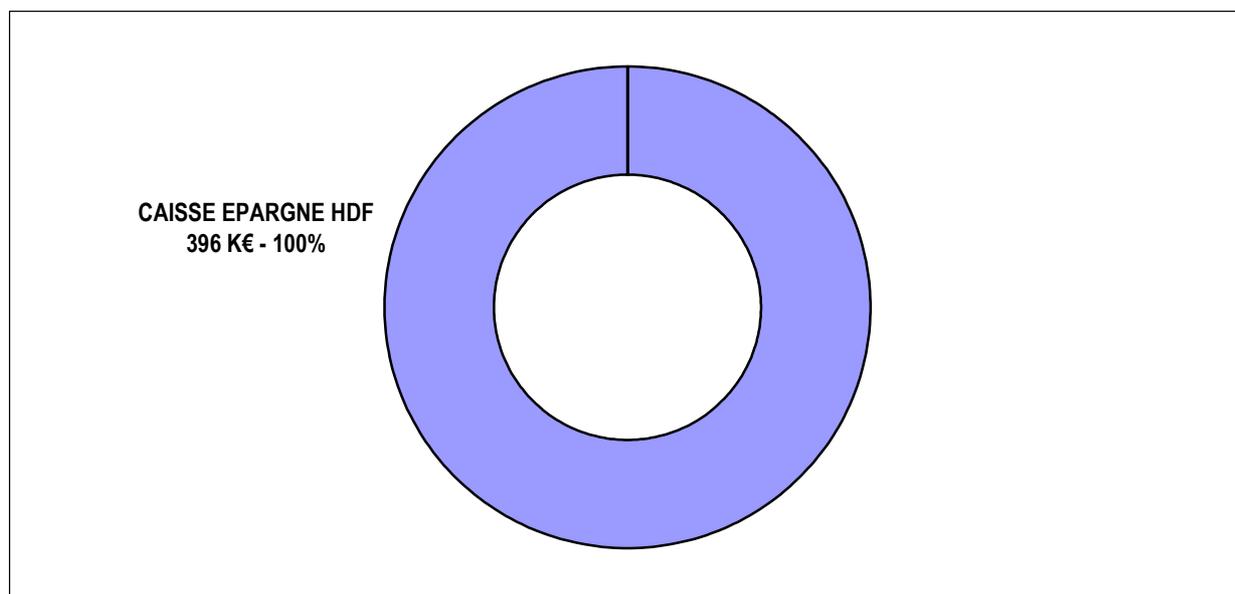
En 2019, les recettes comprennent la subvention d'équilibre de la Ville à hauteur de 24 500 € et la redevance du fermier pour 32 876 €.

Etat d'endettement du Budget Marché couvert

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Annuité de la dette	54 135	54 134					
Capital	27 375	28 682	30 051	31 485	32 988	34 563	36 212
Intérêts	26 760	25 453	24 084	22 650	21 147	19 572	17 922
Encours de la dette au 31/12/N	553 357	524 675	494 624	463 138	430 151	395 588	359 375

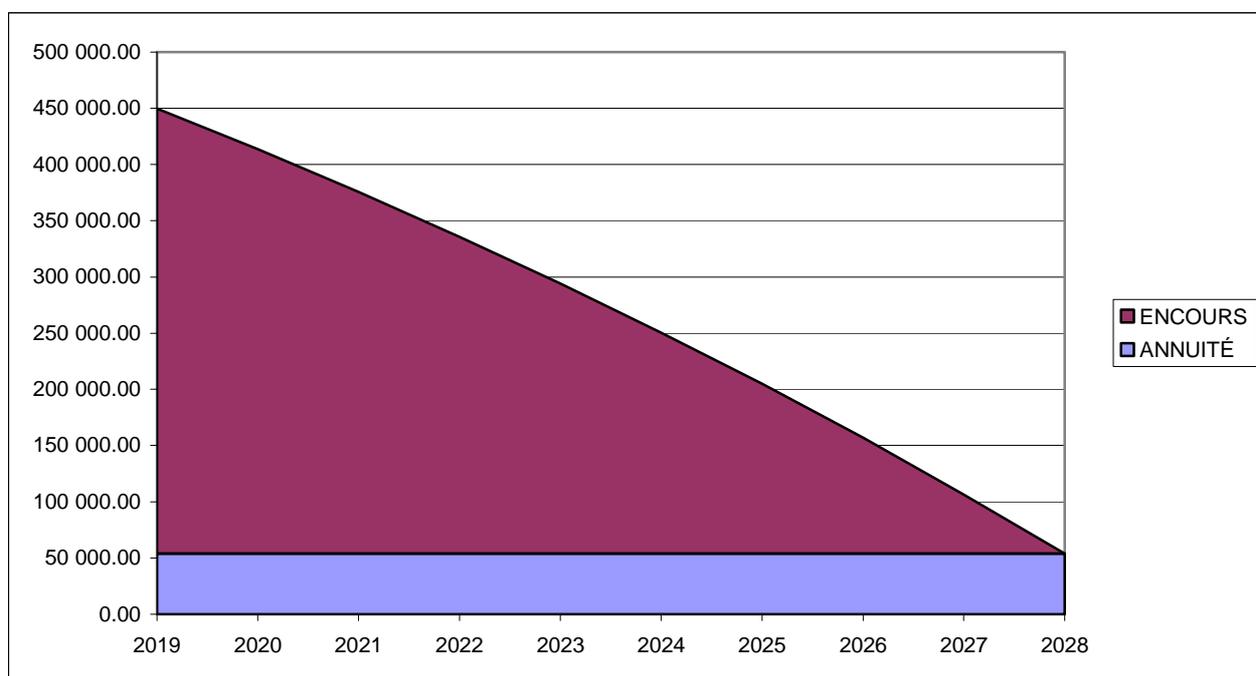
La structure de la dette pour le Marché couvert au 1^{er} janvier 2020 est composée d'un contrat de prêt à taux fixe.

Répartition de l'encours de la dette au 31/12 par prêteur



Profil d'extinction de la dette

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2019	34 562.74	19 572.10	54 134.84	395 587.94
2020	36 212.46	17 922.38	54 134.84	359 375.48
2021	37 940.93	16 193.91	54 134.84	321 434.55
2022	39 751.90	14 382.94	54 134.84	281 682.65
2023	41 649.31	12 485.53	54 134.84	240 033.34
2024	43 637.29	10 497.55	54 134.84	196 396.05
2025	45 720.17	8 414.67	54 134.84	150 675.88
2026	47 902.44	6 232.40	54 134.84	102 773.44
2027	50 188.89	3 945.95	54 134.84	52 584.55
2028	52 584.55	1 550.29	54 134.84	0.00
TOTAL	430 150.68	111 197.72	541 348.40	





LES SCENES D'ABBEVILLE

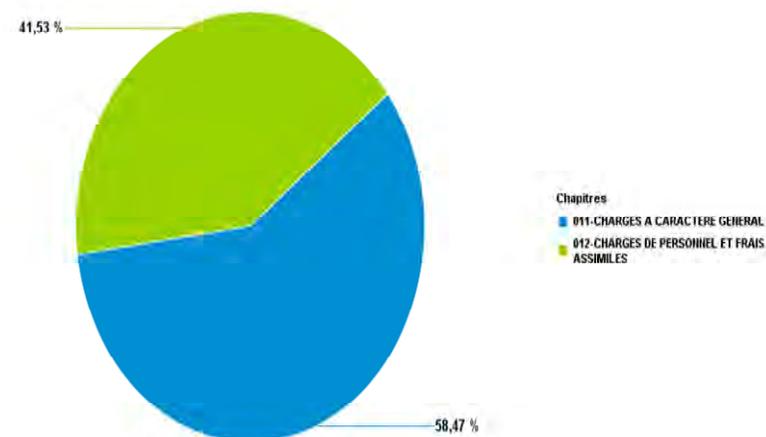


Evolution des dépenses réelles de fonctionnement 2014-2019

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolut° 2014 2015	Evolut° 2015 2016	Evolut° 2016 2017	Evolut° 2017 2018	Evolut° 2018 2019	Evolut° moy annuelle 2014 2019
011 Charges à caractère général	770 984	1 007 877	1 054 764	762 583	827 330	872 164	30.73%	4.65%	-27.70%	8.49%	5.42%	2.62%
60 Achats (énergies, fournitures)	45 009	46 243	34 576	31 031	49 773	44 155	2.74%	-25.23%	-10.25%	60.40%	-11.29%	-0.38%
61 Services extérieurs (prestations de service, locations, entretien, maintenance)	663 667	855 545	935 175	664 116	712 301	743 530	28.91%	9.31%	-28.98%	7.26%	4.38%	2.41%
62 Autres services extérieurs (honoraires, annonces, transports, affranchissements)	31 485	43 702	36 294	25 453	18 721	19 051	38.80%	-16.95%	-29.87%	-26.45%	1.76%	-7.90%
63 Impôts, taxes et versements assimilés	30 823	62 387	48 719	41 983	46 535	65 428	102.40%	-21.91%	-13.83%	10.84%	40.60%	22.45%
012 Charges de personnel	584 291	542 233	510 171	524 769	533 537	619 493	-7.20%	-5.91%	2.86%	1.67%	16.11%	1.20%
65 Autres charges de gestion courante	2			57	1	3	-100.00%			-98.25%	200.00%	10.00%
Total des dépenses de gestion courante	1 355 277	1 550 110	1 564 935	1 287 409	1 360 868	1 491 660	14.38%	0.96%	-17.73%	5.71%	9.61%	2.01%
67 Charges exceptionnelles	348	396	43				13.79%	-89.14%	-100.00%			
Total des dépenses réelles de fonctionnement	1 355 625	1 550 506	1 564 978	1 287 409	1 360 868	1 491 660	14.38%	0.93%	-17.74%	5.71%	9.61%	2.01%

Structure en % de l'ensemble des dépenses réelles						
Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
011 Charges à caractère général	56.87%	65.00%	67.40%	59.23%	60.79%	58.47%
60 Achats (énergies, fournitures)	3.32%	2.98%	2.21%	2.41%	3.66%	2.96%
61 Services extérieurs (prestations de service, locations, entretien, maintenance)	48.96%	55.18%	59.76%	51.59%	52.34%	49.85%
62 Autres services extérieurs (honoraires, annonces, transports, affranchissements)	2.32%	2.82%	2.32%	1.98%	1.38%	1.28%
63 Impôts, taxes et versements assimilés	2.27%	4.02%	3.11%	3.26%	3.42%	4.39%
012 Charges de personnel	43.10%	34.97%	32.60%	40.76%	39.21%	41.53%
65 Autres charges de gestion courante	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
Total des dépenses de gestion courante	99.97%	99.97%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%
67 Charges exceptionnelles	0.03%	0.03%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%

Structure des dépenses réelles de fonctionnement 2019 - Budget des Scènes



Les charges à caractère général : chapitre 011

Compte 60 : Dépenses liées aux fluides, alimentation et fournitures dont :

- Electricité et eau (22 159 €)
- Alimentation (5 725 €)
- Autres matières et fournitures (15 450 €)

Compte 61 : Dépenses de chauffage, les contrats de spectacles et les locations de matériels (son et éclairage) dont :

- Chauffage (55 500 €)
- Contrats et intermittents de spectacles (527 000 €)
- Location de matériels (100 300 €)

Compte 62 : Dépenses liées aux frais d'affranchissement, de télécommunications et les défraiements liés aux transports des artistes (19 000 €)

Compte 63 : Dépenses relatives aux droits de SACEM, SACD et CNV (65 000 €).

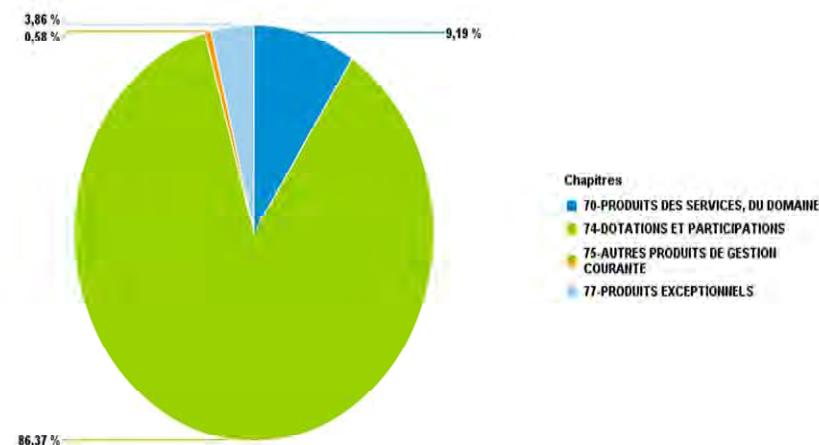
Evolution des recettes réelles de fonctionnement 2014-2019

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolut° 2014 2015	Evolut° 2015 2016	Evolut° 2016 2017	Evolut° 2017 2018	Evolut° 2018 2019	Evolut° moy annuelle 2014 2019
013 Atténuations de charges			474	468					-1.27%			
70 Produits des services	136 357	159 946	135 431	92 018	160 062	144 009	17.30%	-15.33%	-32.06%	73.95%	-10.03%	1.12%
74 Dotations et participations	1 324 000	1 343 935	1 349 509	1 270 615	1 264 562	1 353 461	1.51%	0.41%	-5.85%	-0.48%	7.03%	0.45%
75 Autres produits de gestion courante	10 541	6 352	4 843	8 326	8 676	9 034	-39.74%	-23.76%	71.92%	4.20%	4.13%	-2.86%
Total recettes de gestion courante	1 470 898	1 510 233	1 490 257	1 371 427	1 433 300	1 506 504	2.67%	-1.32%	-7.97%	4.51%	5.11%	0.48%
77 Produits exceptionnels		0	2 145	43 500	68 300	60 500			1927.97%	57.01%	-11.42%	
Total des recettes réelles de fonctionnement	1 470 898	1 510 233	1 492 402	1 414 927	1 501 600	1 567 004	2.67%	-1.18%	-5.19%	6.13%	4.36%	1.31%

Structure en % de l'ensemble des recettes réelles

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
013 Atténuations de charges	0.00%	0.00%	0.03%	0.03%	0.00%	0.00%
70 Produits des services	9.27%	10.59%	9.07%	6.50%	10.66%	9.19%
74 Dotations et participations	90.01%	88.99%	90.43%	89.80%	84.21%	86.37%
75 Autres produits de gestion courante	0.72%	0.42%	0.32%	0.59%	0.58%	0.58%
Total recettes de gestion courante	100.00%	100.00%	99.86%	96.93%	95.45%	96.14%
77 Produits exceptionnels	0.00%	0.00%	0.14%	3.07%	4.55%	3.86%
Total des recettes réelles de fonctionnement	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%

Structure des recettes réelles de fonctionnement 2019 - Budget des Scènes



Les recettes de fonctionnement

Compte 70 : Recettes liées aux entrées de spectacles (144 000 €)

Compte 74 : Participations de l'Etat et des Collectivités territoriales dont :

DRAC (38 000 €)

Conseil Régional (46 000 €)

Conseil Départemental (3 630 €)

Etat – aide aux emplois d'avenir (13 400 €)

Ville – subvention d'équilibre (1 250 000 €)

Compte 75 : Recettes de location du théâtre (9 000 €)

Les dépenses réelles d'investissement 2014-2019 - Scènes d'Abbeville

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
2031	FRAIS D'ETUDES					37 850	
20 - Immobilisations incorporelles		0.00	0.00	0.00	0.00	37 850	0.00
		2014	2015	2016	2017	2018	2019
2135	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGTS DES CONSTRUCTIONS	22 786.66	15 558.46	1 008.14		1 510	165 772.15
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES		2 325				
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	6 583.33					8 833.33
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	660.10	163.24	6 085	10 888.57	6 518.08	
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	355.91					
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	4 893.86	9 989.98	22 105.13	37 811.83	7 785.97	1 691
21 - Immobilisations corporelles		35 279.86	28 036.68	29 198.27	48 700.40	15 814.05	176 296.48
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT		35 279.86	28 036.68	29 198.27	48 700.40	53 664.05	176 296.48